

Financement de l'Agriculture Urbaine

Editorial

L'appui financier aux pauvres fermiers urbains peut faire toute la différence. Un groupe de plus en plus grand de citoyens vivent aux alentours du seuil de pauvreté, mais sont engagés dans diverses activités tels que le petit commerce de détail, le ramassage et le recyclage des ordures, le commerce et le fermage. Ces entrepreneurs (informels) ont besoin d'avoir accès aux capitaux pour le maintien de leur investissement et pour la possible extension de leurs affaires.

L'agriculture urbaine est de plus en plus reconnue comme un facteur de développement plus productif, durable et plus inclusif ou démocratique des villes. On a noté et évalué un certain progrès au plan politique. Les associations internationales des gouvernements de villes et des autorités locales ont débattu de l'agriculture urbaine dans les fora internationaux. On est en train de procéder à des recensements régionaux, de créer des réseaux et des groupes de travail pour faciliter la revue et le transfert d'expériences en matière de politiques locales. Certaines villes ont déjà mis en place des agences pour l'agriculture urbaine et de nombreuses autres ont adopté des lois, règlements et normes ou sont en train de faciliter ou d'implanter des programmes et des politiques spécifiques. Mais la légitimité financière et politique sont tous les deux essentiels pour appuyer ce développement.

Plusieurs producteurs agricoles des villes sont confrontés à un accès limité au crédit et aux schémas d'investissement. En plus, les informations sur ces fermiers urbains qui ont réussi à accéder au crédit sont d'autant plus rare.

Plusieurs producteurs agricoles des villes sont confrontés à un accès limité au crédit et aux schémas d'investissement. En plus, les informations sur ces fermiers urbains qui ont réussi à accéder au crédit sont d'autant plus rare.

Les informations sont anecdotiques ou sont parfois trop locales. On sait très peu et pis encore, on a peu appris des schémas d'appuis financiers dont bénéficient un grand nombre de producteurs et qui peuvent contenir des éléments requis pour des interventions au plan du crédit et de l'investissement pour améliorer le développement durable de l'agriculture urbaine.

Récemment, on a accordé une attention particulière au micro financement rural. Avant les années 1990, on pensait que l'octroi de crédits aux micro-entrepreneurs et aux agriculteurs était trop risqué, du fait du coût élevé des transactions et du manque de garantie. Cependant, un certain nombre d'expériences positives telle que celle de la Grameen Bank au Bangladesh, ont changé cette attitude, et maintenant on accorde une attention particulière aux innovations institutionnelles et à l'adaptation des institutions de micro-financement.

Une importante leçon apprise des programmes de micro-financement locaux est que les institutions nouvelles ou adaptées sont les produits de l'action publique, par le gouvernement et la société civile et les bailleurs de fonds internationaux, alors que maintenant le défi est de renforcer ces acquis en incluant (en partenariat avec) le secteur bancaire.

Des exemples d'institutions de financement rural très innovatrices sont les coopératives de type participant-membre ; les groupes de solidarité ou groupes de crédit (ou groupes de crédit roulant) qui sont moins formels et peuvent être dirigés par le bailleur ou des autochtones comme les *tontines* en Afrique de l'ouest (voir encadré, page 5) ; les banques de village qui peuvent être perçues comme une combinaison de coopératives et de groupes de solidarité ; et les micro-banques qui ne sont pas basées sur la notion de membre, mais sur des contrats individuels. Toutes ces expériences ont pour but d'atteindre les micro-entrepreneurs nécessiteux et de créer un système d'aide financière durable. Cependant il reste beaucoup à faire pour avancer sur les deux fronts, en environnement urbain ou rural.

L'ACCES AU CREDIT ET L'INVESTISSEMENT

Le manque d'accès au crédit (abordable) des populations défavorisées qui travaillent dans l'agriculture urbaine gêne ou freine la capacité des producteurs à acquérir du matériel, des installations ou des équipements qui peuvent augmenter les revenus des travailleurs et de l'investissement ou la valeur suite à un meilleur traitement, conservation et conditionnement des produits. Ce manque d'accès au crédit empêche aussi ces fermiers d'utiliser les techniques de conservation des ressources agricoles, de produire des récoltes et du bétail de plus grande valeur et de minimiser les risques attachés à cette production.

Le manque d'accès au crédit et à l'investissement est reconnu par les producteurs des villes comme un facteur limitant pour le développement de l'agriculture urbaine.

L'Agriculture Urbaine et Péri-urbaine en Afrique de l'Est et du Sud (MDP/IDRC, Harare 2000) ont identifié comme étant un des problèmes importants à résoudre pour l'amélioration de l'agriculture urbaine, le contrôle et l'accès aux ressources clés (y compris l'accès aux capitaux).

Enquête sur le Crédit et l'Investissement dans l'Agriculture Urbaine

Les cas et les analyses seront présentés et discutés dans un atelier international qui regroupera les institutions financières et les agences de bailleurs de fonds (telles que les membres du SGUA, les banques ethniques, les gouvernements locaux et les coopératives de crédit, parmi d'autres). Le prochain Forum sur le Monde Urbain qui se tiendra en septembre 2004 à Barcelone est une possible occasion pour la tenue de cette réunion

Le Groupe de Travail des Villes d'Amérique Latine sur l'Agriculture Urbaine et la Sécurité Alimentaire qui rassemble 40 villes de la région, encourage « les gouvernements locaux à s'engager énergiquement pour le développement de l'agriculture urbaine en mobilisant les ressources locales disponibles, en institutionnalisant l'agriculture urbaine et en facilitant son extension au plan national ; et en dégageant un budget municipal pour l'exécution des tâches pratiques de l'agriculture urbaine. Ce groupe encourage également « le développement de politiques de crédit et de financement et d'instruments pour l'agriculture urbaine, avec un accent particulier porté sur les producteurs les plus vulnérables, pour compléter les programmes d'assistance technique » et la « production et la vulgarisation, au moins une fois par an, d'outils méthodologiques, de directives et de mécanismes de collecte d'expériences régionales et de compte-rendus (parmi d'autres) les crédits destinés à la production, la transformation et la commercialisation des produits de l'agriculture urbaine » (Quito, 2000).

Les gouvernements locaux doivent s'engager à développer l'agriculture urbaine, en mobilisant les ressources locales existantes, en l'institutionnalisant et en assurant sa promotion au plan national ; et dégageant un budget municipal à l'application des pratiques

de l'agriculture urbaine ». Déclaration de Quito, signée par 40 cités. Quito, Equateur, Avril 2000.

Etant donné la reconnaissance grandissante de ce secteur par les autorités locales et l'intérêt grandissant que lui portent les agences de développement et de financement, une enquête systématique et une évaluation des modalités significatives et diverses d'acquisition de crédits et d'investissements au bénéfice de l'agriculture urbaine semble venir à son heure. Ceci parce que l'accroissement du secteur en marge des économies traditionnelles pourrait non seulement aggraver les risques sur l'environnement et la santé publique causés par les mauvaises pratiques, mais pourrait aussi saper la capacité du secteur à apporter une contribution encore plus grande à la sécurité alimentaire, à l'emploi et à la génération de sources de revenus, aussi bien à une gestion productive des ressources urbaines non utilisées ou sous-utilisées (sol, déchets et eau).

AIDE INTERNATIONALE

Lors de leur réunion annuelle tenue à New York en 2001, Les membres du Groupe d'Appui pour l'Agriculture Urbaine (SGUA) ont exprimé le besoin de disposer d'informations sur les programmes de crédit et d'investissement destinés à l'agriculture urbaine et le vœu de créer et de renforcer une composante crédit et investissement au sein du SGUA. Cette composante devrait permettre aux membres de la SGUA de porter une attention plus systématique au crédit et au financement (à côté des autres composantes identifiées : information, recherche, formation, politique et assistance technique).

L'Agenda Habitat adopté par les gouvernements à l'issue de la Conférence des Nations Unies sur les Etablissements Humains (Habitat II) en juin 1996 à Istanbul en Turquie les engage à soutenir les efforts des villes à établir des schémas durables d'utilisation et de planification des sols, et à soutenir un jardinage adéquat et une agriculture urbaine. L'Agenda reconnaît aussi les différents arguments qui sous-tendent la pauvreté et propose de nombreuses actions qui doivent être entreprises pour réduire la pauvreté urbaine, pour améliorer l'accès des plus pauvres au crédit et au financement pour l'habitat et pour le développement d'entreprises génératrices d'emplois. Et pour la promotion de villes inclusives qui reconnaissent le rôle participatif et la contribution des communautés les plus déshéritées. (Agenda Habitat, 1996).

La Déclaration sur les Villes et autres Etablissements Humains dans le Nouveau Millénaire a davantage souligné les mêmes Problèmes : c'est-à-dire la nécessité pour les gouvernements de mettre en place des politiques et des stratégies destinées à réduire la pauvreté Urbaine, à améliorer l'accès au financement et au crédit pour les communautés les plus pauvres et à mettre en place des établissements humains inclusifs, dans lesquels les potentiels des pauvres à participer dans la prise de décisions qui affectent leurs propres vies sont parfaitement reconnus et utilisés.

RECENSEMENT D'EXPERIENCES

Le Bureau de ONU-Habitat, à travers sa section Economie et Finance Urbaines (Nairobi) et son Programme de Gestion Urbaine pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (UMP-LAC), de concert avec le CRDI (le Centre de Recherches pour le Développement International/canada), ont appuyé une initiative pour promouvoir un développement plus cohérent et plus efficace et pour mettre en place des schémas de crédit et d'investissement pour des innovations en rapport avec l'agriculture urbaine. Cette initiative, qui fait la documentation et l'analyse de plusieurs études de cas sur le crédit et l'investissement pour l'agriculture urbaine et qui a été réalisée en 2002, a aussi été enrichie par d'autres cas par le RUAF. La plupart de ces cas sont décrits dans le Magazine UA (les cas du Kenya et de Harare ont été présentés dans le numéro 7 du Magazine UA).

Etudes de Cas de Villes

Argentine, Camilo Aldao
Botswana, Gaborone
Brésil, Mato Grosso do Sul
Inde, Bangalore
Kenya, Nairobi
Mexique, Texcoco
Népal, Katmandu
Philippines, Marilao
Soudan, Khartoum
Royaume Uni, Londres
Zimbabwe, Harare

Les études de Cas viennent d'Amérique Latine, d'Afrique, d'Asie et d'Europe. Les études avaient pour objectif de s'appesantir sur les expériences les plus solides (celles qui ont plus de trois ans d'âge, avec au moins 300 bénéficiaires), qui sont arrivées à la phase de généralisation de leur expérience, et qui sont basées sur plusieurs types d'interventions financières pour l'agriculture (péri)-urbaine. Les systèmes financiers couverts sont les coopératives d'épargne et de crédit, les coopératives de producteurs et de commerçants, et les fermiers travaillant sur contrat avec des entreprises privées aussi bien qu'avec des aides financières et des dons. Les études de cas montrent la participation de différents groupes et niveaux d'acteurs (ONG, gouvernements municipaux et nationaux, banques et coopératives de financement, institutions internationales, investissements publics et privés). Les études de cas ont été achevées vers la fin de l'année 2002. Les leçons décrites ci-dessous sont tirées d'une première analyse.

TYPES D'INTERVENTIONS

Les cas décrivent une variété de systèmes de financement et de mécanismes pour la production et la commercialisation de produits de l'agriculture (péri)-urbaine. Cependant, ce qui en ressort le plus est que des mécanismes financiers spécifiquement adaptés à l'agriculture urbaine n'existent pratiquement pas. En plus, les statistiques ne séparent pas le crédit du financement pour l'agriculture urbaine. Les appuis financiers destinés aux producteurs (péri-) urbains et à l'agro-industrie semblent avoir été enregistrés sous la rubrique de programmes d'appui à l'agriculture rurale, comme c'est le cas à Gaborone (article 6), Texcoco (article 4), Cordoba (article 3) et Addis Abéba (article 10) ou sous la rubrique de programmes de développement de communautés urbaines (Philippines, article 9, Quito ou Porto Allègre, article 9). La question se pose de savoir s'il y a lieu de mettre sur pied un système d'appui financier propre à l'agriculture urbaine (adapté aux caractéristiques uniques de cette agriculture) ou de considérer ce financement comme un financement général pour les initiatives des communautés urbaines et aux micro-entreprises.

On peut noter d'autres formes de financement de l'agriculture (péri-) urbaine. Plusieurs cas ont décrit des **systèmes d'épargne et de mobilisation de ressources locales**. On a des exemples au Népal (voir article 5 : coopératives d'épargnes régulières ou volontaires, épargnes pour des mariages ou d'autres festivités), en Ethiopie (coopératives de producteurs et de distributeurs de produits laitiers fonctionnant avec les apports des membres) et, dans l'encadré, les *tontines*.

Un second type de financement décrit ici est le système de subventions ou de dons destinés à l'agriculture des villes. Là aussi, il y a plusieurs formes, tels que l'appui du secteur privé : dons et organismes caritatives au Royaume Uni (voir article 8) ; appui des ONG et d'autres groupes de la société civile, principalement sous forme d'assistance technique ou de formation (voir ILRI et VOCA en Ethiopie) ou des aides sous forme d'intrants (ALDEP-Botswana, Nairobi-Kenya) ; ou de façon indirecte par les gouvernements locaux comme c'est le cas à St Petersburg (article 12), où un environnement propice à la production

agricole a été créée dans et autour de la ville en subventionnant le transport ; ou enfin comme c'est le cas de la coopérative de HOPCOMS à Bangalore (article 7).

Il y a un troisième groupe constitué par le système de (micro-crédit) tels que décrit dans les études de cas sur le Ghana (article 2). L'Argentine, le Brésil, le Népal et le Botswana. Ce système comprend des fonds de crédit alloués par des bailleurs de fonds internationaux (comme en Bulgarie, article 13), des gouvernements nationaux (Argentine), des gouvernements municipaux ou fédéraux (Brésil), des banques privées, des organismes de crédits informels privés (Ghana et dans les cas de l'Afrique de l'Ouest à article 12), ou des ONG et des coopératives (Ethiopie, Népal, Soudan (voir encadré article 1).

La plupart des études montrent que l'appui financier pour l'agriculture est plus efficace si elle combine **tous les trois mécanismes** : épargne, subvention et (micro-) crédit. L'épargne pourrait par exemple constituer la garantie pour l'obtention d'un crédit. Les exemptions de taxes ou d'autres formes de subvention peuvent motiver les gens et les emmener à s'engager, et à accompagner le crédit par la formation et l'assistance, et ainsi mieux garantir la réussite et la durabilité des programmes (intégrés) de financement. Les systèmes de financement de l'agriculture urbaine qui visent la consommation intérieure ou la micro-entreprise à ses débuts ne sont généralement pas durables. Le fait de viser la durabilité complète (financement adéquat et remboursement) condamnerait ces pratiques et ne prendraient pas en compte la perspective de l'inclusion sociale (voir plus bas, sous durabilité).

SOURCES ET GESTION DU FINANCEMENT

Un grand nombre d'acteurs sont impliqués dans la recherche et la gestion de financement pour l'agriculture (péri-) urbaine (voir les cas de Khartoum et du Nigeria). On a besoin d'une analyse plus détaillée pour pouvoir définir quel système (ou quels systèmes) sont plus adaptés aux circonstances locales. Certains cas sont accompagnés d'importants investissements gouvernementaux, dans un contexte de programmes d'allègement de la pauvreté de programmes de sécurité alimentaire (Argentine) ou de programmes de génération d'emplois (Brésil, Botswana). Les fonds proviennent, par exemple, de «Fonds pour les Infrastructures Sociales de la Municipalité» (Mexique), de «Fonds pour l'Investissement Social» (Brésil), de «Programmes d'Assistance Financière pour l'Entreprenariat» (Botswana) ou plus spécifiquement de «Programmes pour l'Agriculture ou l'Horticulture» (comme c'est le cas en Inde). Il faut une étude plus poussée pour déterminer comment et quand relier les différents niveaux de gouvernement (municipal, étatique et national) pour arriver à un système d'aide plus efficace.

Les études montrent aussi, en général, qu'il n'y a aucune structure spécialisée dans la gestion de crédits et d'aides financières pour l'agriculture urbaine. La coopération institutionnelle revêt plusieurs formes par exemple au niveau des gouvernements et les banques privées (Brésil, Botswana), ou au niveau des coopératives et des banques commerciales (Népal). De nombreux cas réclament un plus grand engagement des groupes de producteurs/utilisateurs dans la gestion des crédits. Un développement plus poussé des activités d'aide financière soulève le problème de comment mieux structurer la gestion des fonds et quels besoins spécifiques peuvent naître de l'adaptation des systèmes aux caractéristiques des systèmes de production agricole.

DURABILITE

La durabilité peut faire référence à « la durabilité sociale » et à la « durabilité économico-financière ». La « durabilité sociale » fait référence au développement et à la gestion des systèmes de crédit et d'investissement qui sont basés sur une perspective socialement inclusive ou en direction des pauvres.

AIDE aux petites unités Agro-Industrielles A Mato Grosso Do Sul, Brésil

En juin 2000, l'Etat de Mato Grosso do Sul, situé dans la région Centrale Ouest du Brésil a mis en place un programme d'appui à la transformation et à la commercialisation de la production de petites unités agricoles pour aider à la création d'emplois ruraux et dans l'agriculture périurbaine. Fondamentalement, le programme vise à faciliter l'installation de petites unités agro-industrielles (comme des unités de production de bonbons ou de produits laitiers transformés) et à aider des familles ou des fermiers regroupés dans des associations pour la transformation et la commercialisation de leurs produits sans l'intervention d'intermédiaires. Le programme aide les fermiers dans les domaines suivants :

- allocation de crédits pour la construction d'unités agro-industrielles et pour la fourniture d'intrants ;
- formation et assistance technique (en techniques de transformation hygiéniques, en comptabilité et en technique de vente) ;
- organisation du transport, publicité et en commercialisation collective ;
- dans le domaine de l'organisation sociale

Les fonds du crédit proviennent du Fonds d'Investissement Social et de la « Banque du Peuple » (Banco do Povo). Les producteurs sont choisis en fonction du revenu des familles (au maximum une personne gagnant le salaire minimum), du titre de propriété terrienne et du travail (qui doit être moins que la paie de la totalité des gains de la famille).

La participation est ouverte à des unités familiales ou à des familles regroupées en association (au moins six familles). Les familles individuelles reçoivent entre 15.000 et 20.000 reals (4500 à 6000 dollars US) selon le projet d'affaires, alors que les associations peuvent recevoir jusqu'à 90.000 reals. Le programme utilise un taux d'intérêt fixe de 4%, et le remboursement est étalé sur une période de 6 ans, avec un différé de 2 ans. La périodicité des paiements peut être mensuelle, trimestrielle ou annuelle. Aucune garantie physique n'est exigée.

Sous la coordination de l'IDATERRA (Institut pour le Développement Agricole, l'Assistance Technique et l'Expansion Rurale du gouvernement d'état), les producteurs bénéficient d'une formation et d'une assistance pour la mise sur pied de leur affaire, ainsi que pour la promotion, la légalisation et la commercialisation. L'IDATERRA est aussi responsable du suivi des résultats du programme en termes d'impacts socio-économiques, analyse de genre, transfert de technologie et impacts environnementaux.

Actuellement, il y a 163 unités agro-industrielles qui fonctionnent (157 individuelles et 6 associations), et 70 autres sont sur le point d'être construites, dans 30 municipalités dans l'Etat de Mato Grosso do Sul. Les premières évaluations montrent des impacts positifs sur le revenu (un quadruplement du revenu mensuel des familles) et sur la création d'emplois. Des impacts positifs ont été également notés au niveau de l'appréciation personnelle des entrepreneurs, et au niveau de l'appréciation du rôle des femmes et des jeunes dans le processus de production.

Prigrama PROVE-Pantanal, Mato Grosso do Sul, Brazil

On peut trouver des informations sur les événements organisés par le APROVE (Association d'aide pour une Planification Verticale des Petits Producteurs au Brésil) au niveau de Joao Luiz Homem de Carvalho, Telefax (61) 274 4293, e-mail aprove@uol.com.br, www.prove.org.br

La plupart des systèmes de crédit et d'investissement qui existent ne sont pas accessibles aux pauvres ou à d'autres groupes vulnérables, comme il ressort clairement de l'expérience

bulgare. Les pauvres fermiers ne peuvent pas avoir la garantie requise ou ne peuvent pas payer les forts taux d'intérêt, et souvent n'ont pas l'expérience de la vente ou de la gestion. Il existe différentes expériences innovatrices qui permettent la participation de ces groupes d'exclus. En Argentine par exemple, la participation est réservée à ceux qui n'ont pas de sources additionnelles de revenus ou dont les revenus de la famille n'atteint pas plus de deux fois le salaire minimum (156 US\$). Au Népal, le système d'emprunt auprès des pairs ou d'emprunt de groupe incorpore un système de garantie de solidarité, de sorte qu'aucune garantie en nature n'est requise. A Texcoco, les périodes de grâce sont définies en relation avec le type de système de production et de cycle de production (y compris des périodes de grâce plus longues pour l'élevage). Tous les cas rappellent la nécessité de stratégies de développement intégrées, où l'aide financière est accompagnée de formation (technique ou commerciale), de conseils juridiques et d'aide à la commercialisation.

La durabilité économique-financière d'un système ou d'une organisation est en relation avec la réduction au minimum des risques de l'investissement en diversifiant par exemple la production (cultures à cycle court et à cycle long, systèmes agricoles intégrés, comme à Khartoum) ; en apportant de l'aide à la transformation et à la commercialisation (comme à Addis-Abeba, au Brésil ou à Bangalore) ; et en développant de stratégies commerciales adaptées. Elle est en relation avec la définition du « produit » qui va être financé qui a un bon rendement potentiel (agriculture urbaine contre agriculture péri-urbaine ; production céréalière contre élevage ; production contre agro-industrie). Elle est aussi en relation avec les organismes d'aide sociale (associations, coopératives) et avec la nécessité d'un cadre normatif et juridique favorable qui par exemple gère l'accès à la terre et aux services.

La durabilité économique-financière des mécanismes d'investissement est essentielle pour atténuer la dépendance sur les sources de financement extérieures. Dans chaque situation, elle doit être définie si l'agriculture (péri)-urbaine est soutenue comme un secteur de l'économie sociale (en mettant en valeur son bénéfice potentiel sur l'environnement et sur le développement de la communauté) ou comme un secteur de l'économie « formelle » qui, en principe, devrait être totalement auto entretenu.

EGALITE DES GENRES

Dans plusieurs cas, on prône des actions affirmatives qui sont spécifiquement dirigées vers la satisfaction des besoins des femmes. Dans le cas du Népal et des Philippines, par exemple, on a mis sur pied des coopératives de crédit pour les femmes. A Texcoco (Mexique), on a mis en place des fonds spécialement pour aider les fermes intégrées qui sont gérées par des femmes. A Quito (Equateur) le programme de micro-crédit nommé PROQUITO a pour priorité de faciliter l'accès au crédit aux femmes responsables de familles et aux jeunes, qui constituent la grande masse des sans emplois dans la ville. Au Botswana, on accorde la priorité aux femmes pour le décaissement des dons dans un programme. A Mato Grosso do Sul (Brésil), l'impact du système de crédit agro-industriel sur les conditions socio-économiques des femmes et des jeunes a été évalué en utilisant une série d'entretiens avec les producteurs. Ces premières données font ressortir un impact positif sur la réévaluation du rôle de la femme au sein de la famille, sur le processus de production et sur une plus grande valorisation personnelle.

Tontines

En Afrique de l'Ouest, beaucoup de personnes obtiennent un crédit par le système informel de prêt. Ce secteur comprend des prêteurs d'argent privés, des commerçants du secteur informel, et les tontines. Ces tontines sont très diverses et difficiles à classer sous une seule définition. elles accomplissent un mélange de fonctions sociales et financières. Les membres d'une tontine ont des liens en commun – familiaux, de voisinage ou professionnels comme les fermiers, y compris les fermiers urbains (bien qu'on sache peu de chose du dernier groupe cité : IAGU au Sénégal s'occupe de recueillir plus d'information sur les

tontines dans l'agriculture urbaine).

Les tontines sont flexibles et peuvent s'adapter aux conditions sociales changeantes, c'est pourquoi il y a plusieurs formes de tontines. Il y a un système d'épargne roulant, où les membres se réunissent régulièrement et versent une somme fixe qui est prêtée à un membre différent chaque mois. Une autre variante est l'attribution par tirage au sort à ceux qui n'ont pas encore bénéficié d'un prêt. Il y a aussi une autre sorte de tontine basée sur ce que chacun peut donner. Toutes les tontines sont caractérisées par la mise en place d'un prêt d'investissement ou d'épargne, qui doit être remboursé dans un court délai. (la plupart des tontines durent une année ou un calendrier de récolte).

Les tontines sont particulièrement importantes pour les personnes qui ne peuvent pas obtenir un crédit ou dont les dépenses quotidiennes ne leur permettent pas normalement d'obtenir un crédit. Cependant il y a des obstacles dus au fait que les sommes sont minimes et qu'elles ont un caractère peu durable. A côté de l'utilisation présente des tontines, une autre alternative plus novatrice consisterait à souscrire des parts, non pas seulement, pour un individu, mais pour un groupe (d'où une forme institutionnelle de tontine). De cette façon, ceux qui ne peuvent pas normalement prétendre au crédit pourront quand même être éligibles en tant que membres d'un groupe.

Il est cependant important d'aller au-delà du simple suivi de « qui fait quoi dans le système de production ? ». L'égalité de genre doit être assurée au niveau de tous les aspects de la mise en place de l'intervention financière : au niveau de la conception des schémas, au niveau de la gestion et de la définition des groupes cibles et des systèmes de suivi ; et doit considérer :

- les conditions de l'accès au crédit et aux aides financières (qui a accès à quels types de ressources?) ;
- le contrôle (« qui contrôle quoi ? » : par exemple, l'accès aux ressources générées par la production et la commercialisation) ; et
- l'impact sur les différents membres de la famille (satisfaction de leurs besoins personnels).

CONCLUSIONS

Les cas confirment qu'il est nécessaire de faciliter l'accès au financement de l'agriculture urbaine, de promouvoir des villes plus auto-entretenues, plus socialement inclusives et plus productives. Mais le financement doit faire partie d'une stratégie de développement intégrée, qui le met en relation avec d'autres activités telles que la formation, l'assistance technique et la création d'un cadre politique favorable.

On doit aussi réfléchir sur l'opportunité d'avoir des mécanismes de financement propres à l'agriculture (péri-) urbaine ou si la question doit être incluse dans, par exemple, les programmes de développement communautaire. Les multiples sources de financement et les différents acteurs constituent une richesse sur laquelle on peut construire quelque chose.

L'agriculture urbaine peut potentiellement – et surtout dans le court terme – être financée comme faisant partie des programmes et fonds de développement communautaire.

Cependant, il est nécessaire de mettre en place des conditions spécifiques pour les systèmes de financement de l'agriculture urbaine qui auront pour cible les pauvres des villes et les couches les plus vulnérables de la population, et qui seront compatibles avec l'agriculture urbaine. Ces conditions comprennent l'utilisation de contre-parties et de garanties qui ne nécessitent pas certains biens physiques, la possession de terres, des structures d'aide à l'accès au crédit et au financement adaptés aux « produits » de

l'agriculture urbaine (exemple produits-maisons par opposition aux produits des usines agro-industrielles) et aux groupes cibles (associations de fermiers ou coopératives).

Dans les circonstances actuelles, une aide particulière de la part des gouvernements municipaux sera nécessaire pour l'agriculture urbaine, spécialement en direction des pauvres des villes et des groupes les plus vulnérables. Même à Londres, l'agriculture des villes a besoin de subventions et de dons et ne peut être auto-entretenu que sous certaines conditions (volontaires, intégration dans l'utilisation des aires récréatives, etc..)

Une possible hypothèse pour une recherche plus poussée pourrait être qu'une agriculture urbaine plus orientée vers la commercialisation n'a pas besoin de programmes spéciaux et que les crédits (pour l'agriculture rurale et pour le développement des micro-entreprises), bien que n'étant pas suffisamment disponibles, sont quand même adéquats.

Dans le développement des (micro-)crédits et des systèmes d'intervention financières pour l'agriculture urbaine, il y a donc lieu de préciser le produit à financer, d'établir un équilibre entre la durabilité financière sociale et économique et d'incorporer l'égalité des genres dans la définition des groupes cibles et des structures opérationnelles.

« Les programmes de micro-crédit ont démontré qu'ils peuvent être des instruments efficaces pour l'allègement de la pauvreté et ont appuyé la participation des citoyens dans les processus économiques et politiques des villes ».

Maria Fernanda Garcés, Ancienne coordinatrice des Fonds municipaux pour l'Inclusion sociale et le Développement, Municipalité de Quito, Equateur.

Cet éditorial est basé sur les sessions de travail enrichis par des apports des employés et du coordinateur de l'UMP-LAC, des employés de l'IRDC-CFP, de RUAF et de la coopérative de crédit de CEPESIU, Equateur.

Marielle Dubbeling

Conseillère Régionale en Agriculture Urbaine
IPES/UMP-LAC

René van Veenhuizen

ETC-RUAF

La Coopérative de WADRAMLI à Khartoum, au Soudan

L'Etat de Khartoum a un climat semi-désertique et 37% de sa surface est arable ; que ce soit sur le Jirouf (terre fertile le long des rives du Nile) ou sur les terres de culture sous irrigation, la production de l'agriculture urbaine est composée de fruits, de légumes, de fourrage et d'élevage de bétail. Wadramli est situé sur la zone périurbaine de la capitale Khartoum. La Coopérative de Wadramli (WACS) a été fondée en 1948, dans le but d'aider les petits fermiers et les fermiers démunis en offrant, entre autres, des crédits et des services agricoles, sur la périphérie de la ville de Khartoum. Ces systèmes d'agriculture urbaine sont basés sur les investissements privés dans les petites exploitations agricoles qui utilisent les méthodes modernes de production, (particulièrement dans l'élevage).

Le principal objectif de WACS est de permettre à ses membres qui sont de petits fermiers à avoir accès aux financements pour la production agricole, particulièrement pour ceux qui autrement, rencontreraient des difficultés à obtenir des financements par le canal des institutions financières du secteur formel. Ce qui est intéressant, c'est que des barrières culturelles aussi bien que sociales découragent les fermiers dans leur recherche de financement auprès des banques, mais aussi auprès des systèmes traditionnels, car en plus d'être limitées, ces sources de financement imposent de coûts sociaux et économiques très élevés. On dispense des crédits pour les intrants agricoles, tels que les semences et le nécessaire pour préparer la terre. Tous les membres de WACS peuvent prétendre à ces crédits sur la base des conditions établies et sur la base du calendrier annuel de rotation agricole choisie.

Les principes islamiques s'appliquent pour les modalités du prêt, en ce qui concerne le prêt bancaire sans intérêt. Les types de prêts les plus courants sont :

- le *Musharaka* (un partenariat où les partenaires constituent un capital et s'accordent à partager les pertes et profits) : qui est surtout utilisé quand de fortes sommes d'argent sont impliquées ;
- Le *Murabaha* (prix plus bénéfice) : est utilisé quand les banques veulent bien un financement en nature, particulièrement pour les intrants agricoles sur le court terme.

Les profits sont déterminés par la Banque Centrale du Soudan, mais le WACS intervient et octroie le crédit sans autres frais supplémentaires ;

- *Contrat Achat* (une sorte de paiement par traites) et ;
- *Gard Hassan* (prêt sans intérêt, le seul type qui permet de prêter de l'argent liquide selon la loi islamique sur le financement).

Plusieurs acteurs différents se retrouvent dans le WACS : les agences internationales comme la Banque Mondiale et la FAO, les bailleurs de fonds bilatéraux, les Compagnies (privée) d'Assistance à l'Agriculture, les autorités gouvernementales (plusieurs ministères) ; les institutions financières formelles et les associations de fermiers (le Syndicat des Fermiers du Soudan).

Le succès du WACS dans l'obtention de financements à ses membres est à mettre à l'actif de sa fonction sociale, qui s'occupe des besoins de ses membres. En plus, les membres sentent qu'ils sont propriétaires de l'association et s'engagent à partager les dépenses, pour lesquelles un tiers de la production est vendue, ce qui permet au WACS de poursuivre son œuvre sociale tout en appliquant des termes de crédit flexibles. L'impact le plus significatif de la coopérative est l'inclusion des groupes défavorisés dans la communauté.

Néanmoins, le WACS reste vulnérable devant les facteurs externes tels que la commercialisation, les mauvaises récoltes et les conflits internes. Qui plus est, et en comparaison avec les organisations communautaires de base, la base du WACS est constituée par un nombre limité et restrictif de membres qui a tendance à exclure les autres membres de la communauté (il est pratiquement impossible d'élargir sa base à cause de la surface limitée de terres arables). En dépit de tout cela, le WACS a fait la preuve qu'il est une organisation durable, quoique sa durabilité dans le futur dépend de sa capacité à entreprendre des productions agricoles rentables en diversifiant vers les productions à grande valeur marchande, à adopter des stratégies commerciales raisonnables et à s'occuper du problème de propriété terrienne et de la faible disponibilité des terres.

Basé sur une enquête réalisée par Khalid Elamin Abdelgadir et présentée à l'atelier tenu à Nairobi, mai 2002

Le Responsable de la Commercialisation au Ghana

Au Ghana, alors que plusieurs activités agricoles sont financées soit par le gouvernement ou par l'aide extérieure, les fermiers urbains qui produisent pour le marché ne peuvent généralement compter, pour initier leur travail, que sur eux-mêmes (auto-financement) ou sur les crédits obtenus auprès des femmes du marché pour l'achat des intrants (particulièrement les semences et les intrants agro-chimiques). Ces femmes ne sont que des intermédiaires ou des vendeuses du marché, et rendent visite aux fermiers pour acheter des légumes par plants¹

Au Ghana, les femmes jouent un rôle majeur dans la commercialisation des légumes, alors que la plupart des fermiers urbains qui produisent pour ce marché sont des hommes. Quelquefois, les femmes font des commandes de la production avant la récolte. Ce contrat tacite est basé sur la confiance et la somme d'argent reçue à la fin peut être différente de la somme qui était préalablement fixée, car la demande et l'offre peuvent changer pendant la période de maturation des cultures. En fait, c'est généralement les femmes qui profitent des fermiers en achetant à bas prix quand le marché est bien approvisionné. Les fermiers urbains ne s'engagent pas dans le marché direct car le travail dans les fermes est harassant et prend beaucoup de leur temps et, d'autre part, le rôle traditionnel des genres s'impose : les hommes travaillent la terre et les femmes s'occupent de la vente.

Tableau 1 : Une partie du Tableau du Plan de Production de légumes par les fermiers

Culture	Saison de pénurie
Laitue	Mars – Avril
Choux	Avril – Juin
Piment doux	Août – Novembre
Oignons de Printemps	Septembre –décemb.

Source : Chiffres fournis par les agriculteurs eux-mêmes

Cependant, certains fermiers ne comptent sur aucune « aide » et évitent cette dépendance ou même remplacent les intermédiaires. Il y a cet exemple d'un groupe de sept fermiers dans la zone de Accra qui travaillent autour d'un lac d'eaux usées partiellement traitées qui appartient à l'Armée ghanéenne (le camp de Burma). Les fermiers n'ont pas l'accord formel des autorités militaires, qui ferment les yeux sur l'utilisation de ces terres à des fins agricoles, car elles sont vacantes. La culture de ces terres est mutuellement rentable pour les fermiers comme pour les autorités militaires. Les fermiers ne parlent de pénurie d'eau que pendant la période de vidange du lac artificiel, qui se fait annuellement pour la récolte du poisson (le lac est utilisé pour l'aquaculture par les agents du service de sécurité du camp).

Le groupe de fermiers est dirigé par deux chefs : l'un supervise la production et l'autre s'occupe de la commercialisation des légumes. Avec l'aide active de ces deux dirigeants, les cinq autres membres s'occupent de la préparation des plants, de la culture, de l'irrigation, de l'épandage des pesticides, de la récolte, etc. Le chargé de la commercialisation s'occupe de la fourniture des intrants et de la recherche des informations concernant les techniques de production et la vente. Cet homme a une longue histoire dans les transactions de produits non-agricoles entre le Nigéria et le Ghana, mais n'a jamais effectivement travaillé comme fermier auparavant. En pleine saison de production, chacun des cinq fermiers doit s'occuper de 100 plants. Le schéma de récolte dépend entièrement de la demande pour certains produits à un certain moment par l'agent chargé de la commercialisation, qui a fait une étude

du marché pour savoir le moment opportun pour telle production. Etant donné que plusieurs sortes de légumes sont cultivées dans une courte rotation (par exemple la laitue, peut être produite 8 à 11 fois par an), il convient d'être flexible. Un schéma typique de récolte peut être : au printemps, oignons-verts, piment-laitue, dans un cycle de trois mois.

Une grande portion du produit est envoyée à un certain nombre de marchés de légumes d'Accra, alors que le reste est vendu sur place, par plants. Pendant les périodes de forte demande, l'agent chargé de la commercialisation peut acheter des produits d'autres producteurs sur différents sites pour améliorer ses gains, mais aussi pour garder le contact avec les vendeurs, et ainsi devient un intermédiaire. Les principales contraintes liées à ces activités agricoles sont : le peu de fiabilité des semences, le manque de services d'extension et l'inadéquation des engrais organiques.

Les deux dirigeants gagnent 57 \$ US par mois, alors que chacun des cinq autres agents gagnent 29 \$ US². Un simple calcul des entrées et des sorties fait par les fermiers indique qu'il y a un revenu net par trimestre de 286 \$ US (compte non tenu des salaires mensuels) au bénéfice du groupe, gain qui est utilisé pour acheter les intrants nécessaires. En plus, ces fermiers gèrent un fonds spécial d'épargne, qui n'est utilisé qu'en cas de pertes au niveau de la production ou quand un membre du groupe a un problème (famille, santé, funérailles, etc.).

George Danso, Pay Drechsel

IWMI Ghana

iwmi-ghana@cgiar.org

Notes :

1. Le prix par plant dépend de la saison, de la culture aussi bien que de la taille du plant : approx. 1.4 \$ US – 3.6 par plant de 20 m².

2. 1\$US = 6.600 cedis (Février 2002).

Micro Crédits pour les Petits Producteurs argentins

Les villes absorbent les deux tiers de l'accroissement de la population. Etant donné que les nouveaux arrivants ont un faible pouvoir d'achat, les problèmes de malnutrition augmentent. Les ménages des pauvres vivent le drame du chômage, habitent dans un environnement pollué et sont privés des services de base, etc. Leur incapacité à faire face à leurs obligations fiscales les exclue progressivement de leurs droits.

L'agriculture urbaine consiste principalement en de petites activités pour compléter les revenus de la famille. Elle n'est liée à aucun concept entrepreneurial, comme les grandes industries. Les ressources humaines, techniques et financières existent dans le cadre du travail temporaire, tel que le Pro-Huerta programme (Pro-Jardin) de INTA (Institut National des Technologies de l'Agriculture et de l'Elevage) et le PSA (Programme Social Agricole). En dépit de la crise économique, il y a des conditions qui permettent la genèse d'un changement positif grâce aux activités de l'agriculture urbaine. Cette situation a incité le Secrétariat à l'Agriculture, l'Elevage et à l'Alimentation à initier des activités avec le PSA, créée en 1993, qui est un programme national, pour se pencher sur les conditions d'un changement. Le programme de micro-crédit rural a été adapté aux producteurs des zones urbaines et périurbaines. La philosophie de base du PSA est de produire le changement au niveau des petits producteurs ruraux, périurbains et urbains en les incitant à transformer leurs systèmes de production par le biais de la formation, le financement et l'assistance technique à toutes les étapes du processus de production. Le travail du PSA peut être observé à Camilo Aldao, dans la province de Cordoba en Argentine, où l'agriculture urbaine est largement pratiquée. Les projets comprennent : une laiterie communale ; une utilisation productive de déchets solides ; une petite unité de production de bonbons, de poulets pour la consommation domestique, des jardins potagers, des jardins communs de produits organiques et un plan efficace de reforestation.

SYSTEME DE FINANCEMENT

Le PSA a commencé ses activités en fournissant de l'assistance aux petits producteurs dans le cadre de l'ancien Secrétariat pour l'Agriculture, l'Elevage, la Pêche et l'Alimentation. Ses objectifs généraux sont :

- augmenter les revenus des petits producteurs ;
- promouvoir leur participation organisée dans la prise de décisions politiques, les programmes et les projets ; et
- vaincre les difficultés économiques que rencontrent les producteurs, en les assistant par le renforcement du secteur associatif et des institutions privés intervenant dans le secteur.

Les principaux instruments du PSA sont : **l'Assistance financière** : crédits pour produire une récolte dans le but de nourrir les familles (consommation domestique) et des crédits à des entreprises d'associations de producteurs (EPA) dans le but d'améliorer la culture de rente, de développer de nouvelles variétés alternatives ou d'introduire de petites unités agro-industrielles. **L'Assistance technique** : essentiellement une activité (participative) visant à transformer le système de production traditionnel, à , à réaliser l'intégration verticale et l'intensification de la production. Un technicien embauché par le PSA rend des visites régulières aux producteurs individuels et aux groupes de producteurs au moins une fois par mois. **La Formation** : pour améliorer les capacités productives technologiques et de gestion des producteurs et pour promouvoir leur participation et leur organisation. Les activités de formation sont basées sur la demande des bénéficiaires, comme l'aide à la définition de plans annuels d'opération.

Service d'Aide à la commercialisation (sac) : pour promouvoir et faciliter le développement des activités commerciales grâce à de petites et moyennes compagnies commerciales, d'associations ou de groupes de producteurs, avec l'objectif principal de d'améliorer leur insertion et leur présence sur les marchés.

Le PSA a été organisé comme une petite structure flexible et décentralisée. Des coordinateurs provinciaux sont chargés de l'exécution des activités centrales, de promouvoir les groupes, de financer, d'apporter une assistance technique aux projets, et le suivi et l'évaluation des projets. En retour, une unité centrale est chargée de préparer des instructions concrètes de travail sur la base des principes généraux promulgués par les décideurs politiques, et de s'assurer que les processus provinciaux ne perdent pas de vue la cohérence et les objectifs généraux du programme.

CREDIT

Le budget du PSA est de 9.000.000 \$ pesos (ou 2.571.428 US Dollars)¹ par an, les 5.000.000 \$ de cette somme sont alloués au crédit d'assistance, les 2.500.000 \$ à l'assistance technique et le 1.500.000 \$ à la formation, à l'aide à la commercialisation et à l'infrastructure. Entre 1993 et 2000, le budget total était de 90.000.000 \$ (ou 25.714.285 \$ US), mais au cours des années 2001 et 2002 le budget annuel ne prenait en compte que l'assistance technique, la formation et l'aide à la commercialisation, à cause de la situation économique de l'Argentine (pas de financement pour le crédit). Les fonds proviennent du Ministère de l'Economie et du Secrétariat de la Trésorerie de l'Argentine. Le Secrétariat à l'Agriculture, à l'Elevage, à la Pêche et à l'Alimentation soumet les projets qui sont par la suite inclus dans le budget national comme le veut la loi.

Une partie du budget est destinée à l'assistance sociale sous forme de crédits de subsistance (consommation), qui en moyenne représente 7% de la somme totale allouée aux crédits d'assistance. Durant les deux dernières années, il n'y a eu aucune somme disponible, et le projet opérait uniquement sur la base de fonds de réinvestissement. Le micro-crédit pour des fonds de subsistance (ou consommation familiale) peut être renouvelé deux fois (crédit initial, premier renouvellement et second renouvellement) ; ensuite le bénéficiaire doit opter pour un crédit commercial ou être écarté du système. Le remboursement de ce crédit se fait en remboursant la somme du crédit en nature et/ou en effectuant un travail communautaire dans les institutions publiques (écoles, cafétéria des écoles, hôpitaux, etc..). Actuellement, ce système a été remplacé par la création d'une «coopérative d'épargne » dans chaque groupe, alimenté par la vente d'une partie de la récolte, ce qui a un impact positif, surtout chez les producteurs qui ont de grandes exploitations.

CARACTERISTIQUES DES CREDITS

Le PSA a mis sur pied une procédure d'octroi de crédits basée sur les principes suivants :

- groupes d'au moins 6 familles ;
- Association Commerciale de Producteurs (EPA) comme les bénéficiaires du crédit, engagés dans des projets traditionnels, innovateurs, et d'expérimentation d'adaptation de projets ;
- aucune garantie individuelle n'est requise, mais un engagement moral du groupe vis-à-vis du PSA et des autres membres du groupe ;
- des termes de remboursement flexibles et des périodes de grâce d'un maximum de 7 ans, selon l'activité ;
- un taux d'intérêt annuel partiellement subventionné (6% par an) ;
- un crédit maximum de 1200 \$ (333 \$ US) par famille pour le commerce et de 200\$ (55 \$ US) pour la consommation ; et
- des crédits commerciaux remboursables en espèces et en nature à une entité du service public dans la localité où est établi le groupe qui reçoit le crédit, pour des projets de subsistance.

Les nombres de projets nationaux, de familles et de somme par ligne de projet figurent au Tableau 1. **Les crédits de subsistance** concernent les crédits pour la (production des familles) consommation. **Les crédits traditionnels et novateurs** concernent les micro-

entreprises (de transformation), soit de la façon habituelle, soit en utilisant une méthode novatrice, alors que les autres projets concernent les infrastructures communautaires.

Sur la somme totale allouée aux crédits le taux destiné à l'horticulture est de 27%, pour l'élevage (46%) et pour les autres activités (production de semences, foresterie, transformation, etc..) totalisent 27%. Les producteurs doivent se soumettre aux obligations générales ci-dessous énumérées : travailler directement sur l'exploitation, qui est située dans le lieu de la résidence habituel ; aucune embauche pour l'accomplissement du travail ; aucune autre source de revenus (sauf pour les revenus découlant de travaux temporaires en dehors de l'exploitation ou de la vente de produits de l'artisanat, n'excédant pas le salaire d'un travailleur rural, c'est-à-dire 280\$ pesos par mois ; les revenus provenant de l'exploitation ne dépassent pas deux mois de salaires d'un ouvrier agricole permanent, c'est-à-dire 560\$ pesos par mois (156 \$ US).

CHANGEMENTS

Le programme est *décentralisé* dans toute la province de Buenos Aires, mais toutes les activités doivent passer par les gouvernements municipaux. Pour tenter d'inclure le plus grand nombre de départements dans chaque province, le PSA, dans chaque région, commence par le plus grand nombre possible de petits producteurs, et élargit progressivement la surface de travail d'année en année aux autres divisions administratives. Un nouveau type de projet, (Infrastructure communautaire) allie le crédit aux subventions à la fois pour l'habitat et pour l'infrastructure communautaire. La proposition allie la formation, l'assistance technique et le crédit, avec différentes modalités de remboursement. Le *contact direct* entre producteurs et les centres de consommateurs est encouragé, ainsi que les marchés à ciel ouvert, qui sont appuyés par les gouvernements municipaux. La *diversification* et *l'amélioration de l'habitat* des petits producteurs sont deux autres nouvelles lignes d'activités.

Un nouveau domaine d'intervention est la *dissémination du programme* lui-même dans le pays.

IMPACTS ET RECOMMANDATIONS

Ce programme s'est révélé important pour dépasser la crise économique et pour renforcer les liens de solidarité, car les activités financées sont situées dans les limites non définies entre les projets d'investissement et les projets sociaux. Le programme a fait et continue de faire des efforts pour tracer les contours d'une proposition en matière d'environnement qui diffère complètement des modèles technologiques (tels que jardins organiques, élevages de poulets conformes aux normes environnementales, fertilisants biologiques, etc..). L'expérience a aussi valablement contribué à l'implantation d'une politique de développement de la production agricole. Non seulement il a complété les activités, mais il a aussi créé des espaces de participations pour les petits producteurs dans la société.

On devrait voter des lois qui donnent des terres aux petits producteurs (le droit de disposer des terres à ceux qui les cultivent, de façon temporaire ou permanente), qui adaptent les taux et le processus de collecte des taxes et qui mettent les services d'élevage et de production végétale à la disposition des bénéficiaires. Les activités présentées ci-dessus doivent être davantage institutionnalisées selon le principe d'égalité.

L'expérience a montré que l'agriculture urbaine est encore rentable dans les conditions économiques difficiles, grâce à l'engagement et aux efforts des autorités, des techniciens, des organisations et des hommes d'affaires qui sont conscients des défis. Le micro-crédit est un moyen d'alléger la pauvreté dans les régions les plus démunies du monde.

Note : (1) Taux de conversion : 3.60 \$ pesos = 1 US \$

Tableau 1 Projets nationaux

Type de projet	Nombre de Projets	% du total des projets	Bénéficiaires Familles/Personnes	Crédit Pesos / \$ US
Subsistance	2.387	39%	19.085 / 90.986	2.914.905 / 809.696
Traditionnel	3.164	51,8%	22.420 / 98.744	25.335.630 / 7.037.675
Novatrice	214	3,5%	1.869 / 7.917	2.228.149 / 618.931
Autres	342	5,6%	1.705 / 5.536	1.249.485 / 347.074
Infrastructures communautaires				
Total	6.107	100%	45.079 / 203.183	31.728.150 / 8.813.375

Maria Angélica Sbarbatti

Camilo Alda, Argentine

e-mail : mariangelica@arnet.com.ar

Teresa Sunde

Camilo Alda, Argentine

e-mail : teresasunde@cbasur.com.ar

Myrian Dreyer

Gouvernement Municipal de Camilo Aldao – Cordoba – Argentina

e-mail: munca@furnet.com.ar

Politique Sociale ou le cas d'une réclamation jamais entendue *le cas de Texcoco au Mexique*

Au Mexique, de grandes surfaces cultivables ont été intégrées dans la hiérarchie et la dynamique des grandes villes. Texcoco, située à 20 km de la capitale Mexico City, est un des territoires qui partagent la dynamique mégalo-maniaque de Mexico City. Texcoco continue de s'agrandir, en engrangeant les zones rurales se trouvant dans sa périphérie. De nouvelles formes territoriales et de nouveaux processus de production et sociaux émergent ; de nouvelles formes et de nouvelles idées naissent pour définir ces territoires identifiés comme des sites périurbains ou ruraux-urbains

Actuellement, selon les données fournies par le Conseil Démographique de l'Etat (COESPO, 2000), la municipalité de Texcoco a une population estimée à 204.102 habitants. Il y a 53 sites de peuplement, en plus de la capitale municipale. Douze de ces sites de peuplement sont considérés comme urbains et utilisent 5% des terres. L'expansion urbaine dans la municipalité a eu un effet sur l'occupation des terres agricoles, qui totalisent 25% des terres ; cette expansion s'est accentuée jusqu'à 60% pendant les trois dernières décennies, à cause du manque d'aide apportée aux zones rurales.

En 1997, le Parti de la Révolution Démocratique (PRD), un parti progressiste de gauche, a pris le contrôle de la Municipalité de Texcoco, ce qui a permis, à plusieurs membres de la société civile, d'avoir des postes dans le gouvernement et, ceci étant, de changer la ligne, les stratégies et la conduite des affaires du gouvernement. En même temps, lors d'une réunion plénière tenue en janvier 1997, plusieurs représentants des communautés, des syndicats et le Président de la Municipalité ont exprimé leur appui à l'idée de mettre en place un Département de Développement Rural (DDR) dans la structure administrative du gouvernement municipal pour la promotion des activités agricoles. Pour la première fois, la municipalité a eu un département chargé de superviser le travail agricole des zones rurales. L'objectif de la mise sur pied du DDR était de fournir une aide en matière de formation et de ressources et d'organiser la population qui travaillait dans les secteurs de la foresterie et de l'aquaculture.

A Texcoco, 42 communautés sur 54 sont considérées comme des communautés rurales et la mission du DDR était de préserver leur espace de production de l'influence urbaine en :

- arrêtant la transformation des terres rurales en terres urbaines ;
- assurant la permanence et la génération d'emplois dans le secteur agricole ;
- fournissant une alimentation aux populations du secteur ;
- ré-évaluant les activités agricoles.

AGRICULTURE URBAINE

L'Agriculture à Texcoco est une activité sérieusement menacée, bien qu'elle a contribué à maintenir la sécurité alimentaire à Texcoco pendant longtemps. L'agriculture à l'intérieur de la ville est particulièrement pratiquée dans le voisinage, sur des espaces de moins de 50m² (terrains). Etant situés non loin des habitations, ces terrains sont aussi utilisés pour le lavage et le séchage du linge, pour l'élevage, etc. Il y a aussi des terrains de plus de 200 m² qui sont des propriétés privées, utilisés pour la culture de certains produits agricoles (maïs, fleurs, cilantro, légumes, etc.). Ce type d'agriculture peut être considéré comme une agriculture *sub-urbaine*, car elle se déroule sur un espace dédié aux activités de culture, qui sont quand même pratiquées à l'intérieur de la ville. Des activités agricoles significatives sont

aussi pratiquées près de la capitale du pays, sur des terres communales ou privées non encore urbanisées, alors que la plupart de ces activités agricoles périurbaines se déroulent sur des sites où un certain nombre de services urbains est disponible. Ces terres sont souvent plates, avec de bonnes conditions pour la production agricole. Typiquement, ces terres sont utilisées pour cultiver des légumineuses, des céréales et du fourrage, et pour l'élevage intensif pour la production de viandes, de lait et de produits laitiers, des œufs, des cochons et des lapins. Dans certains cas, l'agriculture urbaine est pratiquée dans le but d'inclure des produits à bon marché dans le régime alimentaire et de réduire les dépenses pour l'entretien de la famille.

La population qui s'engage dans l'agriculture urbaine est originaire des zones rurales. Mais dans plusieurs cas, l'agriculture n'est pas sa principale activité économique, étant donné qu'elle allie les activités agricoles à d'autres activités formelles ou permanentes. Dans ce cas, l'aide apportée aux zones rurales par les gouvernements locaux, par l'Etat ou par le gouvernement fédéral est vitale pour préserver l'agriculture et pour arrêter la croissance des villes. A défaut et c'est déjà arrivé, les fermiers qui disposent de terres agricoles, sous la forte pression de besoins de ressources économiques seront forcés de vendre leurs terres à des promoteurs immobiliers.

LE PROGRAMME DE MICRO-CREDIT

En 1997, le Département du Développement Rural (DDR) a initié le programme pilote du Programme Productif du Micro-Crédit. Le but du programme était de renforcer les activités agricoles (encore nombreuses) dans la région particulièrement celles des petits et moyens producteurs en leur apportant une aide économique.

Le projet a travaillé selon la réglementation opératoire de « Ramo 33 », ou le Fonds de Contributions Fédérales pour les gouvernements des Etats et des Municipalités, qui a pour objectif d'assister la frange de la population vivant dans une extrême pauvreté. Mais en plus, le DDR a proposé des lignes directrices pour permettre l'allocation de crédits à des familles qui gagnent entre 2 et 4 salaires minimum¹, généralement des familles à faibles revenus, mais pas des plus pauvres. Le programme de micro-crédit a complété ces activités avec deux autres lignes d'assistance : l'aide aux femmes dans des fermes micro-productives, et l'aide à l'association des horticulteurs. Tous les projets incluent le conseil et la formation pilotés par l'Université de Chilpancingo (une université locale) et certains départements du gouvernement d'Etat.

Les projets en quête de financement ont été présentés par des groupes de 4 à 12 familles, mais les crédits, une fois approuvés, ont été alloués sur une base individuelle. La logique derrière cette pratique est que ces groupes agiraient en tant qu'unités de gestion responsables du remboursement du crédit. Le crédit est alloué en nature (matériels, intrants, semences, machines, animaux, plantes et nourriture), et ne peut pas être utilisé pour payer des travaux ou des constructions. Le montant du crédit a été arrêté à la somme de 5.000 pesos (3) par famille (496 \$ US), ce qui permet d'initier des projets qui vont de 20.00 pesos à 60.00 pesos (de 1986 \$ US à 5.958 \$ US respectivement), pour le groupe. Le crédit ne comporte pas d'intérêt ou un système pour évaluer sa valeur à quelque moment que ce soit.

Le crédit ne comprenait pas directement un volet « épargne initial ». Cependant, comme le projet exigeait une infrastructure minimale, cette infrastructure devait être une contribution des bénéficiaires, qui devait être vérifiée pendant les visites au projet.

Parfois, ces contributions représentaient 60% jusqu'à 70% de l'investissement pour le projet ; dans ce cas, le gouvernement municipal n'avait plus qu'à ajouter 30% ou 40%.

Le programme avait prévu un mécanisme pour s'assurer le remboursement du crédit, qui consistait en une note de promesse de paiement² au nom du gouvernement municipal. Ce mécanisme a été mis en place après la première année de fonctionnement (1998). Au début de l'année 1997, son objectif était le recouvrement des créances dans un délai de deux ans,

avec un différé d'un an. Mais les projets n'ont pas répondu à l'attente de leurs initiateurs, Plus tard, il a été proposé de réduire la durée de remboursement à un an et demi, avec un différé de 6 mois. En conséquence de cette décision, le projet s'est retrouvé avec un taux de remboursement de 7% sur les quatre dernières années.

Les projets sont en fait largement subventionnés et il convient de noter que beaucoup de projets n'ont rien remboursé durant les quatre dernières années. Si ces familles décidaient de rembourser les somme dues tout de suite, la somme d'argent qui serait ainsi mobilisée serait moins que les sommes perçues, et elles n'auraient à rembourser que les sommes qui leur ont été prêtées initialement.

L'aide financière non remboursable consiste en un ensemble comprenant des poulets, des lapins, du plastic pour la fabrication de serres, du fil de fer pour l'enclos des poulets, une feuille d'acrylique et des semences. En 1999, cette aide avait une valeur de 950 \$ en pesos mexicain (94 \$ US) et 1100 pesos (109 \$ US) en 2001. Les femmes devaient verser une contribution personnelle de 100 \$ pesos (environ 10 \$ US). Dans ce cadre, le DDR pouvait aider au lancement de 370 projets dans plusieurs localités de la municipalité de Texcoco entre 1999 et 2001.

SOURCES DE FINANCEMENT ET APPROVISIONNEMENT

Le DDR de la municipalité de Texcoco avait la charge de rechercher les fonds, en plus de ceux qui étaient fournis par la municipalité à travers l'Etat et les programmes fédéraux existants. La contribution économique des Programmes fédéraux et ceux des Etats provenaient pour la plupart de Ramo 33 et des fonds Fédéraux destinés aux Etats et des Municipalités. Dans certains cas, le gouvernement municipal a essayé de compléter les contributions de 30% supplémentaires, bien que dans la plupart des cas, ces augmentations allaient financer la formation pour les projets.

Les fonds provenant de Ramo 33 sont disponibles au niveau des Fonds pour les Infrastructures Sociales de la Municipalité (FISM). Le FISM destine ses fonds à l'établissement d'infrastructures dans les quartiers pauvres. Les ressources pour les projets productifs ont été prélevées de ces fonds. Entre 1997 et 2001, selon ces modalités de crédit, l'appui aux projets a atteint la somme de 4.241.731,90 pesos mexicains (421.225 \$ US), somme de laquelle on a retenu 2.827.265,70 \$ pesos (280.761 \$ US) ou 67% pour les activités agricoles.

Le gouvernement municipal a mis sur pied le Conseil de Développement Municipal (CODEMUN), un corps constitué d'un représentant par commune et du Président municipal. Le CODEMUN avait la charge d'approuver les articles du budget du fonds de Ramo 33, en plus de veiller à l'utilisation de ces ressources.

Les projets ont été sélectionnés à partir d'un document de base rassemblé par le DDR. Un « Comité de Sélection » s'est réuni pour le choix des projets. Le comité était composé d'un représentant du gouvernement municipal et d'un représentant du bureau du contrôleur interne, d'un représentant de Ramo 33 et d'un représentant du Développement Economique et du Développement Rural. Avant la sélection, le CODEMUN a visité les projets pour vérifier les conditions des projets pour eux-mêmes et pour les bénéficiaires.

Initialement, en 1977, 12 projets productifs ont reçu une aide. Il faut noter cependant que seuls 11 de ces projets peuvent être considérés comme appartenant au secteur agricole. Durant les années suivantes, le programme a été ouvert à d'autres types de projets, comprenant les ateliers de couture, des boutiques où l'on vend des produits naturels, des pâtisseries, des entreprises de recyclage d'ordures, une confiserie, un atelier de soudure, etc. En 1998, avec un fonds de 500.000 \$ pesos (49.652 \$ US), 18 projets productifs ont été financés, parmi lesquels on compte 11 dans le secteur agricole. En 1999, 18 projets

productifs agricoles sur un total de 32 ont été financés. Enfin en 2000, on a octroyé une aide à 58 projets, dont 36 intervenaient dans le secteur agricole.

Mon point de vue est que l'agriculture urbaine doit être appuyée, car Texcoco est une grande municipalité avec beaucoup de terres qui sont encore cultivables. Malheureusement, les propriétaires de ces terres ne l'utilisent pas au maximum de ses potentialités, car économiquement ils n'en ont pas les moyens et ils manquent de vision prospective. Ils préfèrent quitter leur communauté pour chercher du travail ailleurs. Si un projet de développement de l'agriculture urbaine était initié, ces gens resteraient, car ils aiment vraiment leur terre.

*Dr. Emma Aguila, Micro Productive Land Programme.
Département du Développement rural, Municipalité de Texcoco.*

(Photo)

Malheureusement, depuis 2001, le gouvernement municipal n'a plus apporté aucune aide à ces projets. Plusieurs projets continuent de tirer avantage des politiques étatiques et fédérales, mais sans la coordination du gouvernement municipal.

IMPACT ET DURABILITE

Le programme a aidé l'économie locale et généré des emplois. Les 93% de l'ensemble des familles ont vu leur revenu augmenter d'au moins 10% et en conséquence ont amélioré leurs conditions de vie. La formation et l'assistance technique ont amélioré les techniques et les méthodes de production et ont conscientisé les personnes sur la signification de ces contributions.

La participation des femmes a été significative. A travers l'initiative des petites fermes productives, les femmes ont conquis au sein de la famille un espace qu'elles n'avaient pas auparavant. A travers le projet, elles contribuent à l'économie familiale en générant un surplus et en apportant une alimentation plus saine. Aussi, leur expérience a laissé des effets positifs en ce qui concerne l'estime de soi, le développement des habiletés et l'équilibre mental.

On doit aussi noter la mise sur pied des associations. Ces associations ont permis aux bénéficiaires d'obtenir de nombreux avantages pour leurs projets productifs et pour leur famille. Le conseil et la formation fournis par le gouvernement municipal et par d'autres institutions ont permis le renforcement des capacités dans les groupes, y compris les capacités de gestion et de négociation, d'achat des intrants, de vente et d'administration.

Le programme a été implanté en tant qu'une partie des politiques gouvernementales aux niveaux fédéral et local. La durabilité financière est à ces conditions. Le programme n'a pas eu un taux de recouvrement adéquat et ne tient pas compte des coûts d'opération ou le taux de recouvrement de la valeur de l'argent. Il n'est donc pas financièrement durable. Au plan social, le programme est perçu comme durable. Génération des emplois, développement de l'économie locale, amélioration de la nutrition de la famille, inclusion et intégration des familles et atteindre des familles ayant des ressources économiques limitées sont des activités de grande valeur au plan social. Du point de vue environnemental, le programme est viable. Et bien que le programme n'ait pas eu de suivi depuis 2001, il est politiquement durable en ce sens qu'il a été initié dans le cadre de la politique publique du gouvernement municipal et a eu des résultats positifs. Il est clair que le programme n'est pas politiquement attractif pour le gouvernement municipal dans son état actuel, mais c'est une mine d'or qui peut être exploitée. Le défi est d'utiliser le programme comme un ressort politique.

RECOMMANDATIONS

Pour s'assurer que, quels que soient les courants politiques, ces programmes vont continuer à être implantés, l'autonomie des gouvernements municipaux doit être renforcée. Il est important de mettre en place une politique gouvernementale visant à élever le niveau de conscience des citoyens en ce qui concerne le sens de l'agriculture en milieu urbain. Ultérieurement, il sera nécessaire de dispenser de la formation et de motiver les communautés les plus actives.

Le programme doit assurer un suivi adéquat des projets pendant et après la période du crédit. Le remboursement des sommes dues doit être encouragé en renégociant les termes des paiements. On doit faire plus en direction des critères de sélection des crédits.

Les règles opératoires du programme doivent être reformulées en ayant à l'esprit les besoins de la communauté, en cherchant une combinaison du micro-crédit et des plans de développement communautaire et en explorant la participation du secteur privé, tels que l'installation d'une fondation, le don d'équipements, la promotion et la vulgarisation, etc. En plus, il est suggéré de mener un projet pilote sur les plans d'épargne communautaire (association d'épargnants, banque communautaire, etc.) pour atteindre un plus grand nombre de personnes (changement d'échelle).

Cette expérience, à quelque échelle que ce soit, renforce l'idée que l'agriculture urbaine est un moyen d'alléger la pauvreté, d'améliorer l'environnement urbain et de promouvoir des villes plus productives, plus durables et plus démocratiques.

Tableau 1 : Résumé des crédits alloués, 1997 – 2000

Libellé	Pesos mexicain	Dollars US
Nombre de crédits accordés entre 1997-2000	76	76
	516	516
Nombre de bénéficiaires par famille	37.201 \$	3.694 \$
Crédit moyen alloué par projet	5.478 \$	544 \$
Crédit moyen alloué par famille	2.827.266	280.761 \$
Total du crédit	\$	18.416 \$
Total des sommes remboursées	185.454 \$	262.345 \$
Somme totale de la dette	2.641.812	
Pourcentage des arriérés	\$	
	93%	

Source : Informations fournies par le DDR (1997 – 2000). Seules les crédits agricoles sont pris en compte³

Notes

1) Un salaire mensuel minimum est égal à 125,60 \$ US (Novembre 2002)

2) Un document par lequel le bénéficiaire du crédit s'engage à payer les sommes reçues, précisant la date du paiement. Le document n'indique que la somme reçue, la raison du crédit et les informations

générales sur le bénéficiaire ainsi que sa signature.

3) 1 \$ US = 10.07 \$ pesos mexicain (Novembre 2002)

Crédit et Investissement dans l'agriculture urbaine au Népal

Le Népal est un pays sans débouché sur la mer, encerclé entre la Chine et l'Inde. Il se trouve 58 municipalités au Népal et environ 80% de la population népalaise dépend de l'agriculture, qui est essentiellement pratiquée dans les zones rurales. Katmandou, la capitale du Népal, est la seule métropole dans tout le pays. Actuellement, la population de la Cité Métropolitaine de Katmandou (KMC) est estimée à 701.962 habitants selon le recensement de 2001. Le revenu par tête d'habitant de KMC est de 360 \$ US.

En raison d'un taux d'urbanisation élevé, la plupart des terres arables de Katmandou sont occupées par des constructions et la production agricole a ainsi été réduite. Cependant, quelques habitants locaux cultivent encore du riz, du blé et des légumes dans la zone métropolitaine sur une petite échelle. Ils n'ont pas besoin de crédit pour une telle culture. Certains habitants aussi élèvent des vaches et des buffles pour la production laitière, pour leur propre alimentation mais aussi pour la vente.

La plupart des terres arables se trouvent dans la ceinture extérieure de la ville, où les gens pratiquent de l'agriculture (riz et blé) de l'horticulture et de la transformation (confiture, tomate et épices) sur une grande échelle, dont les produits sont vendus au marché local. Les habitants de Katmandou et des zones environnantes pratiquent aussi l'aviculture et l'apiculture. La Corporation de Production Laitière du Gouvernement de Sa Majesté du Népal à Katmandou transforme le lait originaire de différents centres de collection.

SITUATION ECONOMIQUE

Le Népal est un pays essentiellement agricole et la majorité de ses terres est classée comme rurale. Environ 82% de sa population vit dans les zones rurales et 86% de sa main d'œuvre active travail dans les activités agricoles. Le taux moyen d'accroissement économique du Népal a stagné à 5% pendant les 15 dernières années. Cependant, la part de l'agriculture dans la croissance économique est moindre que celle des secteurs non agricoles. Les terres fertiles du Népal sont utilisées pour construire des maisons. Le gouvernement a formulé un Plan de Perspective Agricole (APP) qui s'étend sur

20 ans dans lequel le développement d'une technologie avancée et d'une infrastructure pour atteindre la haute production est souligné comme l'un des principaux objectifs.

L'APP peut être vu comme la politique agricole en matière d'agriculture urbaine bien qu'il ne fait pas état de programmes, de politiques de lois et règlements spécifiques à l'agriculture urbaine. La politique national reconnaît le micro-financement comme un moyen important de réduction de la pauvreté et de réalisation de la croissance économique. Le programme gouvernemental de micro-financement va être prolongé dans le 10^{ème} Plan Quinquennal du Népal. Mais on n'y a toujours pas reconnu la nécessité d'investissement sous forme de micro-financement au bénéfice de l'agriculture urbaine et périurbaine.

La situation macro-économique du Népal n'est pas encourageante, caractérisée par un fort taux d'inflation et un faible taux de croissance économique. Ceci a encouragé les grosses institutions financières à diminuer le taux d'intérêt sur l'épargne. Même dans ce cas, les coopératives d'épargne et de crédit proposent un fort taux d'intérêt à leurs membres sur leur épargne. Il y a un fort besoin chez les épargnants d'investir dans différentes activités génératrices de revenus. Les investissements sous forme de micro-financement dans l'agriculture urbaine et périurbaine contribuent fortement dans le PIB du pays.

LE PLAN DE CREDIT ET D'EPARGNE

Mahila Prayas Savings and Credit Co-operative Ltd. (Coopérative d'Épargne et de Crédit de Mahila Prayas, S.A.) est une coopérative exclusivement féminine et a adopté deux types de méthodologie de prêts : le prêt individuel et le prêt par les pairs. Samudayik Savings and Credit Co-operative Ltd. (SSACCO) – Coopérative d'Épargne et de Crédit de Samudayik, S.A. – est une coopérative mixte, qui n'a adopté que le Prêt Individuel.

Le Prêt Individuel est caractérisé par :

- des prêts garantis par l'épargne et/ou la co-signature. Mais dans le cas du SSACCO, les prêts sont garantis par un co-signataire pour les sommes atteignant 20.00 roupies (260 \$ US) et/ou par l'aval d'une personne physique pour les prêts atteignant des sommes supérieures à 20.000 roupies (260 \$ US) ;
- des clients potentiels qui sont triés par des chèques de crédit et par des références sur la moralité ;
- des montants de prêt basés sur une analyse complète et sur la confiance ;
- des montants de prêt et des termes de remboursement qui peuvent être adaptés aux besoins du commerce dans une limite maximale ;
- du personnel qui travaille à développer des relations proches et durables avec leurs membres ; et
- chaque membre qui représente un investissement significatif du temps et de l'énergie d'un membre du personnel.

Le Prêt par les Pairs a les caractéristiques suivantes :

- les prêts sont mutuellement garantis par les autres membres du groupe ;
- les clients potentiels sont sélectionnés par leurs pairs ;
- l'approbation de la demande de prêt dépend du projet présenté ;
- la somme et les termes de remboursement du prêt sont déterminés par la destination du prêt ;
- les employés entretiennent des relations distantes avec un grand nombre de clients ; et ;
- les membres du groupe sont utilisés pour réduire le travail des employés.

Le MPSACCO utilise le système du crédit individuel dans les zones urbaines, et le système de crédit par les pairs dans les zones périurbaines. La coopérative a différentes formes d'épargne telles que l'épargne régulière, l'épargne volontaire, l'épargne pour le mariage et les fêtes. Chaque membre dépose 100 roupies (1,30 \$ US) par mois comme épargne régulière (ou dans le cas d'une épargne de groupe chaque groupe ramasse la participation des membres) et la coopérative leur donne un intérêt de 12% sur les sommes épargnées. On peut aussi déposer n'importe quelle somme d'argent à n'importe quel moment au titre de l'épargne individuel et la coopérative vous accorde un taux d'intérêt de 9%.

De la même manière, un membre peut épargner pour son mariage et pour une fête spéciale. Il ne peut pas prendre de cette somme pour autre chose. La coopérative accorde un taux d'intérêt de 12 et 9% respectivement pour l'épargne mariage et pour l'épargne pour une fête.

Le SSACCO a une seule forme d'épargne, l'épargne obligatoire, pour laquelle chaque membre est tenu d'épargner au moins 100 roupies (1,30 \$ US) par mois à un taux d'intérêt de 10%. Selon les chiffres enregistrés, les membres ont épargné entre 100 roupies (1,30 \$ US) et 500 roupies (6,50 \$ US).

L'épargne des membres représente la principale source de capitaux de ces coopératives. Les autres sources de capitaux du MPSACCO sont :

- *le fonds de crédit tournant* (RCF) de 375.000 roupies (4.870 \$ US) fourni par le Projet de Micro-Crédit pour les Femmes (MCPW) financé par la Banque Asiatique pour le Développement, seulement disponible pour les groupements de membres dans les environs du KMC ; et
- les *prêts* de 200.000 roupies (2.597 \$ US) du Fonds pour l'Autonomie (SRF) de la Banque Rastra du Népal (NRB), une banque centrale népalaise, à un taux d'intérêt subventionné, qui est investi uniquement dans les regroupements de membres dans la zone périurbaine de KMC ; 500.000 roupies (6.493 \$ US) provenant du NEFSCUN (Fédération népalaise des Syndicats des

Coopératives d'Epargne et de Crédit) au taux d'intérêt de 17%, et 325.000 roupies (4.221 \$ US) de Aaincho Paincho, un Institut Multinational de Financement, à un taux d'intérêt de 14%.

La plupart des membres du MPSACCO dans les zones périurbaines utilisent le crédit pour les activités agricoles telles que l'élevage de buffles, de vaches et de chèvres, l'aviculture, la culture du millet, l'apiculture, la culture de légumes, et la gestion de garderies d'enfants. En plus, certains membres du groupement ont ouvert des boutiques. Les membres des zones urbaines utilisent le crédit pour ouvrir des boutiques. Certains membres achètent des légumes des marchés en gros et les revendent au prix de détail au niveau des marchés locaux.

Les membres du SSACCO ont essentiellement investi dans des activités agricoles telles que l'élevage de buffles, de vaches et de chèvres, l'aviculture, et la culture de légumes, utilisant le crédit octroyé. Le lait produit par les membres est en partie vendu dans la localité et distribué au niveau des centres de collecte ce qui leur apporte un profit raisonnable. Certains membres ont investi dans des boutiques.

Le MPSACCO offre des crédits à court terme et des crédits à long terme accordés sur un délai de 18 mois. La somme minimale de crédit est de 5.000 roupies (65 \$ US) et la somme maximale est de 50.000 roupies (649 \$ US). La coopérative applique un taux d'intérêt de 18% aux membres qui habitent dans les villes, qui sont membres individuels, et applique le taux d'intérêt de 16% aux membres qui habitent dans les zones périurbaines. Dans les cas de prêts individuels, les membres qui connaissent l'emprunteur doivent être les garants. Les clients qui habitent dans des maisons qu'ils ont louées doivent s'arranger pour que le propriétaire de la maison soit leur garant en vue de l'obtention d'un crédit.

Il y a différentes formes de procédures de remboursement en vigueur au sein de la coopérative. Certains paient les traites par mensualités (pour la consommation ménagère ou pour une boutique), certains paient par trimestre (pour la production de légumes) et d'autres paient tous les six mois (pour l'élevage de bovins). Les prêts accordés pour l'aviculture peuvent être remboursés tous les trois mois ou tous les six mois.

Le SSACCO propose un seul terme de prêt où l'emprunteur doit rembourser le crédit en un an en différentes traites. Les traites peuvent être mensuelles, bi-mensuelles ou trimestrielles. La coopérative accorde des prêts d'au minimum 8.000 roupies (104 \$ US) et de 15.000 roupies (195 \$ US) au maximum pour la production de légumes et d'environ 50.000 roupies pour l'élevage de buffles, de vaches, pour l'aviculture et pour ouvrir une boutique. Le SSACCO applique un taux d'intérêt de 18% sur les prêts accordés à ses membres. Si un membre prend un prêt inférieur à son épargne, alors la coopérative lui applique un taux d'intérêt de 16%. Pour emprunter une somme de 20.000 roupies (260 \$ US), alors un autre membre doit accepter de vous garantir. Les membres doivent donner leur titre de propriété comme garantie pour obtenir un prêt supérieur à 20.000 roupies.

De la pauvreté à la dignité au Népal

Sanikanchi Adhikari habite au pavillon n° 3 de Kapan. Elle rencontrait beaucoup de difficultés à trouver même la pitance journalière pour sa famille. Son mari a trouvé le moyen de perdre toute leur propriété en empruntant de l'argent utilisant la propriété comme garantie, et ensuite en utilisant mal l'argent prêté. A la longue, Sanikanchi a adhéré à une coopérative en mai/juin 1999. Il n'était pas facile de payer la somme totale de 700 roupies (9 \$ US) pour cinq parts (à 500 roupies au taux de 100 roupies (1,30 \$ US) par part), plus les 100 roupies de frais de participation et les 100 roupies d'épargne mensuelle pour les mois de mai/juin nécessaires pour être membre de la coopérative. Mais, en se joignant à un groupe d'abord, il lui a été possible d'acquérir la qualité de membre. Sanikanchi avait l'intention d'obtenir un crédit de la coopérative pour se lancer dans des activités d'entreprises à base agricole, mais les autres membres du groupe ne voulaient pas lui servir de caution, comme elle n'avait plus de propriété. Heureusement, la Présidente du MPSACCO, Mme Jamuna Shrestha, a accepté d'être son aval. Ainsi, Snikanchi a pu obtenir un prêt de 30.000 roupies (390 \$ US) de la coopérative. Ensuite elle a investi ce prêt dans l'aviculture en achetant 200 poulets. Par son travail laborieux et sa concentration sur son

aviculture, son entreprise devint de plus en plus une réussite et son revenu se mit à augmenter. Sanikanchi gagna 300.000 roupies (3.896 \$ US) de son exploitation et a maintenant augmenté son élevage jusqu'à 1.800 poussins. Avec ses gains, elle s'est mise à la culture du blé et de millet, a cultivé des pommes de terre et d'autres variétés de légumes verts. Elle utilise le fumier de ses volailles pour fertiliser ces activités agricoles. Elle commença alors à vendre ses récoltes au niveau du marché le plus proche de Katmandou et réalisa un bénéfice substantiel de cette activité. Graduellement, Sanikanchi a pu payer les crédits de son mari, pour un total de 800.000 roupies (10.390 \$ US). Cette somme a maintenant diminué jusqu'à 300.000 roupies (3.896 \$ US). En plus, elle a pu recouvrer 0,15 ha de terres gagées par son mari. Pendant tout ce temps, elle a réussi à s'occuper et à éduquer ses enfants dans de très bonnes conditions. Avec tous ces acquis, Sanikanchi a aussi réussi à acquérir le respect social.

Le tableau suivant fait une comparaison entre les coopératives mixtes (SSACCO) et les coopératives de femmes (MPSACCO) selon leurs caractéristiques :

MPSACCO	SSACCO
Deux types de prêts - Prêts individuels - Prêts par les Pairs	Un type de prêt - Prêts individuels
Critères pour l'obtention du crédit - Etre membre - Epargner pendant au moins six mois	Critères pour l'obtention du crédit - Etre membre - Déposer une épargne
Types d'épargne - régulière, volontaire, mariage, festivités	Types d'épargne - Epargne régulière (obligatoire)
Taux d'intérêt sur l'épargne - 12% pour l'épargne régulière ou pour mariage - 9% pour épargne volontaire ou de festivité	Taux d'intérêt sur l'épargne - 10%
Taux d'intérêt sur l'épargne pratiqué sur le marché - va de 3% à 5%	Taux d'intérêt sur l'épargne pratiqué sur le marché - va de 3% à 5%

GENRE

Les principales bénéficiaires du plan de crédit et d'investissement MPSACCO sont les femmes. Il y a 334 femmes membres, qui sont les bénéficiaires directes, alors que les autres membres de la famille sont des bénéficiaires indirects. La taille moyenne de la famille étant de 5,2 au KMC, le nombre total de bénéficiaires indirects est de 1.737. Les bénéficiaires sont mixtes, composés d'hommes et de femmes. Sur un total de 356 membres, les 100 membres sont des femmes.

Tous les trois employés de MPSACCO sont des femmes. SSACCO a un membre masculin chargé des ressources humaines. Il y a une transparence dans toutes les activités des deux coopératives. Le processus de prise de décision est démocratique. La direction est dynamique dans ces coopératives. La direction alternative fait défaut au MPSACCO, mais pas au SSACCO. Le MPSACCO ne dispose pas de documents de politique, mais il y a la volonté de mettre en place des politiques différentes pour la conduite de la coopérative.

Le comité directeur prend des décisions sur tous les problèmes et dresse un compte-rendu. Le SSACCO a beaucoup de documents de politique. La coopérative n'a pas une vision, de missions et d'objectifs clairement exprimés par écrit, mais elle a des objectifs exprimés dans des arrêtés municipaux qui s'appliquent à toutes les coopératives. Il est cependant difficile de diriger une organisation sur une longue période de temps sans aucune règle écrite et sans une perception claire d'une vision et d'une mission. Il n'y a pas de représentantes des femmes membres dans le comité de gestion de SSACCO.

RECOMMANDATIONS

Il doit y avoir une diversification des systèmes d'épargne dans une coopérative basées sur l'adhésion de membres. Le crédit doit être lié à l'épargne, car l'épargne peut servir de garantie dans une certaine mesure. La diversification des systèmes d'épargne peut augmenter le capital et faire des bénéfices et peut répondre aux besoins des membres.

Les programmes de micro-financement doivent être initiés à la place du seul programme de micro-crédit, car les programmes de micro-financement comprennent les services d'épargne, de crédit et d'assurance.

Les coopératives à base de membres doivent essayer d'obtenir des prêts de différentes institutions financières et investir cet argent au niveau de leurs membres afin de faire des bénéfices pour atteindre la durabilité financière.

Les systèmes de crédit doivent comprendre la formation agricole en destination des membres impliqués dans l'agriculture urbaine et doit s'intéresser aux problèmes importants comme celui de l'irrigation. Pour ce faire, la coopérative doit rechercher l'aide des agences gouvernementales, municipales, de bailleurs de fonds et des ONG internationales. L'organisation doit formuler différentes politiques pour sa gestion interne, pour l'épargne et le crédit ainsi que pour le développement des ressources humaines.

Le fait de financer des activités familiales donne du travail (à tous les membres de la famille) et est plus durable que de financer des individus.

Le prêt par les pairs est plus durable et inclusif pour atteindre les pauvres et les femmes, étant donné qu'elle met l'accent sur le regroupement de membres et adopte le mécanisme du choix par le groupe. Ceci minimise les risques et fait gagner du temps et de l'argent.

La représentation des genres doit être assurée dans les aspects de l'organisation (gestion et conception des projets).

Les gouvernements central et municipal doivent introduire les agriculteurs urbains au niveau des ONG internationales et des agences de bailleurs de fonds et créer un environnement urbain attractif pour l'investissement. En plus, le gouvernement doit promouvoir davantage les organisations d'agriculteurs urbains, particulièrement les femmes et/ou les groupes vulnérables qui s'investissent dans cette agriculture. L'incitation par la taxation pourrait motiver davantage les gens à s'engager dans des activités d'entreprise agricole.

Les ONG doivent assurer la formation et mettre à la disposition des agriculteurs urbains (membres des coopératives) une banque de semences. Dans ce cas, elles doivent prendre comme partenaires les organisations de fermiers agricoles (par exemple les coopératives).

Les organisations d'agriculteurs doivent inclure les coopératives dans leur réseau, et aider dans le domaine du transfert de technologie au bénéfice de leurs membres. Organiser des ateliers pour partager les connaissances et les savoir-faire. Des programmes de visites aux exploitations entre membres peuvent aussi être organisés pour leur permettre d'apprendre des nouvelles techniques agricoles.

Les autorités responsables doivent faciliter l'approvisionnement des marchés en produits agricoles venant des agriculteurs urbains, en utilisant des centres de collecte et en fournissant des informations sur l'existence des possibilités de financement et sur la demande en produits agricoles.

Roshan Shrestha

Chargé de Programme Senior
Centre pour la Micro-Finance, Nepal
e-mail: roshans@cmf.org.np

Concentrer le crédit sur l'agriculture urbaine dans Gaborone, Botswana

Avec sa population de 225 000 habitants en 2001, la ville de Gaborone, qui n'était qu'un petit village, est devenue la capitale du Botswana en moins de trente six ans. On trouve dans la ville et ses environs l'agriculture de subsistance aussi bien que l'agriculture commerciale et la production survient dans divers contextes spaciaux (RW).

Alors que la pauvreté au Botswana sévit principalement en milieu rural, le taux d'urbanisation (8,4 % par an) est le plus élevé en Afrique. L'exode rural cause une préoccupation croissante concernant les changements sociaux et physiques en milieu urbain. L'agriculture urbaine est une bouée de sauvetage adoptée par les pauvres. Soit, elle constitue un moyen de survie, soit, elle constitue un moyen de venir en supplément aux faibles revenus. D'autre part, certains entrepreneurs ont opté pour l'agriculture urbaine comme moyen d'avoir des revenus.

Les activités dominantes dans la ville sont l'élevage de volaille (40%), l'horticulture (20%) et l'élevage de porcs (10%). Par contre, il y a peu de laiterie (8%). Le rapport par catégorie est en faveur des femmes dans ce secteur. Le principal obstacle à un développement plus poussé de l'agriculture urbaine est le manque de soutien financier.

Crédit et investissement pour les interventions dans l'agriculture urbaine

Le gouvernement de Botswana a pendant longtemps soutenu le développement des entreprises mises en place par des hommes et des femmes d'affaires à travers différents programmes et systèmes. Il a aussi fourni le crédit sous forme de subventions financières, prêts, investissements (machines, semences et semis, etc.) ou autres types de subsides. En outre, les ONG et les donateurs ont principalement investi dans le secteur déshérité, alors que le secteur privé a fourni le crédit aux fermes commerciales situées en diverses zones y compris en milieu urbain. Trois de ces divers programmes ont eu un succès remarquable dans l'agriculture en milieu urbain et péri-urbain.

On procédera à un examen plus approfondi et à une évaluation de ces programmes dans les chapitres suivants de ce document.

Le programme de Développement des Terres Arables (ALDEP)

L'ALDEP (Programme de développement des terres arables) a été conçu en 1977 et il a franchi beaucoup d'étapes depuis lors. Ce programme fournit l'aide nécessaire aux agriculteurs capables d'augmenter la production et les revenus familiaux. Le nombre de bétail et le revenu annuel constituent les critères sur lesquels on se base pour l'éligibilité.

Les enveloppes des aides fournissent entre 85 et 90% des subsides pour le matériel de clôture, les réservoirs d'eau, les outils, les investissements agricoles et le bétail. Ces conditions sont assez attrayantes pour pousser beaucoup de citoyens à devenir des agriculteurs avec un engagement minimal.

Dans le secteur de Gaborone, l'objectif était de toucher 11 388 personnes, mais à ce jour, on n'a touché que 5 484 agriculteurs (48%). Les sommes reçues varient entre 852 et 4326 dollars (GoB 1999). L'ALDEP n'est pas parvenu à améliorer de manière significative la performance des agriculteurs en milieu urbain et péri-urbain, car ces derniers n'exploitent que de petits lopins de terre (GoB 2000).

Actuellement, l'ALDEP est plus perçu comme une organisation caritative que comme un programme de développement.

Le programme d'aide financière (FAP) (1982-2001)

Le programme d'aide financière (FAP) a été introduit en 1982 comme une politique d'incitation et de subvention visant à créer des emplois et à encourager les investissements dans une variété d'activités économiques, y compris l'agriculture. Le FAP a joué un rôle important dans le développement de l'agriculture urbaine. Des fonds ont été alloués pour créer des poulaillers, des fermes horticoles, des élevages d'animaux, etc. et aussi pour acheter du matériel et aider à financer la formation et à payer les autres charges. 80% des bénéficiaires sont des femmes car la priorité a été accordée aux femmes dans le déboursement des fonds. Le montant global des subventions FAP allouées aux agriculteurs urbains et péri-urbains de Gaborone s'élève à 500 000 dollars US. Les subventions se répartissent entre le petit et le moyen secteurs qui soutiennent des entreprises avec des investissements fixes de moins de 12 500 dollars et entre 12 500 et 33 333 dollars respectivement.

Dans une étude récente réalisée par Hovorka, beaucoup de personnes interrogées ont remarqué que le programme d'aide financière constituait une importante motivation pour s'investir dans la production agricole.

Ceux qui n'avaient pas bénéficié d'aides du programme avaient bénéficié de prêts ou de lignes de crédit, alors que ceux qui restaient utilisaient leurs épargnes personnelles pour financer leurs opérations agricoles (Hovorka, 2001).

L'Agence de Développement des Entreprises des Citadins (CEDA)

En 2001, le gouvernement de Botswana passa de la politique des subventions sous le programme d'aide financière (FAP) à la politique d'octroi de prêts sous le programme l'Agence de Développement des Entreprises des Citadins (CEDA). L'assistance financière fournie par l'Agence de Développement des Entreprises des Citadins se présente sous forme de prêts à des taux d'intérêt subventionnés contrairement aux subventions directes.

Cette action vise à offrir des conditions douces à des citoyens qui souhaitent démarrer ou agrandir leurs opérations financières et acheter des affaires déjà en marche.

Comme le projet est assez récent et cherche toujours ses marques, il est difficile de procéder à une évaluation de ses impacts en terme de bénéfice au secteur agricole dans le site de Gaborone et ses environs, objet de notre étude. Néanmoins, à la fin de l'année 2000, 229 demandes ont été acceptées sur le principe pour un montant global s'élevant à 23 millions de dollars US. 22 millions ont été alloués à des projets agricoles en milieu urbain ou péri-urbain (Botswana, Guardian, 26 avril 2002).

Le montant minimal de prêt pour les petits projets est de 900 dollars US et le montant maximal s'élève à 1250 dollars US. Les prêts sont accordés à des taux d'intérêt annuel de 5%.

Les périodes de remboursement varient suivant le montant du prêt et des encaissements et décaissements du projet, avec une période maximale de remboursement de 60 mois ou 5 ans et des conditions flexibles pour les projets de nature spéciale (y compris l'agriculture urbaine et péri-urbaine).

Pour les projets de moyenne envergure, le montant minimal du prêt est de 1250 dollars et le montant maximal s'élève à 366 666 dollars US. Un taux d'intérêt annuel de 7,5% est pratiqué. Les périodes de remboursement varient selon le montant du prêt et les encaissements et décaissements du projet avec une période maximale de remboursement de 84 mois ou sept ans et des conditions flexibles pour les projets agricoles.

On accorde une assistance aux grands projets (aviculture, laiteries ou élevages de porcs) sous forme de part résiduelle du capital et/ou de prêt et d'assistance dans la gestion. Cette assistance est fournie sous le Fonds de Capital d'Investissement. Cependant, on exige que les promoteurs contribuent au minimum à hauteur de 25% du coût total du projet en guise d'équité et qu'ils payent les taux d'intérêt liés au marché.

Les ressources et les acteurs

Les trois systèmes profitent à une large gamme de personnes. Plusieurs acteurs ont joué un rôle important dans les trois systèmes. Le gouvernement central a fourni les fonds, le personnel, les bureaux et les autres formes de soutien tels que la formation et les services d'extension.

Parmi les autres acteurs, on note les conseils municipaux locaux, les institutions financières comme la Maison de Financement des Femmes et la Banque Nationale de Développement, une banque commerciale du gouvernement, quelques agences donatrices, le secteur privé, le secteur para-public et les organisations bancaires commerciales.

Tous les systèmes précédemment cités étaient et sont toujours patronnés par le gouvernement central et les agences donatrices et ils sont gérés par des institutions spéciales financières. En dehors de l'assistance financière du secteur public, les ONG, les agences d'aide internationale (à travers les programmes d'allègement de la pauvreté), les organisations para-publiques nationales et les banques commerciales (surtout pour les grands agriculteurs dans les zones péri-urbaines) fournissent un soutien.

Il arrive aussi que des individus mettent en route des projets agricoles avec leurs épargnes personnelles.

L'efficacité de l'investissement dans l'agriculture moderne

Le gouvernement a procédé à de petits changements, car il est passé de l'octroi de subventions données en bloc à un mélange de subsides et de prêts (comme dans le FAP et l'ALDEP) pour ensuite en venir à l'octroi de prêts (CEDA) bien supervisés et contrôlés par une banque avec des taux subventionnés.

* Les subsides financiers étaient emblématiques dans le FAP et, dans une certaine mesure, dans l'ALDEP.

De tels subsides sont très utiles dans les situations où les personnes sont tellement pauvres qu'elles ne peuvent accéder au crédit à travers les systèmes formels et informels. Cependant, le fait de compter sur les subsides aboutit à une vaine complaisance et tue l'esprit d'autonomie.

C'est le cas de certaines personnes qui ont bénéficié des subsides du FAP comme d'une aumône gratuite.

Les prêts constituent les seuls mécanismes d'aide financière pérenne à long terme. Evidemment, ils conviennent aux gens ayant des revenus moyens ou élevés. On encourage les personnes à travailler dur afin de rembourser de tels prêts. C'est la nouvelle philosophie de CEDA.

* Les soutiens en investissements dans l'agriculture tels que les tracteurs, semences, engrais, etc. (par exemple l'ALDEP) sont justifiés lorsque les promoteurs n'ont pas les moyens de les avoir. Des investissements ciblés peuvent aider de manière effective les gens dans la phase de démarrage.

* Les facilités sur les taxes sont très utiles pour attirer les gros investisseurs dans l'agriculture et la manufacture. Si elles sont bien ciblées et sélectionnées, elles peuvent effectivement créer des emplois et générer des revenus.

Cependant, la durée ne doit pas dépasser 3 à 5 ans, sinon des abus peuvent survenir comme dans le cas de l'octroi à grande échelle des subsides du FAP et des prêts de CEDA.

* Les coopératives constituent un moyen efficace pour aider les gens à se livrer à des activités dans l'agriculture urbaine. Le gouvernement, les agences donatrices et les ONG trouvent qu'il vaut mieux donner aux coopératives qu'à des particuliers.

On a suggéré la résurrection des banques de coopératives et l'intensification par le gouvernement de la promotion des Coopératives d'Épargne Institutionnelle et de Crédit.

Conclusions et recommandations

Plus en plus de personnes s'investissent dans l'agriculture urbaine, créant par ce biais des emplois, améliorant l'alimentation, fournissant des sources de revenus et allégeant la pauvreté.

Il faut des interventions politiques, pour améliorer l'accès à des financements particuliers pour l'agriculture urbaine à Gaborone.

En particulier, des politiques orientées vers le financement de l'agriculture urbaine, l'allocation de crédit (surtout aux pauvres) et le développement de lignes de crédit spécifiques.

Le gouvernement central doit cibler les producteurs sérieux. Des systèmes flexibles de crédit et de soutien au crédit doivent être mis en place pour fournir aux agriculteurs, particulièrement aux petits agriculteurs, diverses options de crédit et des informations sur le marché pour qu'ils puissent développer leurs entreprises et accéder à la formation en comptabilité, en gestion des affaires et en vente.

Le gouvernement national et local, le secteur privé et l'ensemble des ONG pourraient fournir un soutien en marketing aux agriculteurs, par exemple en ouvrant un marché pour les produits frais.

Il faut une coopération institutionnelle. Différents ministères, départements ministériels et institutions privées doivent collaborer et agir ensemble pour améliorer les partenariats culturels entre gouvernement et ONG.

Il est fortement recommandé que des sources et mécanismes spécifiques soient introduits pour financer l'agriculture urbaine comme elle comporte des caractéristiques nécessitant un traitement séparé.

Le crédit et l'investissement doivent être flexibles et différents pour l'agriculture urbaine et péri-urbaine à cause de la rareté des terres en milieu urbain et des conditions climatiques sévères au Botswana.

Les agriculteurs urbains seront écrasés par les forces du marché. Dès lors, il est nécessaire d'appliquer des mesures comme la délimitation, les subventions aux prix et l'allègement de la sévérité de certaines lois sur la planification urbaine et l'environnement.

A.C. Mosh
University of Botswana
e-mail: moshaac@mopipi.ub.bw

References

GoB. 1998. Report on a review of all laws affecting the status of women in Botswana. Department of Women's Affairs, Gaborone.

GoB. 1999. Short-term plan of action: National Gender Programme 1991-2003. Women's Affairs Department and Ministry of Labour and Home Affairs, Gaborone.

GoB. 2000. National Master Plan for Agricultural Development. Government printer, Gaborone.

Hovorka, AJ. 2001. Commercial Peri-Urban Agriculture in Greater Gaborone. Published in: Proceedings of the National Workshop On Peri-Urban Agriculture-Botswana, May 28-29, Gaborone.

Mosha, A. 1996. Poverty reduction initiatives in Gaborone city, Botswana. A Report prepared for the UNCHS, Nairobi, Kenya.

Mosha, A.C. 2001. Urban Agriculture in Botswana: Challenges and Prospects. Published in: Proceedings of the National Workshop On Peri-Urban Agriculture-Botswana, May 28-29, Gaborone.

HOPCOMS : L'histoire de la réussite du marketing des coopératives horticoles

La ville de Bangalore en Inde s'étend sur une superficie d'environ 650 km² avec une population de plus de 6 millions d'habitants. La population a subi une croissance de 600% pendant les quatre (4) dernières décennies. Cette croissance a contribué à l'augmentation de la pauvreté.

Le gouvernement de l'Etat s'est montré incapable de satisfaire les besoins des habitants et de la ville en expansion. Les organisations de la société civile, y compris les ONG comme "Janagraha et le Centre des affaires publiques, ont déjà commencé à prendre la responsabilité supplémentaire d'informer le public et de préconiser le changement. Cependant, le besoin particulier de crédit et d'investissement dans l'agriculture urbaine demeure. Une manière parmi d'autres de résoudre ces nombreux problèmes est d'encourager l'investissement dans les institutions appartenant à des particuliers. Un des besoins quotidiens qui se manifestent chez les gens toutes classes confondues est le besoin en fruits et légumes. HOPCOMS est un exemple d'organisation qui offre l'avantage du marketing collectif aux producteurs aussi bien qu'aux consommateurs.

HOPCOMS

La société des producteurs horticoles et de commercialisation des coopératives (HOPCOMS) a été fondée en 1959. A présent, HOPCOMS est une société de coopération primaire couvrant trois (3) départements de l'Etat de Karnataka, précisément la communauté rurale de Bangalore, la communauté urbaine de Bangalore et les districts de Kolar. L'objectif déclaré de cette société est de promouvoir et d'encourager le développement de la production agricole.

Cet objectif est réalisé à travers la commercialisation de la production horticole et l'assistance en formation, conseils techniques, investissements agricoles et la mise à la disposition des membres d'infrastructures de réfrigération et de commercialisation.

Depuis lors, le nombre total de membres n'a cessé d'augmenter et il s'élève à 11 680 agriculteurs. 100 tonnes de produits horticoles sont vendues par jour dans les huit départements.

Ces sociétés étaient gérées par HOPCOMS jusqu'en 1998 où chaque coopérative est devenue autonome. Seize d'entre elles ont été par la suite fusionnées à l'échelle étatique pour devenir membres de la Fédération d'horticulture de Karnataka. La société dispose de 231 entrepôts dans Bangalore. Elle emploie 650 travailleurs permanents et 790 travailleurs temporaires.

Un comité, mis sur pied en conformité avec les arrêtés régissant les sociétés coopératives, gère HOPCOMS. Le comité est constitué de 20 membres dont 11 élus par les membres de la société, qui représentent les cultivateurs. Le gouvernement nomme cinq membres et les quatre autres membres sont des fonctionnaires.

Les agriculteurs sont membres de la HOPCOMS. La catégorie A est constituée de membres agriculteurs et producteurs (11 680 en 2002) qui possèdent 10% des parts totales. La catégorie B est constituée du secteur des ONG, des autres coopératives et des banques qui ont des parts s'élevant à moins de 1%.

Enfin, la catégorie C est constituée du gouvernement de l'Etat de Karnataka qui détient 91% du total des actions.

HOPCOMS a consenti d'importants investissements dans les infrastructures de commercialisation et de transformation de produits horticoles.

Le volume des ventes a enregistré une augmentation constante pendant les huit dernières années. S'élevant à environ 10 millions de roupies en 1992-1993, les ventes sont passées à 40 millions de roupies en 2000-2001. Les fruits et légumes représentent 91% des ventes, les produits chimiques 6%. Les engrais et les semences ne représentaient qu'une très petite portion des ventes. Parce que les fruits et légumes sont des denrées très périssables, le contrôle des déperditions affecte directement le montant des bénéfices réalisés.

HOPCOMS a réalisé un bénéfice pendant toutes les années d'opération, de 1991 à 1999. Cependant, les bénéfices nets ont connu une variation différente de la tendance en gros alors que les bénéfices en gros augmentaient. Cela est causé par les coûts d'exploitation élevés. En effet, ils sont presque égaux aux bénéfices en gros réalisés ces années. Le résultat est que les bénéfices nets sont très négligeables. On considère que la faiblesse de ces bénéfices est la conséquence de l'augmentation du nombre d'employés à HOPCOMS avec une moyenne d'environ 4 employés par magasin de détail. La société compte augmenter le nombre de magasins pour augmenter le volume des ventes et les bénéfices.

Avantages et impacts

L'avantage le plus significatif est que HOPCOMS achète les denrées directement chez les agriculteurs éliminant par ce biais les intermédiaires. Par conséquent, un prix rémunérateur est payé aux agriculteurs. Ce prix est en général 10 à 15% plus élevé que ceux pratiqués dans les marchés. En outre, pendant les périodes où l'offre de certaines denrées est excédentaire, les prix du marché libre chutent. Par contre, HOPCOMS garantit un prix minimal pendant les périodes de mauvaises ventes.

Le fait que les agriculteurs soient payés en argent liquide le jour même de la transaction constitue un autre avantage important car on n'a pas besoin d'augmenter le crédit comme dans les affaires privées.

HOPCOMS dispose de balance dans chaque centre d'approvisionnement et les agriculteurs disposent des poids corrects. HOPCOMS dispose aussi d'infrastructures telles que les réfrigérateurs pour la conservation des produits et aussi de centres d'approvisionnement où les agriculteurs peuvent vendre directement aux consommateurs. HOPCOMS vend des semences et des engrais aussi bien que des caisses en plastique pour le transport à des prix subventionnés dans les centres d'approvisionnement. En outre, HOPCOMS offre des possibilités de nourriture et de logement parce que les agriculteurs parcourent de longues distances avec d'importantes quantités de produits.

La clientèle de HOPCOMS est constituée en grande partie des habitants de la ville de Bangalore. HOPCOMS assure l'approvisionnement en denrées de bonne qualité préemballées et parfois tranchées et vendues à des prix raisonnables moins élevés que ceux pratiqués dans les marchés. Les poids utilisés à HOPCOMS sont aussi réputés corrects. Un autre important facteur est que les points de vente au détail sont situés dans des zones résidentielles près des bureaux.

L'existence de HOPCOMS représente un grand avantage pour ses propres employés. La coopérative a un personnel de 1 400 employés qui ne sont pas des agriculteurs membres. Ces employés sont payés par l'organisation et sont d'importants acteurs de HOPCOMS.

Leçons tirées et recommandations

HOPCOMS est une entreprise à but lucratif financièrement saine. Cependant, il est important de remarquer que la majeure partie des bénéfices totaux sont engloutis par les coûts trop

élevés, en particulier les salaires des employés. HOPCOMS a décidé d'étendre ses opérations en ouvrant plus de points de vente au détail et en introduisant de nouveaux produits.

En augmentant le chiffre d'affaires et en maîtrisant les coûts, HOPCOMS pourra non seulement assurer sa santé financière mais aussi étendre ses activités et faire plus de bénéfices. Néanmoins, le retour d'investissement rapporté n'est pas très élevé car HOPCOMS fonctionne toujours comme une société coopérative promue par le gouvernement plutôt qu'une affaire commerciale. L'organisation n'est cependant pas très performante en terme de gestion.

L'organisation a toujours été gérée par le gouvernement. L'équipe qui dirige l'entreprise se considère en général comme des fonctionnaires plutôt que comme membres du personnel d'une unité commerciale compétitive bien qu'ils soient rémunérés par l'organisation.

Les membres de l'organisation n'exigent pas qu'on leur rende compte puisque leur participation au capital ne s'élève qu'à 8%. Il faut que les membres prennent une part active dans les affaires et la gestion de la société et exigent une plus grande transparence dans les opérations. Pour réaliser cet objectif, l'entreprise devra fournir des efforts concertés pour développer les aptitudes de ses membres. Les membres élus doivent s'impliquer davantage dans la gestion de la société.

La plus importante condition de base dans la reproduction de ce modèle est la mise sur pied d'un environnement légal et réglementaire favorable et le développement d'une politique orientée vers les principes de base de la coopération.

Cet esprit ne doit pas seulement animer les hautes instances mais toutes les personnes qui s'associent pour former une coopérative.

La deuxième considération de taille est la viabilité de l'entreprise commerciale. Pour qu'une affaire soit vraiment viable, l'engagement des membres doit être plus actif.

Dans une démocratie vibrante comme l'Inde, il y a toujours eu un espace pour les coopératives et on a noté la réussite de plusieurs grandes entreprises du secteur coopératif au fil des ans. On peut citer parmi celles-ci le célèbre exemple des coopératives de lait. L'environnement législatif et réglementaire en Inde encourage la création des coopératives. La loi coopérative a été amendée pendant la dernière décennie dans différents Etats de l'Inde afin de favoriser une plus grande autonomie, un meilleur contrôle par les membres et une plus grande transparence dans le fonctionnement.

HOPCOMS rencontre des obstacles et des avantages liés à son statut originel d'organisation gouvernementale.

La participation au capital qui a aidé à la création d'une vaste infrastructure d'organisation, y compris plusieurs centres d'approvisionnement, entrepôts, centres de transformation et points de vente au détail, constitue le principal avantage d'être sponsorisé par le gouvernement.

Les liaisons avec les banques coopératives ont aussi facilité les transactions en argent liquide avec les membres.

Le principal inconvénient est le manque d'engagement actif de ses membres agriculteurs qui constituent les principaux clients de l'organisation. Malgré leur nombre élevé, ils ne possèdent même pas 10% des actions totales de HOPCOMS.

On doit prendre soin d'inclure les membres appartenant aux groupes les plus marginalisés et ceux qui ont besoin d'un soutien d'initiative extérieure. On doit aussi consentir de gros investissements dans la formation et l'éducation des membres.

HOPCOMS constitue un bon modèle de commercialisation collective de produits horticoles et d'ouverture au marché urbain au profit des agriculteurs. Il constitue plus une excellente illustration de l'avantage d'une commercialisation réussie qu'un cas réussi de

dotation en crédit. Pendant quelques années, l'organisation avait étendu le crédit aux agriculteurs. Comme il était difficile de recouvrer l'argent, le système a été supprimé.

Il vaut mieux que les activités de commercialisation et de crédit soient dirigées par des organisations spécialisées séparées plutôt que par la même organisation. HOPCOMS doit clairement cibler les clients qu'il veut atteindre. Il serait judicieux de créer une organisation de citoyens pauvres pour la commercialisation des produits horticoles car la demande pour ces produits est très forte.

Cependant, une telle organisation devra être différente de HOPCOMS sur certains points.

Si l'objectif est d'atteindre les pauvres, il vaut mieux placer une organisation de facilitation à la fin du circuit. Le précepte de base est que les facilitateurs et promoteurs assureront moins de services et s'atteleront à développer les capacités, à créer un réseau, à assurer la liaison et à regrouper les membres.

En fin de compte, le plus gros investissement qui pourrait être consenti serait de consulter les clients. Des efforts doivent être fournis pour mettre sur pied une organisation des personnes et ces dernières doivent connaître la manière dont ces institutions fonctionnent.

Smita Premchander,

Sampark, Bangalore

E-mail: sampark@blr.vsnl.net.in

References

Annual Report (1999), HOPCOMS Annual Report- 1992-1999 Bangalore: 1999

Co-operative Initiative Panel (2002): "State of Co-operation in India". CIP:Anand HAWA Karnataka, 2002 A Project Profile. Karnataka State Pollution Control Board and ERM Lahmeyer International GmbH

HOPCOMS Information Reports, 1992-2001

Le financement des fermes urbaines à Londres

Les fermes urbaines comme forme d'agriculture urbaine constituent un phénomène récent mais de plus en plus important au Royaume Uni. L'avenir de l'agriculture urbaine dépend de la capacité à l'adapter et à l'intégrer aux thèmes de développement actuels telles que l'éducation, la cohésion de la communauté, l'inclusion sociale et la biodiversité.

Même s'il semble que ceux qui écrivent l'assimilent à l'usage des sites urbains pour la culture et la production alimentaire, il est difficile d'avoir le consensus autour d'une définition de l'agriculture urbaine au Royaume Uni. Howe (2001) rappelle qu'une telle production alimentaire dans les villes est réalisée dans les basses-cours, les pots des fenêtres, les jardins communautaires, les serres, les fermes et les parcelles urbaines.

En pratique, l'agriculture urbaine est associée à toutes les activités qui promeuvent la culture alimentaire et mettent en œuvre l'agenda 21 (Iles, 2001).

Cette référence à la subsistance et à l'agenda 21 élargit la définition de l'agriculture urbaine qui ne se préoccupe pas simplement de la production alimentaire et de l'élevage mais couvre l'usage d'espace urbain pour :

- contribuer à l'inclusion sociale ;
- contribuer à la biodiversité ;
- promouvoir l'éducation sur l'environnement, les plantes et les animaux ;
- et contribuer à la régénération urbaine, la santé, le recyclage et l'innovation.

Garnett (1996) a fourni la typologie la plus rigoureuse de sites agricoles urbains au Royaume Uni. Plus précisément, il explique que l'agriculture est pratiquée sur des parcelles, les fermes urbaines, les jardins et vergers communautaires, les fermes des autorités locales, les fermes louées, les jardins et cours, les cours des écoles et des prisons. En terme de nombre d'unités et de personnes impliquées, les parcelles constituent la forme d'agriculture urbaine la plus visible et la plus documentée au Royaume Uni.

Iles (2001) estime qu'il y a 65 fermes urbaines, 1200 jardins communautaires, environ 70 fermes d'école et plus de 300 000 parcelles dans le pays.

Les parcelles sont de petits lopins de terre en grande partie possédés ou loués par les autorités locales à travers le Royaume Uni. La plus grande partie des lots appartiennent aux autorités locales (Bradford 100%, Leeds 90%), et le reste appartient à des particuliers ou aux communautés (Howe et Wheeler, 1999 : 17).

Ce modèle de répartition où les autorités locales dominant s'applique à tout le pays (RW). Cependant, les autorités locales ne fournissent que des infrastructures tels que les clôtures, l'accès aux routes et les points d'eau.

Il appartient au jardinier, locataire du lot ou groupe de locataires de trouver les ressources pour les activités agricoles. Ces terrains ne peuvent être exploités que pour l'agriculture urbaine non commerciale. Les légumes et les fruits sont les principaux produits issus de ces jardins.

Les fermes urbaines sont assez récentes comparées aux parcelles, et elles sont moins visibles et étudiées. Tout de même, elles jouent lentement mais de plus en plus un rôle important dans l'approvisionnement alimentaire des villes.

La plupart des fermes urbaines ont été créées par des groupes d'enthousiastes sur des terres jadis abandonnées ou en friche.

Rien que les personnes qui travaillent dans les fermes urbaines sont estimées à 3 millions (Iles 2001). L'importance des fermes urbaines n'est pas seulement significative à cause de la production alimentaire mais aussi à cause du rôle qu'elles jouent en tant que ressources pour l'inclusion sociale, la biodiversité, l'éducation environnementale et la postériorité (Howe, 2001; FCFCG, 2002). On a choisi de les étudier pour souligner les différentes perceptions que l'agriculture urbaine peut embrasser et aussi pour combler un déficit dans la littérature sur l'agriculture urbaine au Royaume Uni qui est assimilée au jardinage sur des lotissements.

Les fermes urbaines de Londres

Il y a environ 17 fermes urbaines à Londres, dont 3 entièrement possédées ou gérées par les autorités locales. Toutes les autres fermes, à l'exception de ces trois fermes, sont gérées par des trusts charitables autonomes sous la direction de la communauté et la gestion d'un comité. Alors qu'aucune ferme urbaine à Londres ne date de plus de 30 ans, les lotissements sont vieilles de plus de 300 ans. Leur organisation de tutelle, la Fédération des fermes urbaines et jardins communautaires (FCFCG) a été créée en 1980 et le bureau de Londres a récemment été ouvert grâce à de maigres ressources. Il dispose de deux employés à temps partiel ainsi que d'un soutien bureautique (FCFCG, 2002 : 3).

Tableau 1 : Diversité des fermes urbaines de Londres – Deux exemples

<u>Variable/ caractéristique</u>	<u>Woodlands Farm</u>	<u>Vauxhall City Farm</u>
Taille	Environ 90 acres	Environ 1 acre
Emplacement Bourg de Greenwich (à la frontière du bourg londonien de Bexley)	Extérieur de Londres, Londres Bourg de Lambeth	Intérieur de Londres
Niveaux de pauvreté	L'une des zones déshéritées de Londres (et du Royaume Uni)	L'un des bourgs les plus pauvres à l'extérieur de Londres
Structure de gestion	Organisation charitable et société limitée par garantie	Organisation charitable et société limitée par garantie
Chiffre d'affaires	Environ 140.000 livres	140.000 livres
Personnel	Comité de gestion volontaire, un fonctionnaire à plein temps, plusieurs comités chargés de tâches et volontaires	Comité de gestion de 12 membres, 2 travailleurs à temps partiel et 26 volontaires
Activités	Offre des sanctuaires environnementaux et sauvages et des opportunités d'éducation, de formation et des opportunités sociales à une variété d'individus et de groupes dans la communauté	Offre des opportunités éducatives, sociales, récréatives et formatives à une variété de groupes et d'individus dans les communautés urbaines. Des stages sont offerts chaque année en collaboration avec des collègues

		tels que Bromely College. Les éléments formés reçoivent un certificat professionnel en soins aux animaux (Niveau 1) qui leur permet de trouver un emploi à plein temps ailleurs.
Source de financement	Attributions de prêts: 20 %, le reste provient de dons, de charités et du secteur privé. Au moins 100.000 livres affectées aux coûts d'exploitation.	Attributions de prêts: 30% Trusts et charité : 40 % Au moins 65.000 livres affectées aux coûts d'exploitation.

Comme souligné dans la dernière rangée du Tableau 1, la contribution directe du gouvernement et des autorités dans les ressources des fermes urbaines est faible.

Le tableau 1 montre les provenances des ressources de Woodlands farms en 2001 et indique qu'il n'y a pas eu de subventions provenant des autorités locales.

La plus grande partie des ressources nécessaires au fonctionnement des fermes provenait des fonds de charité, dons privés et des revenus générés au niveau local. Aussi, les volontaires réguliers dont les contributions réduisent considérablement le budget de l'emploi jouent-ils un rôle très important dans ces fermes.

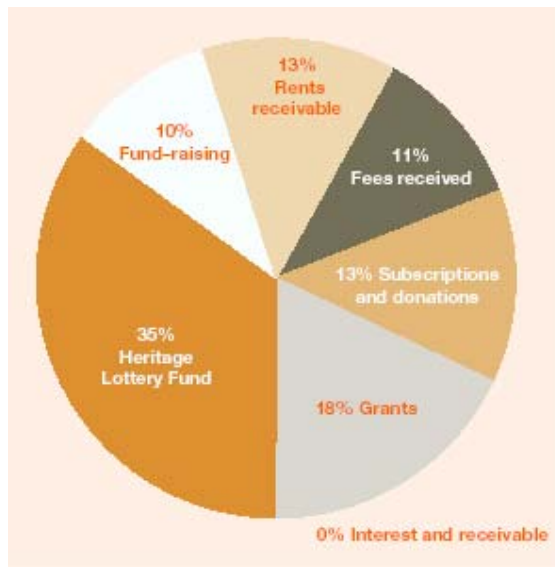
La Fédération des fermes urbaines et jardins communautaires estime que plus de 1000 volontaires évoluent chaque année dans les fermes urbaines de Londres.

Des apports considérables, normalement hors de portée des moyens des fermes urbaines, sont reçus à travers le volontariat, le partenariat et les dons en nature.

La viabilité des sources de financement

L'avenir du financement par loterie

Les fermes reçoivent un financement important de la loterie de financement destinée au capital d'investissement mais aussi aux coûts d'exploitation. Les soumissions pour ces fonds sont déposées au niveau du Fonds Communautaire de la Loterie, du Fonds d'Héritage et du Fonds pour les nouvelles opportunités. Les soumissions faites par les fermes doivent concourir avec les soumissions de plusieurs autres projets à travers le pays. Dans la période allant de 2002 à 2007, le Fonds Communautaire accorde la priorité aux enfants, aux jeunes, aux Noirs, aux groupes minoritaires, aux vieilles personnes et aux gens désavantagés par les changements économiques et sociaux. C'est dans ce cadre que des fermes comme Wauxhall Farm ont pu trouver un financement pour le projet des réfugiés et des demandeurs d'asile. Cependant, les fonds provenant de ces sources publiques ne sont pas bien garantis et leur attribution dépend des opinions politiques dominantes et des pressions exercées sur les gérants des fonds. Pour réduire les frictions sociales et assurer un soutien continu, les groupes communautaires doivent mettre l'accent sur la façon dont leurs projets promeuvent la politique actuelle de développement. Au Royaume Uni, les fermes doivent "parler le langage" des vieilles personnes, des enfants, de l'éducation, de l'inclusion sociale et des déshérités.



Schéma

- 1 Collecte de fonds : 10 %
- 2 Location : 13 %
- 3 Fonds reçus : 11 %
- 4 Cotisations et dons : 13 %
- 5 Subventions : 18 %
- 6 Héritage, Fonds provenant de la loterie : 35 %

0 % d'intérêt ou autres majorations
Schéma 1 : Sources habituelles ou régulières de financement

La compétition par appels d'offres

La plupart des fermes urbaines à Londres ne disposent pas d'assez de ressources et ne fonctionneraient pas si elles cessaient de recevoir des subventions des fonds de charité (FCFCG, 2002). Néanmoins, même ces subventions sont accordées à travers une compétition d'appels d'offres sélectionnés selon des critères problématiques qui favorisent les projets rentables bien présentés (Howe, 2001). On accorde la faveur aux groupes très organisés qui ont les capacités et les connaissances pour faire de bonnes soumissions.

Par contre, les petits groupes communautaires voulant mettre sur pied des jardins communautaires ou améliorer leurs parcelles locales éprouveront beaucoup de difficultés. Surtout lorsqu'ils ont des thèmes liés ou communs de projet, les groupes communautaires au Royaume Uni doivent envisager de joindre leurs ressources pour préparer des soumissions à présenter aux principales organisations de financement. Les groupes communautaires doivent aussi envisager plus d'échanges de capacités dans la collecte des fonds.

La santé de l'environnement, la sécurité et les menaces du développement construit

Comme dans les villes des pays en voie de développement, l'agriculture urbaine à Londres est confrontée à des défis et contraintes. L'accès à la terre constitue l'obstacle le plus important. D'autres défis sont liés aux infrastructures, à la contamination des sols, au vol, au vandalisme, à l'accès aux investissements et à la commercialisation des denrées.

Les préoccupations sur la santé publique et la sécurité se sont accrues durant l'épidémie de vache folle en 2000-2001. Bien qu'aucun incident de cette maladie n'ait été rapporté dans les fermes urbaines de Londres, l'accès à ces fermes a longtemps été interdit au public (FCFCG, 2002). Depuis lors, le public se garde de travailler avec les fermes. Les fermes où il y a du bétail se heurtent à l'opposition de plus en plus forte des défenseurs des droits des animaux et aussi aux coûts élevés des polices d'assurances. Par conséquent, les projets d'agriculture et de fermes urbaines doivent continuer à observer des normes sanitaires et sécuritaires très strictes et à organiser des campagnes de publicité pour rassurer le public. Il serait plus rentable en termes de coûts que les projets organisent des campagnes conjointes pour traiter ces problèmes.

La sécurité foncière

Étant donné que les coûts de démarrage de ces fermes dépassent les 150.000 livres, alors que les coûts minimaux d'exploitation s'élèvent au moins à 50.000 livres, tout projet nécessite un important soutien du gouvernement ou des autorités locales. Les fermes actuelles se battent pour rassembler les fonds nécessaires. Donc, il faut renforcer la capacité

financière et gestionnaire de celles qui existent déjà avant d'envisager la création de nouvelles fermes. Assurément, la sécurité foncière des fermes urbaines constitue une préoccupation et doit être garantie par le gouvernement à travers des subventions ; ou bien quand ces subventions ne peuvent être immédiatement dégagées, les autorités locales doivent donner ces sites en bail pour une longue durée.

Ce n'est que forts de cette sécurité que les communautés et commerces pourront investir leurs efforts dans ces projets.

Ressources et harmonisation

Les ressources de l'agriculture urbaine ne doivent pas être nécessairement constituées d'argent. Elles peuvent se présenter sous forme de matériels, de services et d'expertise. Les sociétés constituent une bonne source de soutien. La plupart d'entre elles voudraient prouver qu'elles se soucient des besoins de la communauté et qu'elles ne sont pas de "vilains capitalistes".

Les travailleurs des sociétés appartiennent à des familles et ces sociétés comprennent le besoin de survie. Elles seraient contentes de pouvoir fournir des financements à la communauté en guise de publicité pour leurs affaires si on les contactait.

Education et formation

L'agriculture urbaine n'est pas seulement pour la production alimentaire. Les aspects environnementaux, éducationnels et récréatifs sont très importants dans les villes et peuvent générer d'importants revenus. Malgré les origines diverses des fermes (dans certains cas, elles sont des projets durables de l'Agenda 21), la tendance actuelle confirme une prédominance des activités d'éducation.

Cependant, on est loin d'épuiser les potentialités de ce secteur. Les niveaux d'utilisation et d'implication directe des écoles peuvent être améliorés en dispensant des cours de façon régulière ou en conduisant des activités après les cours surtout pendant la période estivale. En droite ligne du Sommet de la Terre de Johannesburg de 2002, où l'éducation était désignée secteur de développement prioritaire, les groupes communautaires ont besoin d'intégrer cet aspect dans leurs projets et de l'articuler clairement quand ils cherchent l'appui du gouvernement et des organisations de développement international.

L'innovation communautaire et le volontariat

Le développement durable passe par la responsabilisation et le développement des capacités des communautés. Les fermes urbaines doivent être perçues comme des espaces multi-fonctionnels où une variété de projets interdépendants pilotés par la communauté peuvent se dérouler. Ceci permet d'étendre les activités dans les fermes tout en maintenant la main d'œuvre et les coûts financiers au minimum. Comme la possession des biens immobiliers est déterminante, on doit offrir aux groupes des possibilités d'acquérir les terres qu'ils exploitent.

Ceci est aussi important pour les communautés dans les pays en développement où les communautés continuent de perdre leurs ressources en biens immobiliers. Les volontaires contribuent de manière significative à ces projets communautaires et leur contribution doit être partout encouragée.

Les activités génératrices de revenus

Bien que les fermes urbaines ne puissent pas fonctionner comme des entreprises commerciales, tout revenu issu des ventes ou des services doit être réinvesti dans les activités du projet. Actuellement, les revenus provenant de cette source restent en deçà de 5%. On doit explorer les potentialités pour générer d'autres revenus tout en gardant à l'esprit la nécessité de ne pas limiter l'accès aux pauvres.

Notes :

Newham City Farm, Honnslow Urban Farm et Brookes Farm dans le l'arrondissement de Waltham Forest à Londres sont des fermes à Londres appartenant aux autorités locales.

Beacon Mbiba

Urban and Peri-Urban Research Network (Peri-NET)
South Bank University, UK
e-mail: mbibab@sbu.ac.uk

References

Crouch, D. 2000. Reinventing Allotments for the twenty-first Century: The United Kingdom Experience. Paper presented at the International Society for Horticultural Science 523: XXV International Horticultural Congress, Part 13: New and Specialized Crops and Products, Botanic Gardens and Human-Horticulture Relationship. Online:
http://www.actahort.org/books/523/523_18.htm

Crouch, D and Ward, C. 1988. The Allotment: its Landscape and Culture. Faber and Faber, London.

Crouch, D, J Sempik and R Wiltshire. 2000. Growing in the community: a good practice guide for the management of allotments. Report for the Department of the Environment, Transport and Regions, The Greater London Authority, The Local Government association and the Shell Better Britain Campaign, London.

Federation of City Farms and Community Gardens. 2002. Future Directions of City Farms in London. A Study Funded by the Mayor of London. Greater London Authority (www.london.gov.uk) and Federation of City Farms and Community Gardens, London.

Garnett, T. 1996. Harvesting the cities. Town and Country Planning 65 (October): 264-266.

Howe, J. 2001. Nourishing the city. Town and Country Planning. 29 - 31.

Howe, J and Wheeler, P. 1999. Urban Food Growing: The Experience of Two UK Cities. Sustainable Development 7: 13-24.

Iles, J. 2001. Social Participation and the Role of City Farms and Community Gardens. Urban Agriculture and Sustainable Cities Conference: Urban agriculture, landscape and the sustainable city. 29th June 2001, The University of North London.

Woodlands Farm Trust. 2001. Report of the Trustees and Financial Statement for the Year Ended 31 March 2001. London.

Les budgets de participation municipale

L'expérience de Porto Alegre, Brésil

Porto Alegre est la capitale de l'Etat de Rio Grande Do Sul (Brésil) et sa population est de 1 340 590 habitants (IBGE, 2000). C'est la deuxième plus grande capitale d'Etat dans le pays avec la plus grande superficie rurale représentant 30,56% de la superficie totale de la ville (17 116 hectares) (SMIC, 2002). 60% de cette superficie sont consacrés à l'horticulture, à la culture de fruits et à l'élevage. Selon les statistiques de 2002, (EMATER), il y a près de 600 agriculteurs dans la région.

Pour informations sur le budget de participation : www.portoalgre.rs.gov.br/op

Porto Alegre est internationalement connu pour ses stratégies innovatrices de gestion. L'un des piliers de la démocratisation locale a été la mise en œuvre du Budget de Participation (PB). Un processus démocratique de participation populaire dans lequel la population décide directement la manière d'allouer les fonds publics pour les travaux et services que l'administration municipale doit exécuter. L'organisation et le fonctionnement du budget de participation a pris plusieurs années et l'objectif est de faciliter la participation et de garantir le processus démocratique.

La ville se divise en 16 régions suivant des critères géographiques, sociaux et d'organisation communautaire. Chaque année, la population exprime ses besoins et établit quatre priorités parmi les 13 thèmes existants dans chaque région. Pour chaque thème, on établit la priorité pour les travaux et services à exécuter. En outre, le fonctionnement de six comités techniques dans la ville permet d'étendre la participation à d'autres acteurs sociaux qui n'étaient pas impliqués dans le budget de participation auparavant (les membres des syndicats, les commerçants, les hommes d'affaires, les agriculteurs et les étudiants par exemple). Ces comités peuvent avoir une vision plus globale et penser à l'échelle entière de la ville. Chaque année, l'administration organise une grande session plénière et une rencontre avec la communauté.

QUATRE EXPERIENCES

La coopérative des pêcheurs

La ville de Porto Alegre se situe sur la rive du fleuve Gruaíba. En 1999, les pêcheurs des îles (Ilha de Pintada et autres) ont créé la première coopérative de production et de fourniture de services des pêcheurs dans l'Etat du Rio Grande Do Sul à Coopeixe et la même année, ils ont déposé une demande de financement pour la construction d'un centre de collecte de poissons au niveau du Comité de Développement économique thématique (situé dans la zone péri-urbaine). La construction de cette structure permettrait de collecter tous les produits en un seul endroit, de transporter et nettoyer le poisson (selon les normes sanitaires en vigueur).

Il était prévu que le centre serve de point d'approvisionnement. L'argent investi dans la construction de cette structure s'élève à environ 350 000 réals. En ce moment, la coopérative a 230 membres. Le poisson est vendu aux marchés, aux restaurants et directement aux consommateurs. La production et la commercialisation seront maximisées en 2003. L'objectif est d'écouler le poisson dans Porto Alegre et ses environs.

L'expérience avec le budget de participation municipale incite les membres à aller plus loin pour s'engager dans le programme étatique de budget de participation.

En 2000-2001, les pêcheurs de l'Etat se sont organisés, et ils ont sollicité un financement pour acheter du matériel (filets et bateaux). Ils ont reçu 150 000 réals du Comité d'agriculture thématique et d'approvisionnement. Les pêcheurs de Coopeixe envisagent de solliciter plus de fonds pendant les réunions du budget de participation municipal prévues en 2003 pour acheter plus de matériel de pêche ou créer une agro-industrie de transformation dans les années à venir.

La maison du miel de l'Association des éleveurs d'abeilles de Gaucha

Il y a 40 ans que l'Association des éleveurs d'abeilles de Gaucha (AGA) a été créée et elle a 80 partenaires à Porto Alegre. La transformation du miel était l'un des plus gros problèmes que les éleveurs rencontraient. Cela fait 20 ans qu'ils pensent mettre sur pied leur propre structure de transformation de miel.

En 1995, les membres ont sollicité et obtenu environ 70 000 réals pour la construction de la maison du miel au niveau du comité économique de développement thématique du budget de participation.

Grâce à un pourcentage des ventes de miel, l'association a acheté des équipements pour la maison (30 000 réals). La maison a été inaugurée en 1998. En 2002, l'association a décidé de solliciter plus de crédit pour la construction d'une unité de transformation et d'une structure pour la collecte du miel dans une extension de l'actuelle maison. La demande a été approuvée pour un montant estimé à 40.000 réals. Les produits transformés à la maison du miel portent le sceau du contrôle sanitaire fédéral qui permet l'exportation vers l'étranger. Le miel produit par l'association est vendu dans des kiosques attribués par la municipalité dans le centre de Porto Alegre et dans les foires. L'association ne désire pas écouler son miel dans les supermarchés parce qu'on pense que cela ne serait pas socialement acceptable puisque le miel y sera vendu à un prix plus élevé. A présent, la demande de miel est supérieure à l'offre de l'association, et il est nécessaire de chercher de nouveaux canaux de distribution. Quinze tonnes de miel ont été produites en 2002.

L'association des éleveurs de porcs

Dans les années 1990, les éleveurs urbains de porcs de Porto Alegre avaient l'habitude de collecter les ordures non triées, de les trier à domicile et d'extraire les matières organiques pour nourrir leurs porcs. Cependant, ces pratiques nuisent à l'environnement. Pour résoudre ce problème, le Département Municipal pour l'Assainissement Urbain (DMLU) a mis en œuvre un projet dans lequel les déchets organiques sont triés à la source, ramassés et distribués aux producteurs.

En retour, les 15 producteurs engagés dans le projet approvisionnent deux écoles maternelles (200 enfants) en denrées non périssables chaque mois pour une valeur de 500 réals. Les déchets organiques sont actuellement collectés dans 35 structures (en majorité des hôpitaux et quelques cafétérias de sociétés) avec une moyenne de 7 tonnes par jour pour nourrir 1700 porcs. Le DMLU est responsable de la collecte et du transport des déchets à un centre situé au domicile d'un des éleveurs de porcs.

Au début du projet, les 15 producteurs n'étaient pas associés. Ils ont décidé de mettre sur pied l'association des éleveurs de porcs de la zone sud avec l'objectif de solliciter des fonds au niveau du (PB) budget de participation municipale.

En 1996, ils ont sollicité et obtenu un financement du comité de développement économique thématique pour l'achat d'une machine pour écraser et stériliser les déchets organiques⁴.

En 2002, l'association a sollicité et obtenu du même comité un camion et un tracteur d'une valeur de 50 000 réals. Ceci permettra, parmi d'autres choses, à l'association de collecter plus d'ordures.

Cette année, les associés envisagent de solliciter le Budget de participation municipale pour la construction d'un complexe agro-industriel pour l'abattage des animaux et la transformation de la viande.

L'agro-industrie dans un projet touristique

L'association de la communauté rurale de Belem Velho est en train d'élaborer un projet de tourisme agricole qui comporte des voyages en charrues à bœufs dans les zones environnantes, des visites de fermes, etc.

Les associés voulaient transformer les produits locaux pour les vendre aux touristes. En 2002, ils ont sollicité et obtenu un financement du comité de développement économique thématique du budget de participation municipal (PB) pour la construction d'un complexe agro-industriel d'une valeur initiale de 10 000 réals. Ce complexe sera une structure simple construite sur un terrain appartenant à l'association communautaire.

Une fois prêt, le complexe fonctionnera comme suit : les habitants des bidonvilles de Belem Velho transformeront les produits achetés aux agriculteurs locaux.

Cela leur permettra de travailler ensemble pour générer des revenus alternatifs. L'association envisage la création d'une marque locale pour les produits de cette agro-industrie. Cette année ou l'année prochaine, ils prévoient de solliciter un prêt pour construire des boutiques pour écouler les produits locaux dans l'enceinte du complexe.

REFLEXIONS

- Toutes les expériences agricoles précédemment mentionnées n'ont pas été réalisées à travers les comités régionaux mais plutôt à travers la structure étatique du Comité de Développement économique thématique. Cela est dû au fait qu'à Porto Alegre, les comités régionaux n'accordent la priorité qu'aux besoins de voirie, d'assainissement, de santé et d'éducation.

Evidemment, l'agriculture urbaine a plus de chances d'obtenir des financements si les producteurs agricoles intéressés sollicitent des fonds au niveau des comités thématiques.

- Les agriculteurs urbains doivent s'organiser et faire partie d'une organisation pour obtenir des fonds à travers le Budget de participation municipale. Plus il y aura de représentants de la même organisation présents aux réunions du PB et aux assemblées pour demander des financements et défendre leur requête, plus ils auront des chances que leurs besoins passent en priorité.

Il est évident que la possibilité d'obtenir des financements à travers le PB peut inciter les agriculteurs à s'associer (Coopeixe, Association des éleveurs de porcs) ou à renforcer leur organisation (Maison du miel). Pendant les rencontres du PB où on discute de l'ordre de priorité des investissements, les arguments utilisés par les agriculteurs se focalisent sur les avantages sociaux et les gains de leur communauté.

- Il est important de souligner que les agriculteurs et les pêcheurs dans les situations mentionnées ci-dessus appartiennent à la classe moyenne et inférieure.
- Les expériences agricoles financées à travers le PB sont conduites en milieu urbain et péri-urbain à Porto Alegre (à part le cas de la Maison du miel où le miel est produit dans la zone intérieure de l'Etat).
- Le PB soutient diverses activités agricoles à Porto Alegre. Les fonds alloués se situent entre 10 000 et 350 000 réals. Le PB constitue la seule source de financement des activités des producteurs dans les cas mentionnés. Dans le cas de Coopeixe, le PB a permis la construction de l'infrastructure de la coopérative à l'origine de son existence.
- Les agriculteurs urbains obtiennent des fonds à travers le Budget de participation municipal pour développer la production (machines et matériel), l'approvisionnement et la transformation (infrastructure et équipements des agro-industries). Ils envisagent aussi de solliciter des fonds pour la commercialisation (boutiques).
- La participation des agriculteurs et des pêcheurs au PB ouvre des canaux de communication avec l'administration municipale. Ce qui ouvre la voie à d'autres types de collaboration (points de vente, fourniture de services pour les événements de la municipalité, possibilité de bénéficier de formation complémentaire). Les associés fournissent dans certains cas des services sociaux en retour.

- Les producteurs qui obtiennent des fonds à travers le Budget de participation municipal appliquent dans leurs activités les techniques de développement dynamique. Dans plusieurs cas, ils ont déjà fait des applications (Maison du miel, Coopeixe, Association des éleveurs de porcs) et/ou envisagent de faire plus d'applications à l'avenir souvent dans le but d'ajouter de la valeur à leurs produits en les transformant.

Notes

- (1) Ce numéro ne traite pas du cas des pêcheurs locaux.
- (2) Assainissement de base, logement, voirie, assistance locale, éducation, éclairage public, santé, transport, développement économique, zones récréatives, zones culturelles, sports et travaux de l'environnement.
- (3) Au courant du mois de mars 2003, 3,35 réals étaient l'équivalent de 1 dollar US.
- (4) L'équipement sera installé cette année.

Saya Saulière

Porto Alegre, Brazil

e-mail: sayasauliere@hotmail.com

Financement orienté vers le marché - Le développement laitier

Le cas de l'association laitière Ada'a-Liben Woreda, en Ethiopie

L'association laitière et de commerce de produits laitiers Ada'a-Liben Woreda a été installée en 1998 dans la ville de Debre Zeit, à 45 km au sud-est d'Addis Abeba, en Ethiopie, avec comme objectifs principaux de minimiser le coût de transaction élevé pour la vente de lait et de réduire les fluctuations saisonnières des prix. Au cours de ces dernières années, l'association a fait des progrès significatifs, avec une adhésion actuelle de 428 membres à part entière tandis que 181 autres fermiers laitiers non-membres fournissent du lait à l'association. La principale source de financement vient des contributions des membres, des ventes et du soutien de nombreux services gouvernementaux ; ONGs et organisations internationales.

L'Ethiopie a le plus grand cheptel bovin d'Afrique, estimé à environ 35 millions d'unités de bétails tropicaux (UBT). Les hautes terres des pays couvrent environ 40% de la surface totale, de foyer en foyer à 88% et respectivement 73% de la population humaine et du cheptel bovin dans le pays.

Le bétail est étroitement lié à la vie sociale et culturelle

Le bétail a des usages multiples et sert de source de viande, lait, peaux, fibre, engrais, combustible et d'argent pour les petits exploitants fermiers. La contribution du bétail à l'économie agricole est significative et compte pour 40% et pourrait être même augmentée si les contributions non-matérielles sont prises en compte. De plus, les bestiaux sont étroitement liés à la vie sociale et culturelle de plusieurs millions de fermiers aux ressources faibles pour qui la propriété animale assure, à des degrés variés, l'obtention de revenus, la pratique d'une agriculture durable et l'atteinte d'une viabilité économique. Au niveau des ménages, le bétail accroît les revenus, assure une sécurité alimentaire et un statut social.

Cependant, la productivité des animaux est faible comparée aux types accrus. Par exemple, la production totale de lait est très faible. Il est estimé à environ 1,5 million de tonnes par an et est en train d'augmenter à un rythme de seulement 1,4% par an. D'autre part, la population humaine, estimée à 65 millions est en train de s'agrandir à un rythme de plus de 3% par année. Ceci montre que la consommation de lait par habitant en Ethiopie est d'environ 16kg/an, ce qui est beaucoup plus faible que la moyenne mondiale par habitant d'environ 100kg/an. D'où, environ 6 millions de tonnes supplémentaires de lait sont nécessaires pour alimenter la population suivant le niveau mondial. Ceci indique l'existence d'un grand fossé entre la demande et l'offre potentielle de lait en Ethiopie. Pour satisfaire la demande de la population grandissante de l'Ethiopie, la production de lait doit augmenter au moins à un rythme de 4% par an. Le lait est d'habitude produit dans de petits troupeaux qui sont dispersés sous des systèmes de production de petit exploitant. A cause de la nature extrêmement périssable du lait, ceci cause des problèmes dans sa collecte saine, son transport et sa distribution aux communautés rurales et centres urbains. De plus, le lait passe par plusieurs canaux de la production à la consommation et donc il y a une détérioration considérable de ses qualités hygiéniques et nutritionnelles et par conséquent de sa valeur monétaire.

Tableau 1 : Centres de collecte du lait, nombre de fournisseurs et quantité de lait collectée par jour (l / jour)

Centre de collecte de lait	N° des fournisseurs	Quantité collectée (l / jour)
1	49	516
2	88	1229
3	81	956
4	25	416
5	57	906
6	19	329
7	17	727
Total	336	5812

L'industrie laitière a besoin d'être optimisée à travers une production laitière organisée, un traitement, une conservation et un marketing d'une manière bien coordonnée. Avec les récents changements dans les politiques gouvernementales caractérisées par la libéralisation et l'encouragement du secteur privé pour participer au développement de presque tous les aspects de l'économie nationale, il existe d'énormes possibilités pour développer et améliorer le sous-secteur agricole. Avec la demande croissante pour les produits animaliers divers et de qualité, les prix montent inévitablement en flèche à moins que la production augmente proportionnellement. Combler le grand vide demande-offre appelle à la création de stratégies de développement laitier appropriées et durables basées sur l'agro-écologie spécifique et des besoins sentis des petits exploitants fermiers. Actuellement, de nombreux petits exploitants fermiers et des fermes laitières commerciales sont en train d'émerger principalement dans les zones urbaines et périurbaines. Des fermes laitières rurales de petits exploitants sont aussi en train d'augmenter dans des zones où il y a un accès au marché. Cependant, le coût de transaction de la commercialisation du lait est un problème majeur pour les petits exploitants individuels. L'évolution naturelle résultant d'un tel problème est la formation d'unités laitières et d'associations de production et de commerce de produits laitiers où les fermiers peuvent collecter, traiter et vendre du lait ou des produits laitiers. Une des associations pionnières récemment installée dans la ville de Debre Zeit est l'association laitière Ada'a-Liben Woreda et de commerce de produits laitiers (PLC).

Il y a de nombre de laiteries, de fermes d'élevage de moutons et de volailles dans les zones urbaines et périurbaines d'Addis Abéba. A part la production gouvernementale à travers les entreprises laitières de développement (DDE), il y a environ 5 167 fermes laitières avec environ 58 567 vaches laitières. La plupart des fermes (93%) ont seulement 1 à 5 vaches, tandis que le reste en a 6 ou plus ; environ 50% des fermes laitière appartiennent à des femmes qui les gèrent elles-mêmes. La production annuelle est d'environ 44 millions de litres. Selon une information du Bureau de développement agricole de l'administration municipale, les petits exploitants de fermes laitières des zones urbaines produisent environ 79% des réserves de lait tandis que les fermiers des laiteries périurbaines et le DDE contribuent chacun de 10% environ aux réserves. A côté du volume total, environ 36 470 296 litres (83%) sont vendus annuellement dans la ville d'Addis Abéba.

Dans les zones périurbaines, y compris la ville de Debre Zeit, presque plus de la moitié des ménages tirent leur principale source de vie de l'agriculture et du bétail qu'ils élèvent. Les contributions des systèmes de production de bétails urbains et périurbains au développement global comprennent les revenus et la création d'emplois, la réduction de la pauvreté, le développement de la nutrition humaine et de la santé. Les systèmes urbains de production de bétail sont complexes avec diverses activités comprenant la production, le traitement et la vente de plusieurs technologies à chaque niveau de la chaîne de denrée qui constitue un système. Chaque activité du système est concernée par divers facteurs biologiques et sociaux de leurs interactions. En plus, les problèmes techniques et non-techniques majeurs associés à ces systèmes de production de bétails, des problèmes de

politique, des droits agraires et de propriété, la présence et le prix des données (génotype, ressources alimentaires, personnel qualifié, santé animale), l'accès au financement et les systèmes de crédits doivent être abordés.

ETABLISSEMENT DE L'ASSOCIATION

L'association de production et de commerce de produits laitiers Ada'a-Liben Woreda a été établie en septembre 1998 avec 34 membres fondateurs qui ont acheté une seule part de 100 Birr chacun et 10 Birr de plus comme frais d'inscription. Le capital initial était seulement de 3 400 Birr (400 dollars américains) . Les 2 premières années ont été consacrées aux dispositions organisationnelles pour assurer une opération effective.

Les principaux objectifs sont de :

- ❖ minimiser le prix élevé de transaction pour la vente de lait et réduire les fluctuations saisonnières du prix, en particulier pendant le ramadan ;
- ❖ réduire le gaspillage des produits du à une mauvaise gestion des procédures et au manque de facilités de traitement de sorte à augmenter la durée de conservation des produits ;
- ❖ accroître la production et la productivité des fermes laitières et développer les revenus absolus des fermiers membres ;
- ❖ fournir des apports tels que la nourriture, des services de santé, etc. aux fermiers membres à des prix raisonnables ;
- ❖ donner une formation dans la gestion des bestiaux laitiers, l'hygiène et le traitement du lait et la transformation du lait des fermiers membres ;
- ❖ renforcer les liens entre urbains et ruraux pour un développement laitier, aider les fermiers à former des unités de lait et établir une union pour le lait au niveau de Woreda ;
- ❖ introduire un système d'épargne et de crédit aux fermiers membres ;
- ❖ collaborer avec d'autres associations laitières (aux niveaux national, régional et international) pour améliorer le développement laitier.

L'activité de collecte et de commercialisation du lait a commencé en janvier 2000 avec les objectifs susmentionnés. La quantité de lait collecté venant des membres fondateurs était de 308 litres par jour ou environ 24 319 litres par mois. L'association, bien qu'officieusement établie en 1997, a eu son certificat légal d'enregistrement de l'Etat régional de Oromiya en septembre 2000.

Tableau 2 : Réalisations de l'association de vente de produits laitiers de 1998 à 2002

Année	1998	2002
Nombre de membres	34	486
Vente des parts, Birr	3,400	65,000
Capital, Birr	3,400	500,000
Nombre de vaches	729	1,716
Lait collecté par mois, litres	24,000	174,360

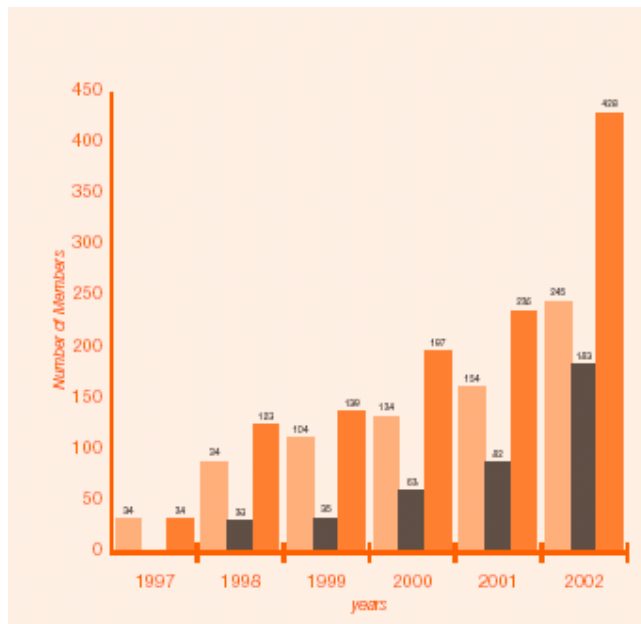


Schéma 1 : La laitière Ada'a Liben Woreda et les membres de la coopérative de vente des produits laitiers, hommes ■, femmes ■ et total ■

STATUT ACTUEL

Il y a quelques associations de producteurs laitiers et de commercialisation dans les zones urbaines et périurbaines d'Addis Abéba. Cependant, la plus grande proportion de petits exploitants de fermes laitières se trouvent dans la ville interurbaine d'Addis Abéba. L'association Ada'a-Liben Woreda de production et de commerce de produits laitiers est l'une des plus jeunes associations établies dans les zones périurbaines d'Addis. Au cours de ces dernières années, l'association a fait des progrès significatifs avec environ 7 centres de collecte à l'intérieur et autour de la ville et a fait des pas significatifs vers de développement (tables 1 et 2). Actuellement, il y a 428 membres à part entière dont 245 hommes et 183 femmes (figure 1). En plus 181 fermiers laitiers non-membres fournissent du lait à l'association. Maintenant, les membres de l'association ont un total de 1 716 vaches laitières et un capital de 500 000 Birr (58 823.5 dollars américains). Le nombre de sites de collecte de lait a augmenté de 7 autour de la ville de Debre Zeit.

L'association emploie un personnel régulier de 25 personnes, avec des salaires allant de 60 à 300 Birr par mois. Récemment, l'association a acheté 2 réfrigérateurs d'une capacité de 25 000 litres. La collecte actuelle de lait a augmenté de 5 500 litres par jour et environ de 175 000 litres par mois. Un petit séparateur de lait, une baratte, une citerne de lait de 3 800 litres, 60 bidons de laits d'une capacité de 65 litres, des appareils de contrôle de la qualité du lait et une maison préfabriquée de 2,8 m sur 5 m ont été achetés par l'association. L'association fournit du foin et du mélange concentré aux membres à des prix raisonnables. Le nombre de parts a aussi augmenté. On espère que beaucoup de producteurs laitiers ruraux joindront cette association, fournissant ainsi aux marchés du lait et des produits laitiers.

FINANCEMENT

Nombre d'institutions financières et collaborateurs ont contribué à l'établissement et au développement de l'association. Le bureau des coopératives a contribué à l'établissement et à la légalisation de la coopérative. Le bureau de l'agriculture a fourni une assistance technique. L'institut international de recherches sur le Bétail (ILRI), station de recherches de Debre Zeit a joué un rôle important dans la préparation du projet et des conseils généraux

sur l'organisation de l'association. L'ILRI a aussi contribué à la formation, particulièrement dans la gestion des bovins laitiers comprenant des stratégies d'alimentation, de la santé animale, de la gestion du lait, de l'hygiène du lait et de son traitement. Les principales sources de financement de l'association proviennent de la vente de parts et de bénéfices venant de la vente de lait et produits laitiers. Le gouvernement a fourni gratuitement la terre pour l'exécution du projet planifié pour l'établissement d'une usine laitière et d'une usine alimentaire.

De nombreux fermiers laitiers ont exprimé leur intérêt d'élargir leur activité laitière. Cependant, des manques de financement et d'accès au crédit ont été des facteurs limites. Des volontaires d'une coopérative d'assistance étrangère (VOCA) en Ethiopie, une ONG, a financé le programme jusqu'ici. Une autre ONG des Pays-Bas connue sous le nom de GENESIS Fermes a contribué dans l'apport de prêts à long terme avec un taux d'intérêt d'environ 8% pour l'achat d'un mini-camion et de réservoirs de refroidissement. En plus, elle a apporté un soutien financier gratuit de l'ordre de 10 000 dollars US sur une période de 5 années.

PLANS FUTURS

L'association aimerait renforcer et étendre ses activités. En conséquence, elle a développé une proposition de projet avec de grands objectifs pour assister des systèmes de production laitière modernes et durables pour l'environnement et contribuer au développement du secteur de la production laitière nationale.

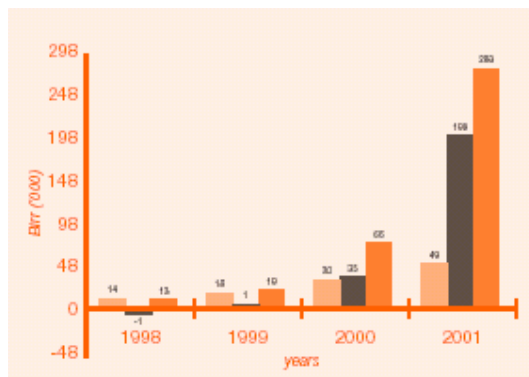


Schéma 2 : Capital annuel ■, actions ■, profits et pertes ■

Sources : Laiterie Ada'a Liben Woreda et Coopérative de vente de produits laitiers

Les composantes du projet comprennent l'établissement d'une usine de traitement du lait, une usine de transformation alimentaire, la provision d'un service d'insémination artificielle aux membres, la provision de médicaments vétérinaires et un service de santé animale fiable, une boutique pour fournir des données et des services, des stratégies et technologies de gestion de la perte aux membres bénéficiaires, des programmes de formation, des séminaires, des ateliers sur des aspects variés de la production laitière, une expansion de la production laitière et des technologies de traitement aux communautés rurales et d'établissement de liens ruraux solides. Le coût du projet est estimé à environ 5 millions de dollars américains. Pour la mise en œuvre du projet, l'association projette d'utiliser un peu de son capital, fond tiré des membres et d'aide sollicitée de donateurs et supporteurs du secteur laitier.

Azage Tegegne

International Livestock Research Institute (ILRI),
P.O. Box 5689, Addis Ababa, Ethiopia,
e-mail: a.tegegne@cgiar.org

Le micro-crédit et l'investissement pour Le jardinage urbain à St Petersburg, Russie

Tous les ans, jusqu'à 2,5 millions de citoyens sont impliqués dans les activités agricoles à St Petersburg. Plus de 500 000 d'entre eux vivent dans leur résidence d'été, sur des terrains de jardinage, durant l'été. La surface totale cultivée par les citoyens autour de la ville et de 560 000 ha.

Les principales raisons de la pratique du jardinage et de l'agriculture dans la ville sont l'autosuffisance, spécialement dans la nourriture de produits verts et frais, l'accès à la nourriture saine, l'obtention d'un revenu additionnel à travers la vente de fruits, de légumes, d'œufs, de lait et de fleurs et le loisir. L'agriculture urbaine est pratiquée dans le centre-ville : dans les jardins de derrière, dans les terres publiques, des espaces vacantes près des maisons, dans des sous-sols, sur les toits et la balcons etc. et dans les surfaces périurbaines où les jardins peuvent se situer aux limites de la ville (commercial ou subsistance-orientée), ou bien à des distances plus larges (10 – 100 km).

Ainsi, plusieurs types d'agriculture urbaines ont été établis. Ce sont : Dacha, Sadovodstvo et Ororod, (qui sont des organisations plus collectives) aussi bien que des lopins de terres individuels.

UN SUPPORT FINANCIER NON-COMMERCIAL

Les jardiniers de la ville obtiennent rarement un crédit ou des prêts. Ils empruntent plutôt de petites sommes d'argent à leurs amis ou parents pour la construction ou la réfection des maisons et des cabanes. Les jardiniers dépensent habituellement leur propre argent en graines, engrais, pesticides, outils et équipement pour l'agriculture. Les agriculteurs et jardiniers urbains sont peu disposés à prendre des prêts et en ont recours seulement pour l'amélioration financière de leurs maisons. Les agriculteurs suburbains (périurbains) à petite échelle ont un plus grand intérêt à obtenir un crédit pour financer les activités agricoles.

Associations

Des associations de propriétaires de terrains se font sous formes de coopératives ou d'arrangements de partenariat. La forme de financement de telles associations est classée comme étant « non commerciale ». Ils peuvent entreprendre des projets économiques aux seuls frais des paiements des membres. Durant les réunions annuelles, les associations décident du financement de certains besoins communs comme les tuyaux à eau, les rigoles d'écoulement, les puits, les services officiels ou privés de gardiens de nuit ou des services de ramassage d'ordures, etc. chaque membre paie un honoraire de 20 à 200 dollars U.S. Les associations peuvent établir des fonds pour crédit mutuel.

Subventions municipales et support en nature.

En période d'été (mi-mai/octobre), le voyage par train est gratuit pour les pensionnaires qui forment un groupe important d'auto-consommateurs. Cette subvention revient à la ville de St Petersburg à une somme de 70 millions de roubles (2 300 000 dollars U.S. environ) par an. Le gouverneur de Leningrad Oblast a, sur la demande des jardiniers, financé 16 millions de roubles (soit 33 000 dollars américains) pour la construction des routes. Le gouvernement est intéressé par l'assistance du travail à compte personnel et de la stabilité politique et sociale. La municipalité a donc montré sa volonté d'apporter un support indirect (de bas tarifs pour le transport, des services municipaux sans charge, un service sanitaire pour dachas/sadovodstvo, etc.).

En 2002, un programme appelé « support du jardinage et potager 2003 – 2010 » était autorisé par le gouvernement de St Petersburg qui prévoit une provision de 100 millions de roubles (3 millions de dollars US) par an, avec comme objectif de défier les grandes communautés de jardinage non-commerciales dans des installations confortables. Le programme est financé par le budget de St Petersburg.

SUPPORT AUX (MICRO) ENTREPRISES

En ce moment, il n'y a pas de politique d'investissement favorable pour les petites entreprises, spécialement pour les entreprises agricoles, en Russie. Le taux d'intérêt pour un crédit est trop élevé, alors que le crédit et les investissements sont très difficilement accessibles. Par ailleurs, l'agriculteur et / ou les entreprises agricoles ne sont pas souvent bien préparés à traiter de tels projets d'investissement (nantissement, crédit historique ou expérience en affaire). Le micro-crédit est entrain de se développer peu à peu dans des villes comme Moscou et St Petersburg.

Comme mentionné précédemment, seulement 5% de propriétaires de dachas ont obtenu un prêt, venant principalement des parents ou des amis. La plupart d'entre eux (84%) ne prendraient pas de prêt si on leur en offrait. Ceux qui le prendraient l'utiliseraient surtout pour la construction ou l'amélioration d'une maison plutôt que pour l'agriculture. Seule 10% environ des jardiniers d'Ogorod ont utilisé un prêt qu'ils obtiennent surtout de leurs parents ou amis, pour acheter des graines et de jeunes plants.

Quelques 40% prendraient un crédit, si on leur en offrait, principalement pour acheter une terre et des animaux (70%) ou pour construire une maison (20%).

Crédit informel

Selon les estimations de différents groupes de recherche, jusqu'à 70% des hommes d'affaires en Russie utilisent les services desdits créditeurs informels ou le marché « noir », avec des taux mensuels de crédit qui vont jusqu'à 15%. La plupart des banques ne travaillent pas avec un crédit de moins de 3 000 dollars US ou bien demandent des nantissements trop élevés.

L'aide européenne

Le programme « Fonds d'aide aux petites entreprises en Russie » de la Banque Européenne de reconstruction couvre environ 150 millions de dollars américains de crédit des petites entreprises de jardinage en Russie. Le crédit est donné en fonds de semence et seulement pour les entreprises existantes. Le programme était conçu pour 2005 mais il est maintenant étendu jusqu'à 2010. La Banque Européenne offre un crédit à long terme aux banques commerciales russes, qui sont obligées d'utiliser ces fonds pour des programmes de petites entreprises. Le programme coopère avec cinq banques, Sberbanque de la Fédération Russe, AB NBD (Nizhni Novgorod), la Banque de l'Extrême Est (Vladivostok), la Banque de Petrovski (St Petersburg) et la Banque KMB. La Banque KMB est la seule banque étrangère en Russie, créée spécialement pour servir et promouvoir les micro, petites et moyennes entreprises. Leur tâche principale est de fournir des prêts. Ces banques ont des agences dans 24 villes de Russie. Les crédits sont distribués en Roubles et le taux d'intérêt en 1999 était de 40% mais a baissé jusqu'à 25%. Le micro-crédit est donné aux sociétés ayant jusqu'à 20 employés. Le volume du crédit est de 100 à 30 000 dollars, étalé sur 24 – 36 mois. De petits crédits à des volumes atteignant 75 000 dollars (150 000 dollars pour les cas exceptionnels) sont distribués pour un terme de 36 mois, aux fermes et autres entreprises productrices ou transformatrices, employant jusqu'à 80 travailleurs.

D'autres sources de micro-crédit

Des organisations internationales comme le Fonds Eurasie et le Centre des Initiatives Civiles ont réalisé des programmes de micro-crédit pour les agriculteurs périurbains entre 1994 et 2000. Un crédit de 1 000 ou de 2 000 dollars était offert pour l'achat d'un petit tracteur, de bétail ou de graines.

Environ 10 agriculteurs périurbains par an obtenaient un crédit pour chaque programme. Pour obtenir un crédit, le demandeur devait montrer une propriété (une voiture, d'habitude) en guise de garantie pour le recouvrement du prêt. Le prêt était donné sur un terme de 2 – 6 mois, avec un taux d'intérêt de 18% par an. Les agriculteurs périurbains étaient d'habitude des gens de revenu moyen, avec de fermes de 0,2 à 20 ha, et des consultants du programme leur rendaient visite afin de discuter et revoir les plans d'affaires avant qu'une décision finale sur le prêt ne soit prise.

Des possibilités de location pour les agriculteurs urbains et périurbains à St Petersburg

Le centre de location « agriculteur de St Petersburg », l'institut d'administration de crédit de l'administration municipale est prêt à aider les agriculteurs urbains et périurbains si ces derniers ont la possibilité de payer par versements les véhicules, l'équipement de transformation etc., sur une période de 1 – 2 ans. Le budget du centre atteint 500 000 roubles par an, soit 20 000 dollars américains. Le centre examine le profil de l'agriculteur et décide de l'achat d'outils agricoles à passer en location pour l'agriculteur. Finalement, l'agriculteur sera propriétaire de l'équipement mais surpayant 20 – 40 % (comme à crédit).

Coopérative de crédit des agriculteurs de St Petersburg

Cette coopérative fut créée par 50 agriculteurs des zones périurbaines, en coopération avec des compagnies de transformation. La coopérative offre aux agriculteurs un crédit pour l'achat de graines, d'engrais, d'animaux, etc. Il y a aujourd'hui plus de 50 agriculteurs et d'industries de transformation/ de transformateurs dans cette organisation. La surface totale de leurs terres est de 2 000 hectares, et la somme totale de leurs fonds dépasse 60 millions de roubles (2 millions de dollars).

EVALUATION

Les petits agriculteurs urbains et périurbains qui diversifient très souvent leurs activités commerciales (production et transformation ou plus souvent vente et production) ont plus de chance d'obtenir un crédit, contrairement aux agriculteurs ruraux, avec leurs produits simples, bruts et avec peu de valeur. Cependant, du fait du climat et des conditions de fertilité de la terre, la subsistance et la récréation sont toujours les plus importantes contributions que peut apporter le jardinage sur de petits terrains, en comparaison avec les terrains commerciaux. Il y a beaucoup de défis associés à l'agriculture de subsistance à bas revenu : des besoins élevés en main-d'œuvre et une basse rentabilité.

Les agriculteurs sub-urbains prennent des micro-crédits pour acheter tout ce dont l'agriculture a besoin alors que les agriculteurs urbains – jardiniers et jardiniers potagers – n'obtiennent pas de crédit. Ces derniers n'ont pas assez d'expérience pour traiter avec des organisations de crédit et ont peur de perdre une propriété qu'ils se doivent de fournir en guise de nantissement, selon les accords du crédit. Ils ne sont pas souvent sûrs de pouvoir rembourser le crédit, n'ont pas de plans d'affaires clairs et ne veulent pas être impliqués dans des procédures bureaucratiques. Les subventions du gouvernement de la ville sont d'une grande importance mais sont en train de diminuer progressivement, et un soutien plus important est nécessaire.

Le succès de l'investissement financier ne dépend pas souvent de l'emplacement d'une ferme mais du niveau de gestion, de la fertilité du sol, de l'infrastructure, de l'inventeur moderne, du professionnalisme des travailleurs, etc. Il est à noter ici que l'agriculture urbaine a plus de restriction ou même d'interdictions, sur les types d'activités, particulièrement sur les vastes espaces d'élevage. Les fermes commerciales utilisent largement le crédit.

Il y a toujours un besoin de subventions du gouvernement dans l'agriculture urbaine. Le jardinage urbain est un facteur socio-économique de stabilité politique dans la société et aide sur la survie des habitants urbains. C'est un outil pour l'allègement de la pauvreté urbaine à travers l'amélioration de la sécurité nutritive pour les pauvres et les habitants des zones urbaines (ce sont souvent les mêmes personnes), la création de quelques opportunités de travail en période d'été, l'accès à une nourriture saine et à des espaces récréatifs pour les jeunes. Le gouvernement devrait donc investir dans les aménagements et infrastructures des jardins communautaires, tels que les services d'eau, les chaussées, la collecte des ordures et la diminution des taxes dans l'échange pour une action privée. Les coopératives de crédit des agriculteurs urbains et périurbains pourraient offrir un modèle alternatif de services de crédit et de financement et auraient besoin d'un appui budgétaire limité. Le comité d'utilisation de terre pourrait jouer un rôle dans l'immatriculation des terres, la répartition adéquate des espaces urbains ouverts, des terres publiques ou privées vacantes. Un département spécial ou un comité inter-gouvernemental est nécessaire pour développer et coordonner l'agriculture urbaine.

Oleg Moldakov

St Petersburg Urban Gardenign Club, Russia

moldakov@mailbox.alkor.ru

Les stratégies économiques des Différents systèmes de cultures

Dans l'agriculture urbaine et périurbaine en Afrique de l'Ouest

La culture de légumes tempérés a été introduite dans les anciennes colonies françaises par les missionnaires, les écoles, les militaires et les prisons. En conséquence, en Afrique de l'Ouest, les hommes produisent principalement des légumes tempérés même si l'horticulture est typiquement une activité féminine. Les femmes cultivent des légumes traditionnels tels que l'épinard local, l'aubergine local (*solanum macrocarpum*), le piment, l'okra et les tomates locales.

Les systèmes de cultures qui prédominent sont les suivants :

La polyculture, irriguée avec des arrosoirs et / ou pompes : c'est la culture de légumes de cycles court et long comme la laitue, le chou, la carotte, les oignons, l'amarante, l'aubergine, la betterave, et ainsi de suite. Ces fermiers utilisent beaucoup de pesticides (spécialement pour les cultures tels que le coton et le cacao) qui sont vendus au marché noir. Les pesticides qui sont légaux pour l'horticulture sont moins fréquemment utilisés. Tous les horticulteurs utilisent les fumiers des poulets ou de bétail et / ou les engrais chimiques, qui sont parfois subventionnés (par exemple à Dakar). Ils utilisent seulement, dans de rares cas, les déchets ou les déchets brûlés pour améliorer le sol. Les graines de faible qualité importées sont vendues et utilisées de la même sorte que celles de haute qualité importées et celles produites au niveau local.

L'horticulture traditionnelle pratiquée par les femmes : elle comprend les légumes de cycle court tels que l'amarante, les pois et les patates douces pour leurs feuilles, de même que l'hibiscus, la laitue, l'okra, les aubergines locaux, etc. Les cultivatrices utilisent moins d'intrants que les cultivateurs s'adonnant à la diversification des cultures. Elles ont rarement recours aux pesticides, elles utilisent seulement de petites doses d'engrais chimiques et de fumiers, et régulièrement des graines locales.

La culture de plantes ornementales : 20 à 100 fleurs, broussailles et arbres différents sont plantés pour les jardins et la reforestation. Les pesticides sont utilisés. Les cultivateurs font germer des graines importées et collectées au niveau local et des boutures. En plus, de l'engrais de bétail et de poulailler et des engrais chimiques, ils pratiquaient l'assolement. Ceux qui produisent aussi des pots de fleurs utilisent du sable et du ciment.

La culture hivernale des produits de base : elle inclut toujours la production de maïs et selon le climat : le manioc, le sorgho, le mil, les arachides, etc. Ces fermiers n'utilisent pas de pesticides, mais ils utilisent les eaux d'égout et les déchets pour améliorer le sol, aussi bien que les graines locales. Les légumes diversifiés et traditionnels sont toujours cultivés près des rivières, ruisseaux, réservoirs ou la mer où la nappe d'eau souterraine est élevée. Ces systèmes de cultures sont localisés dans les espaces ouverts près du centre pour permettre la fourniture de produits frais près des marchés (compte tenu du fait qu'il n'y a pas souvent d'équipements de refroidissement) à des coûts réduits de transports. Les légumes traditionnels sont vendus dans les quartiers résidentiels et ne sont pas toujours transportés vers les marchés où les légumes tempérés sont vendus. Les cultivateurs de plantes ornementales s'installent stratégiquement là où passent les « riches », comme les quartiers administratifs, près des ambassades, et là où l'eau est disponible. Les produits de base sont cultivés pendant l'hivernage et n'ont pas besoin des sources d'eau des rivières, des ruisseaux, des réserves ou de la mer. Les céréales et les tubercules peuvent être

transportés et réservés beaucoup plus facilement que les légumes. C'est la raison pour laquelle nous les trouvons plus dans les zones périurbaines.

Le tableau 1 donne une représentation schématique de la situation relative des différents systèmes de culture urbaine en Afrique de l'Ouest, en relation avec le centre ville. Si la ville était proche de la mer, le schéma serait coupé le long de la limite diagonale.

LES STRATEGIES ECONOMIQUES

Les différences de plantes et d'intrants de divers systèmes de cultures résultent de la divergence des stratégies économiques. Les fermiers cultivant des légumes diversifiés irrigués avec des pompes et / ou arrosoirs cultivent des plantes de cycle court comme l'amarante et la laitue pour assurer de l'argent liquide destiné aux intrants et aux salaires. Les cultures de cycle long (c'est-à-dire 3 mois) comme la carotte, le chou et les oignons sont utilisées pour maximiser leurs bénéfices et pour investir dans l'infrastructure ou pour les besoins privés (par exemple les frais de scolarité en septembre). Le revenu annuel varie de 120 000 à 5 000 000 F CFA selon la capacité de gestion et la taille de la ferme. L'horticulture peut être une occupation à temps plein ou à temps partiel.

Les horticultrices traditionnelles produisent des récoltes de cycle court pour la consommation domestique et pour la vente. Elles préfèrent les cultures de cycle court qui nécessitent une récolte à intervalle régulière (c'est-à-dire deux fois par mois) pour assurer un revenu régulier et un flux élevé d'argent liquide.

Tableau 1 : condition des crédits selon les systèmes d'exploitation

Système agricole	Objectif	Durée	Quantité
Culture de légumes variés	Début de saison	Moyenne (min. 3 mois)	Moyenne
Culture traditionnelle de légumes (par les femmes)	Début de saison	Court terme	Faible
Culture de plantes ornementales	Semence pendant la saison sèche	Moyen terme (environ 5 mois)	Moyenne
Culture de légumes et plantes ornementales	Infrastructure d'irrigation	Long terme	Importante
Culture de produits de base et pluviométrie	Néant	Néant	Néant
Agriculture commerciale en zone rurale	Début de la saison des ventes	Saisonnière	Moyenne

Elles ne peuvent pas se permettre de pratiquer des cultures de cycle long comme la carotte, car cela pourrait immobiliser leur investissement pendant plusieurs mois. Mais avec les cultures de cycle court, seulement un petit investissement est nécessaire et elles sont assurées d'un revenu mensuel, qui peut s'ajouter à un bénéfice annuel de 100 000 à 120 000 F CFA par saison. Toutes les femmes interviewées étaient des cultivatrices à temps partiel.

Les cultivateurs de plantes ornementales doivent semer beaucoup de plantes pendant la saison sèche pour les vendre pendant la saison des pluies. Ceci est très difficile car il n'y a pas de revenu pour payer le travail additionnel pendant la saison sèche. Donc, ils essaient de trouver des travaux de jardinage qui peuvent leur assurer un revenu permanent tout au long de l'année. Ils vendent directement (sans intermédiaire) et parlent donc généralement bien le Français. Avec cette stratégie, les cultivateurs réalisent un bénéfice annuel de 250 000 à 3 000 000 F CFA. La plupart d'entre eux travaillent à temps plein dans leur ferme. Les

cultivateurs de plantes ornementales les mieux connus ont un passé professionnel dans la formation en extension forestière.

Les cultivateurs de produits de base hivernaux cultivent beaucoup plus des produits pour leur propre consommation et pour faire des présents, réduisant ainsi les dépenses. Ils vendent leurs récoltes seulement dans des cas exceptionnels. Par exemple, les femmes transformaient le manioc en « gari » et l'utilisaient dans le troc. Les fermiers hivernaux urbains travaillent toujours à temps partiel et ont besoin d'une autre activité principale pour satisfaire leurs besoins de revenu.

Les horticulteurs peuvent donc être divisés en 3 groupes d'acteurs :

Les fermiers polyculteurs irriguant avec des pompes : ce sont des fermiers riches qui ont de grands terrains. Ce sont des présidents, secrétaires et autres personnes influentes dans les organisations de fermiers. Ils ont des contacts dans les services d'extension, reçoivent des crédits, ont une certaine influence politique et ont souvent atteint une éducation de niveau secondaire.

Les polyculteurs irriguant avec des arrosoirs : ils représentent les fermiers de classe moyenne. Ils peuvent avoir un contact avec un officier d'extension et peuvent s'organiser en groupes. A Lomé, Cotonou, Ouagadougou et Bamako, certains d'entre eux sont connectés à des projets de recherche. Ils sont illettrés ou ont fait l'école primaire (Kessler, 2001).

Les horticultrices traditionnelles : ce sont des fermières pauvres. Elles ne sont pas organisées en coopératives, associations ou groupes et ne sont généralement pas en contact avec les services d'extension (bien qu'à Ouagadougou les recherches ont été réalisées avec elles sur l'utilisation des eaux usées industrielles). Elles sont illettrées (Kessler, 2001) et utilisent des terres marginales pour leurs besoins agricoles.

LE FINANCEMENT

Généralement, les cultures hivernales de produits de base nécessitent un petit financement, venant généralement d'autres activités tels que l'emploi, le commerce, l'artisanat ou l'horticulture. Les institutions informelles de crédit fournissent la majorité des fonds pour l'horticulture. Dans ces villes où l'horticulture est interrompue à cause des pénuries d'eau (par exemple, nappe d'eau souterraine basse à la fin de la saison sèche), les fermiers ont besoin d'autres sources de financement. Plusieurs solutions ont été observées au niveau des fermes :

- ❖ la culture hivernale de produits de base (comme activité additionnelle pour les polyculteurs à Bamako et à Ouagadougou) ;
- ❖ le commerce et les travaux occasionnels (comme alternative à Ouagadougou) ;
- ❖ à Lomé, l'emploi comme arroseur dans la ferme d'un autre cultivateur qui a pu produire même pendant la saison sèche alors que beaucoup de main-d'œuvre est nécessaire pour l'irrigation (Konouvo, 1998).

RECOMMANDATIONS

Quand les organisations locales de crédit étendent le crédit aux fermiers urbains, les conditions doivent être conformes au système de culture pour éviter les dettes :

- ❖ le crédit doit être disponible pour les cultivateurs de plantes ornementales pendant la saison sèche, pour être remboursé au milieu de l'hivernage au moment où les cultivateurs vendent leurs plantes.
- ❖ pour les fermiers de subsistance comme les cultivateurs de nourriture de base, l'extension du crédit est très risquée puisqu'ils ne vendent pas toujours leur production et doivent donc rembourser à l'aide de revenus non-agricoles.

- ❖ des crédits à long et court termes aideraient les horticultrices traditionnelles au début de la saison de production de légumes pour être remboursés un à deux mois plus tard.
- ❖ les crédits aux polyculteurs au début de la saison peuvent être remboursés après un délai minimum trois mois, quand les cultures de cycle long sont récoltées et vendues.
- ❖ Les crédits pour les infrastructures d'irrigation devraient être étendus à plus long terme. Une infrastructure d'irrigation est très coûteuse et des fois le fermier a besoin d'optimiser le système de production améliorée et ne peut donc pas rembourser le prêt à temps. Si, pour quelque raison, le fermier ne parvient pas à rembourser le crédit, l'infrastructure d'irrigation peut être vendue à un autre cultivateur. Par exemple, à Lomé, quand un horticulteur abandonne son champ, l'infrastructure d'irrigation est vendue au fermier suivant, alors que le sol ne l'est pas.
- ❖ Des crédits ruraux sont principalement fournis pour financer des cultivateurs tels que les producteurs de coton, et suivent les termes saisonniers des cultures spécifiques. Pour accéder à ces crédits, les fermiers doivent être membres de la coopérative de financement de la production agricole ; donc, les horticulteurs ne peuvent pas les avoir.
- ❖ Comme la plupart des moyens et petits cultivateurs sont illettrés ou ont eu un bas niveau d'éducation, il serait préférable que l'apport de crédits soit accompagné d'une formation en gestion des crédits et en comptabilité.

Références

- Kessler, A. 2001. L'utilisation des déchets organiques compostés provenant des ménages urbains dans l'agriculture périurbaine de l'Afrique d'Ouest pour prévenir l'attaque des plantes par des maladies. Rapport annuel de la composante sociologique pour la période du 01/11/00 au 31/10/01, Projet INCO, Berlin.
- Kouvonou, M F. 1998. Le Secteur Informel et sa Contribution au Développement Socio-économique du Togo: (Le Cas des Maraîchers de la ville de Lomé). Mémoire de fin d'Etude, Université du Bénin, Faculté des Lettres et des Sciences Humaines, Département de Sociologie, Lomé, Togo

Angelika Kassler

Université Humboldt, de Berlin, Institut de Sociologie Rurale,
Département Agricole, Allemagne

Remarques :

(1) 650 F CFA = 1 euro selon le taux fixe d'échange de l'ancien Franc français.

Un Micro-Crédit pour l'activité Agricole Urbaine en Bulgarie

L'agriculture a toujours joué un rôle essentiel dans l'économie bulgare. L'activité agricole en Bulgarie qui n'a cessé de se développer au cours des douze dernières années, occupe une place au dessus des normes européennes (approchant les 26 % en 1999). Depuis 1997, le gouvernement a fait des pas de géant dans l'application des grandes réformes par rapport aux secteurs respectifs de l'agriculture et des finances, et dans l'économie en général. Quelques programmes de crédits agricoles ont bien été définis, mais les taux alloués pour le financement ne suffisent pas à compenser des crédits bancaires plutôt modestes. En effet, les banques persistent dans leur système de crédit trop conservateur en règle générale, et l'agriculture, en particulier, n'échappe pas à cette règle

Les petits fermiers urbains sont de plus en plus importants dans le secteur agricole. L'agriculture urbaine est essentiellement destinée à la subsistance, constituant ainsi une source de nourriture supplémentaire et un moyen de survie pour les couches les plus démunies de la société, de même qu'une source d'emploi pour les personnes âgées ou les membres des familles sans emploi. Les impacts sociaux de l'agriculture urbaine sont nombreux et reconnus; cependant l'on ne tient guère compte à l'agriculture non-commerciale à petite échelle dans le processus de restructuration économique nationale. Par conséquent, il n'existe pas de programmes spécifiques d'appui à l'agriculture urbaine, les petits fermiers urbains n'ayant pas accès au crédit. En fait, à cause de la faiblesse des bénéfices et des risques que cela implique, seule une infime partie de ces maraîchers ont recours à ces prêts. Puisque l'Etat ne reconnaît pas l'agriculture urbaine comme une activité économiquement viable, les banques, de leur côté, la considèrent comme une activité à risque. Selon une étude menée par la SWF sous l'égide du Programme de la SWAPUA (1), 55 % des fermiers urbains ne disposaient pas de capitaux pour les intrants, alors que 9 % seulement avaient contracté des prêts, tandis que 20 % ont, par ailleurs, formulé le désir de bénéficier des prêts. Toutefois, la plupart des prêts ont été obtenus auprès de proches parents ou d'amis, et non auprès des banques. Les fermiers commerciaux (ruraux comme péri-urbains) ont accès aux prêts bancaires, alors que les fermiers urbains non-commerciaux doivent se débrouiller par leurs propres moyens ou recourir à des crédits informels.

En plus de leurs proches et des crédits de banques commerciales, les fermiers ruraux et urbains bulgares comptent habituellement sur les programmes de prêts internationaux, comme on l'abordera brièvement dans les rubriques suivantes :

LE CREDIT SUISSE

L'Agence Suisse pour le Développement et la Coopération (SDC) et la Banque Bulgare Unie ont mis sur pied plusieurs projets liés au secteur agricole, parmi lesquels les deux suivants : le projet FAEL dont le rôle consiste à apporter des crédits aux petites et moyennes entreprises, et le projet FibL qui finance les fermiers privés (le crédit d'investissement micro-économique), ce qui constitue un apport non-négligeable dans le système de financement déjà en place. Cette assistance est destinée à convaincre les banques bulgares de l'utilité et des avantages de telles garanties pour ces fermiers qui sont capables de bien gérer ces prêts et de les rembourser à temps.

La Fondation Suisse FibL est une entreprise à petite échelle qui vise à améliorer la capacité des fermiers à demander des prêts et celle des banquiers à revoir et apprécier les demandes de prêts provenant du secteur agricole. Les mécanismes d'encouragement et de promotion

de l'implication des banques commerciales dans le financement à plus grande échelle des fermiers privés sont actuellement à l'étude. Le Crédit est orienté vers l'agriculture en général, et non vers l'agriculture urbaine de façon spécifique. Il concerne l'agriculture familiale, en particulier la main d'œuvre familiale et celle recrutée de façon saisonnière. La FibL subventionne la préparation des projets d'affaires et les demandes de prêts. La valeur maximale des prêts alloués aux fermiers va jusqu'à 12.500 dollars U.S pour une période de 3 ans. Le taux d'intérêt, relativement bas, est égal au taux d'intérêt annuel appliqué par la Banque Nationale Bulgare qui s'élève à 7 %. L'exigence des banques relative à la garantie additionnelle s'élève d'habitude à un minimum de 120-130 % de la valeur du prêt, mais peut pratiquement atteindre les 200 %. Les fermiers font usage de leurs propres moyens (constructions immobilières, machines, équipement technique) comme leur part des garanties additionnelles (jusqu'à l'équivalent de 100 %, soit 12.500 dollars US), alors que la FibL rétablit l'équilibre avec 80-100%, voire davantage si nécessaire. Au cours des trois dernières années, la FibL a apporté 25 prêts aux fermiers locaux, qui les ont entièrement remboursés.

La fondation suisse FAEL, créée en 1995, appuie le développement de petites (jusqu'à 10 employés) et moyennes (jusqu'à 50 employés) entreprises privées indépendantes dans le domaine de la transformation et des services. Les activités de la structure de la fondation FAEL se répartissent en trois départements : « L'Appui au Crédit », « La Consultance en Gestion » et « L'Appui Technologique ». Les premiers prêts aux fermiers ont connu des rallonges en 1999. Le montant du crédit s'élevait à 800.000 dollars au cours des trois premières années qui ont suivi le démarrage du projet. Pendant cette période, plusieurs consultations individuelles et cours de formation ont été apportés aux entreprises. Parmi les activités pour lesquelles les crédits ont été alloués sous l'égide de ce programme, 16 sont relatives à l'agriculture urbaine. Si l'on y ajoute le financement apporté aux fermiers privés (soit 25 prêts), 41 prêts au total ont été fournis pour appuyer l'activité agricole dans l'environnement urbain au cours des trois dernières années.

LE MICRO-CREDIT : L'APPUI DE L'USAID

Le gouvernement américain apporte également son soutien au développement d'organisations bénéficiant de micro-financement en Bulgarie. L'USTOI et Nachala sont par exemple deux des programmes d'ONG bénéficiant de l'appui de l'USAID. L'USTOI étend ses crédits à travers des structures de coopérative et appuie trois principales activités - le commerce (91 %), les services (6 %) et la production alimentaire (3 %). Pour obtenir des prêts par le biais de l'USTOI, les entrepreneurs doivent mettre sur pied un groupe de garantie composé de pas moins de 7 membres. Ces derniers garantissent mutuellement des prêts reçus de l'USTOI. Les membres de chaque groupe de garantie deviennent également membres de la coopérative de l'USTOI enregistrée dans leur région respective. Un client de première heure de l'USTOI peut formuler une demande de prêt d'un montant de 300-450 dollars US pour une période de 4 mois. Les clients éligibles pour un prêt peuvent soumettre des demandes successives avec un montant maximum plus consistant pour chaque demande supplémentaire déposée. Les prêts font tous un taux d'intérêt mensuel uniforme de 2 %.

Aucune garantie matérielle ou additionnelle n'est requise. S'il arrive qu'un membre ne s'acquitte pas de son versement à l'échéance convenue, les autres membres sont collectivement tenus pour responsables de la dette. L'USTOI encourage en particulier les femmes - entrepreneurs tenant une petite affaire familiale.

La Fondation Nachala, qui est un regroupement mondial d'institutions de micro-finance, a été créée en 1993 avec le soutien de l'OI (Opportunité Internationale). Nachala fait des prêts à titre individuel allant de 500 dollars à 1.500 dollars aux tout premiers qui viennent emprunter. Le montant maximal d'un prêt pour les emprunteurs du troisième cycle s'élève à

800 dollars. Dans des cas spécifiques, Nachala peut agréer un prêt pouvant atteindre 20.000 dollars. Le montant des prêts en moyenne était au 31 décembre 2001 de 1.990 dollars.

LES PERSPECTIVES DE FIANCEMENT DE L'AGRICULTURE URBAINE

Les résultats des programmes internationaux décrits ci-dessus sont positifs et encourageants (de nouveaux emplois ont été créés, la production d'aliments écologiques a augmenté et de petites entreprises se sont développées). Bien que l'agriculture urbaine ne soit pas une cible particulière pour bénéficier d'un soutien financier, les activités pour lesquelles des prêts ont été accordés sont en fait exercées dans les villes et ont trait à la production et à la transformation des produits agricoles. Le nombre total de prêts trouvés selon ce rapport s'élève à 341.

Les organisations financières intermédiaires jouent un rôle très important. On a besoin de plus d'institutions pour aider à la mise en place de la méthodologie de travail avec les crédits. Les organisations régionales d'agriculteurs capables de donner des garanties pour leurs membres doivent être soutenues, juste en guise d'échange d'expérience avec d'autres pays membres de l'Union Européenne.

Bien que ces programmes des donateurs soient une parfaite illustration du mode de fonctionnement du soutien international aux institutions locales concernant l'attribution de prêts de petits montants, les pauvres en sont toujours exclus, du moment qu'ils n'ont pas accès au système bancaire formel. Les fermiers sont réticents à l'idée d'hypothéquer leurs maisons, ce qui constitue la seule forme de garantie additionnelle acceptable pour les banques. La terre n'est pas acceptée comme garantie additionnelle, parce qu'un marché foncier approprié ne s'est pas encore développé. En plus de la garantie, on exige habituellement des débiteurs qu'ils aient une caution.

Il n'y a pas d'appui, au point de vue politique, en faveur de l'agriculture urbaine, laquelle ne jouit pas d'une reconnaissance officielle de la part de l'Etat qui n'en tient pas compte dans les rapports et stratégies (macro-)économiques sectoriels. Les fermiers urbains mènent une activité, par nature, non-commerciale, puisqu'ils font de l'agriculture un moyen de subsistance et d'emploi pour eux-mêmes. Ils ne vendent pas leurs produits, d'où leurs difficultés à rembourser leurs prêts, d'autant plus qu'ils n'ont pas de revenus stables. C'est également la raison pour laquelle ils éprouvent des difficultés pour obtenir des prêts commerciaux. D'autre part, ces fermiers urbains sont éligibles pour des « crédits pour consommateurs » à petite échelle que leur donnent plusieurs banques, ce qui constitue la façon la plus aisée et la plus simple d'obtenir des crédits. Pour ce faire, il leur est possible de formuler une demande sans autre garantie qu'une simple recommandation de la part des garants. Cependant, cette forme de prêt ne jouit pas d'une grande popularité à cause du taux d'intérêt trop élevé (16 %).

RECOMMANDATIONS

Il est nécessaire de mettre en place une politique d'amélioration du secteur financier. Puisqu'il n'y a pas de politique durable pour l'octroi de subventions, il serait dès lors plus indiqué de recourir à l'attribution de prêts (à petite échelle). Le rôle des organisations financières intermédiaires, qui peuvent apporter des garanties, est très important. L'amélioration et le renforcement des structures locales, à l'instar de la Mutuelle du Kasas (voir encadré), seraient également efficaces.

L'agriculture urbaine commerciale émergente a besoin d'appui politique sous forme de crédit, d'un système de coopératives rurales dans le pays, d'un marché foncier fonctionnel et de transactions commerciales et non commerciales efficaces. Il est également nécessaire de prendre des mesures supplémentaires concernant le système bancaire pour le compte des fermiers urbains, à savoir des garanties flexibles, des procédures légales, des échéances de remboursement plus longues et des taux d'intérêt moins élevés parmi de telles mesures.

Par ailleurs, il faudra une approche bureaucratique moins lourde des banques à l'endroit de leurs clients. La formation des cadres de banque aussi bien que celle des petits fermiers est essentielle dans le développement de procédures permettant un traitement des demandes déposées et une gestion des prêts fonctionnels.

NOTES

1. L'étude a été effectuée sous l'égide du projet financé de l'EC/INCO « Gestion des Sols et des Eaux dans la Production Agricole des Zones Urbaines des pays de la CEE-/NIS » (SWAPUA).

La Mutuelle du Kasas

Le soutien mutuel entre fermiers constitue l'une des voies visant à améliorer l'accès aux crédits. La Mutuelle des Employés du Kasas existait dans la plupart des sociétés et industries sous le régime communiste. Elle permettait aux employés de contracter des petits prêts à des conditions relativement abordables. Dans ce système, les membres sont responsables des règles. Ils contribuent directement de leur salaire (2,50 dollars par mois) pour la coopérative leur permettant ainsi de percevoir un taux d'intérêt de marché sur leur quote-part. La Mutuelle du Kasas fournit des prêts à ses membres allant de 157 dollars à 1000 dollars maximum, s'ils ont accumulé un bilan correspondant à une part proportionnelle au prêt de 1:3 à 1:5. Le principal avantage de l'adhésion comme membre constitue l'accès au prêt de petits montants. Ces Kasas conviendraient bien aux fermiers urbains.

REFERENCES

- Soil and Water Management in Agricultural Production in Urban Areas OF CEE-/NIS countries
- INCO: International Scientific Cooperation Projects (1998-2002)
- Yoveva, A and Mishev, P. 2001. Using urban agriculture for sustainable city planning in Bulgaria: the case of Trojan. RUAF 4 (July).
- Roussenova, L and Nenkov, D. 2000. Agricultural Finance and institutional reforms in Bulgaria.

Antoaneta Yovera
Fondation Mondiale Durable
Sofia, Bulgarie

Investissement pour la Réduction de La Pauvreté Urbaine aux Philippines

Les vingt dernières années ont vu la population de Marilao s'accroître à un taux de 9,4 % par an en moyenne, soit 4,5 fois la moyenne nationale. L'exode rural compte pour 85 % de l'accroissement de cette population dans la ville.

En 1995, le document du plan local 1996-2000 donnait le ton pour plus de modération. La politique agricole locale, faisant partie de ce plan, a mis l'accent sur l'amélioration de la productivité allant de pair avec l'accès au financement. Au moment de l'élaboration du plan, 58 % des terres agricoles municipales avaient été transformées en installations humaines, en industrie, en services, en centres commerciaux, causant ainsi la dégradation du sol, une détérioration de la qualité des eaux de surface et du smog (brouillard fumeux), pendant que le rendement de la production agricole traditionnelle a chuté de façon inquiétante. En outre, le développement tentaculaire urbain a changé la valeur du marché des terres agricoles. Les propriétaires terriens ont opté pour la vente de leur propriété, compte tenu des bénéfices, et les cultivateurs n'ont été que trop pressés de faire séance tenante des gains financiers qui auraient nécessité 63 années supplémentaires de durs labeurs dans l'agriculture.

LE PROGRAMME DE PRODUCTION DE COMPOST

De telles réalités techniques et économiques n'ont pas favorisé l'application de la politique locale de 1995 relative à l'agriculture. L'occasion de procéder à une réforme de la politique s'est présentée quand la municipalité a entamé, en 1997, la production de compost par la génération de déchets biodégradables jetés par 22.363 ménages, deux marchés publics et près de 353 petites entreprises. Des études relatives à l'utilisation du compost ont été réalisées avec les parties prenantes de la communauté, à savoir les fermiers traditionnels, les ménagères de la classe moyenne et les pauvres urbains sans-terre, ces derniers ayant besoin, plus que tous, de l'agriculture urbaine.

Une étude (sur un échantillon de 881 ménages) a révélé que près de la moitié des familles pauvres urbaines sans-terre gagne moins de 3 dollars par jour sans aucun statut d'emploi fixe ou permanent. Le revenu du pauvre urbain n'est pas loin de celui du fermier traditionnel à Marilao, à 2,10 dollars par jour. 67 % du revenu total du pauvre urbain sans terre est dépensé pour la nourriture. La réduction des dépenses alimentaires du pauvre urbain constitue le but primordial du programme de production de compost.

LE PLAN D'INVESTISSEMENT

De 1998 à 2001, la municipalité a mobilisé les ressources humaines, en y mettant le temps et les moyens logistiques nécessaires pour la collecte de matières premières (déchets biodégradables), la transformation et l'utilisation du compost pour la production agricole. Les investissements municipaux dans la production de compost comprennent les terres, les constructions, les machines, les campagnes d'éducation et un véhicule de ramassage d'ordures.

Les légumes sont cultivés dans de légers pots en plastique. Ces pots ne sont pas chers et sont faciles à déplacer. Ils peuvent même être superposés en forme de terrasses, en marcottes ou en cercles pour une utilisation optimale de l'espace. On peut cultiver des légumes verts feuillus sur un cycle de 6 à 8 fois l'année. D'autres légumes, tels que la tomate et le piment vert, ont une valeur nutritive, tandis que les légumes à tige grimpante ont un cycle fructifère plus long et occupent plus d'espace, et sont plantés par conséquent sur les toits pour atténuer les émissions de chaleur. Des conseils et de la formation sont surtout fournis sur le choix des cultures, sur la technologie nécessaire à l'agriculture basée sur le compost, ainsi que sur le programme d'épargne. Chaque famille pauvre est capable de

produire une culture alimentaire à domicile. Le rapport coûts/bénéfices de la production de cultures alimentaires à domicile est présenté au Tableau 1.

La fuite de la Pauvreté des Zones Rurales vers les Zones Urbaines

Mme Adelfa Co est une femme pauvre urbaine sans terre qui gagnait en moyenne 2 dollars par jour (soit 100P) grâce à son travail de couturière. Sans emploi permanent, elle a vu ses heures de travail à court terme diminuées au cours des cinq dernières années. Elle s'est installée de façon informelle à côté d'une voie ferrée abandonnée depuis 15 ans, en compagnie de son frère, sa mère et ses deux enfants dans une habitation de 30 m² de surface. Elle a appris du programme d'agriculture urbaine de Marilao en participant à l'atelier sur la réduction de la pauvreté urbaine. C'est là qu'elle a vu le modèle sur la production de légumes à base de compost et a immédiatement reconnu la possibilité de faire face à la pénurie chronique de nourriture sévissant chez elle. Elle adhéra au programme d'épargne et de prêt de l'association locale des pauvres urbains. Tous les jours, Adelfa mettait de côté un peso (2 cents américains), et au bout de quatre semaines elle reçut une terre compostée, des semences et des pots en plastique. Deux mois plus tard, elle commença à récolter des légumes pour sa famille. A présent, elle envisage d'agrandir sa production de légumes en pots cultivés sur le toit, ce qui lui permet, non seulement d'augmenter son approvisionnement en nourriture pour la famille, mais aussi d'écouler le surplus au marché local.

Le coût de la main-d'œuvre n'est pas pris en compte puisqu'elle est entièrement constituée par la famille. Pour que la production de légumes ait un caractère durable sur le plan financier, il faudra un recouvrement du coût mensuel des opérations. Un plan d'épargne mandataire individuelle de 0,02 dollar par jour (soit 2 cents) ou de 0,30 dollar par mois a été mis en œuvre. Le montant de l'épargne mandataire journalière équivaut à 9,26 % du revenu journalier du pauvre urbain sans terre qui est de 3,24 dollars en moyenne. L'on s'est rendu compte du niveau de l'épargne mandataire en se fiant aux résultats de l'enquête.

Afin de démarrer la mise en œuvre de la production de légumes cultivés dans les pots à domicile, à base de compost et du plan d'épargne mandataire (ensemble), la municipalité a attribué un financement destiné à l'achat initial des pots en plastique et des semences, et aux systèmes d'organisation et de gestion. Les contraintes liées à l'accès limité à la terre et le coût des intrants ont été réglées ensemble de façon appropriée.

RESULTATS ET PERFORMANCE

La production de légumes cultivés dans des pots à domicile à base de compost a non seulement permis d'atténuer les dépenses des pauvres urbains sans terre, mais aussi de satisfaire la demande en aliments sains, frais et nutritifs. En outre, le plan d'épargne appliqué pour la communauté pauvre urbaine a été lancé pour lutter contre une mentalité d'assistés. L'investissement dans la production de compost a permis l'utilisation du bouillon de culture, important pour un sol stable, dans l'agriculture urbaine. La récupération des flots de déchets biodégradables a permis le recyclage de matières et la diminution d'émissions de méthane, ainsi que la diminution de l'espace requis pour le dépôt final des déchets municipaux.

Le système de gestion sur site du programme d'épargne installé a pris en considération la possession des comptes individuels (livrets de dépôt personnels), la maintenance de la propreté sur les sites, la tenue transparente et rigoureuse des registres et des comptes, des audits inopinés chez les pairs (en l'occurrence les organisations locales et celles provenant des associations des pauvres urbains venant d'autres villes). Il n'a fallu qu'un mois de formation suivi de deux mois d'opérations pour que près de 10 % des pauvres urbains sans terre ne disposent de livrets de dépôts.

Tableau 1 : Analyse du rapport Coût / Bénéfice de la production de légumes cultivés en pots à domicile et à base de compost.

Particulier	Base de calcul	Montant (en dollars)
Bénéfices		
Valeur monétaire de la production de légumes (560 pots @ 0,15 kg/pot @0,2 dollars/Kg/45 jours)	0,237 dollars/jour@30 jours	11,20/mois
Coûts de production		
Semences		0,02/mois
Frais en eau, pour l'entretien du puits artésien		0,05/mois
Frais de dépréciation		0,17/mois
Coût total de production		0,24/mois
Plan d'épargne journalière ou hebdomadaire bénéficiaire pour mener la production		
Epargne journalière ou hebdomadaire	0,02 dollars/jour ou 0,14/semaine	0,30/mois

Sources : Bureau Municipal chargé des Affaires des Pauvres Urbains

REPLICABILITE

Etant donné qu'il y a 2.500 familles urbaines pauvres sans terre, le nombre potentiel de pots utilisés pour l'agriculture urbaine va s'élever à 2,8 millions, nécessitant à peu près 5.600 tonnes de compost. Une telle quantité de compost pourra être fournie en quatre ans, vu la capacité de production existante. Ensuite, l'excédent de compost produit sera utilisé pour le réapprovisionnement. En se basant sur les études d'application, l'on se rend compte que le volume de production potentielle s'avère plus que suffisant pour satisfaire la consommation estimée de la population de Marilao, alors que le surplus peut desservir les marchés de Manille Métro (à seulement 5 Km de la frontière).

Il est important de noter que la consommation moyenne de 30 grammes per capita de légumes feuillus verts aux Philippines a atteint son plus bas niveau ces dernières années. Le programme de l'agriculture urbaine de Marilao doit poursuivre la promotion de l'utilisation des toits chez les pauvres urbains sans terre. L'investissement dans les activités de promotion a été pris en compte dans l'élaboration du prochain plan quinquennal de développement (2003-2008) pour l'investissement municipal.

LECONS RETENUES ET RECOMMANDATIONS

L'investissement dans l'agriculture urbaine à Marilao constitue l'une des stratégies visant à augmenter les revenus ménagers et à améliorer la sécurité alimentaire des pauvres urbains sans terre. Comme toute activité économique, l'investissement de Marilao a pris en compte les facteurs liés au rapport coûts/bénéfices sur un double plan individuel et organisationnel. Parmi les parties prenantes, l'on compte les cultivateurs, les propriétaires de maison de la classe moyenne et les pauvres urbains sans terre.

L'investissement en technologie a évolué par rapport aux initiatives locales, suite aux défis locaux - réglant le problème naissant des déchets solides grâce à une récupération optimale de matières et un investissement minimal dans le traitement final des ordures. Le procédé a pris en compte la participation des familles de la classe moyenne avec la séparation des ordures qu'elles génèrent. L'investissement dans l'éducation de ces familles relative à la gestion de véritables déchets solides a pris en compte la technologie des types d'activités et de logistiques de commercialisation sociale. Comme un instrument de mesure d'appui parallèle, l'investissement municipal dans le ramassage d'ordures a été mis en place. Ce ramassage a été mis en application sans frais supplémentaires pour les familles concernées. Le recouvrement des coûts n'a pas tenu compte de la vente du compost mais plutôt de son utilisation pour relever le défi de la sécurité alimentaire chez les pauvres urbains sans terre. En fin de compte, il y aura une possibilité pour exporter les légumes produits dans la zone urbaine de Manille Métro.

La restructuration de l'organisation municipale a requis l'institutionnalisation du bureau chargé des affaires des pauvres urbains. Celui-ci a pris en compte la recherche et le développement final d'une base de données, d'une orientation sur les travaux des associations, et des services d'appui relatifs à la santé, à l'éducation et à l'emploi.

Il est probable que la spécificité de ce programme ait été l'association de l'agriculture urbaine avec la création d'une réserve financière chez les cultivateurs, ce qui permettra d'assurer la durabilité de cette entreprise innovatrice dans l'approvisionnement en aliments sains, frais et nutritifs.

Une coopérative de crédit des femmes de Moncada (Philippines)

Comment, de la Municipalité la plus sale, la Municipalité de Moncada est devenue la plus propre de la région

Située à 153 km au nord de Manille, la municipalité de Moncada compte 49.607 habitants. Sur un total de 8.875 hectares de surface de terre, 64 %, soit 5.544 hectares, sont utilisés à des fins d'agriculture urbaine. La riziculture occupe 76 % des terres agricoles totales.

Vers la fin de l'année 1997, la municipalité était classée la deuxième ville la plus sale à l'occasion d'un concours régional. Elle en fit un défi et s'engagea, dès le lendemain de l'annonce des résultats du sondage, à mener un programme de gestion des déchets solides. De 1999 à 2002, la municipalité a pris la première place comme étant la plus propre de la région.

LA COOPERATIVE DE CREDIT DES FEMMES DE MONCADA

La Coopérative de Crédit des Femmes de Moncada a été fondée en 1991 par 43 femmes, avec l'objectif d'apporter une source de financement alternative et un programme d'épargne pour les familles. Disposant, à ses débuts, d'un capital d'environ 800 dollars, la coopérative s'est développée au cours des dix années suivantes pour compter actuellement à son actif quelque 900.000 dollars, avec une adhésion de 1.150 ménagères, femmes-entrepreneurs, professeurs, vendeuses au marché, employées, voire des travailleuses se trouvant hors des Philippines. La politique de féminisation à outrance des membres est fondée sur la croyance que les femmes philippines sont responsables de la gestion des économies de la maison, en s'assurant en particulier de la suffisance du budget à couvrir l'essentiel des dépenses familiales tout en épargnant de l'argent dans l'établissement bancaire local pour relever le défi de la réduction de la pauvreté.

LA GESTION DES DECHETS

Pour relever le défi de la gestion des déchets solides, la femme du maire de la municipalité, qui est la fondatrice et présidente de la Coopérative de Crédit des Femmes de Moncada, a organisé, conjointement avec bon nombre de cadres de la coopérative, une série de visites d'apprentissage et de séminaires sur les méthodes de bonne gestion des déchets solides.

La municipalité en a tiré la conclusion que la gestion des déchets solides peut permettre de générer des revenus. Au même moment, la présidente de la coopérative avait été élue maire de Moncada en 1998 et la première mesure prise a été la signature d'un accord entre la Municipalité de Moncada et la Coopérative de Crédit des Femmes de Moncada pour un Projet de Gestion et de Recyclage Zéro-Déchet. L'accord s'est assigné les tâches suivantes:

- La réduction des déchets solides dans les marchés publics et leurs alentours ;
- La récupération des ordures par le recyclage des matières plastiques, en aluminium, des papiers, des cartons et des bouteilles ;
- L'apport d'opportunités d'affaires, en particulier l'achat et la vente d'objets recyclables ; et
- La transformation de déchets biodégradables en engrais organique mélangé avec du fumier animal et d'autres matières utiles tirées des ordures.

La municipalité et la coopérative de crédit des femmes ont fait ensemble des résultats financiers relativement stables, investissant respectivement 57 % et 43 %, soit au total 119.152 dollars au cours des quatre dernières années d'opération.

La municipalité est allée plus loin en organisant une campagne d'éducation pour la gestion adéquate des déchets solides dans les marchés publics et les zones urbaines. Cette campagne a bénéficié de l'appui d'un système de ramassage avec quatre véhicules supplémentaires, fruit de l'investissement de la municipalité.

LE PROGRAMME DE PRODUCTION DE COMPOST

Les vendeurs des marchés publics ont été les premiers à réagir en séparant les matières recyclables des déchets biodégradables. C'est ainsi qu'il a fallu mettre sur pied une unité de production de compost au début de l'année 1999.

La production de compost a démarré dans le courant de l'année 1999, le compost se vendant aux membres de la coopérative et aux autres contribuables sur la base d'un système de stimulation d'une ordonnance locale (un sac de compost, 2,70 dollars le sac, pour chaque 30 dollars d'impôt foncier). Les utilisateurs du compost ont connu une hausse de 16 % par année en moyenne dans leur rendement et une baisse de 8 % dans leurs dépenses compte tenu des épargnes réalisées à partir de l'utilisation réduite des engrais chimiques.

La municipalité et la coopérative de crédit des femmes ont également examiné la possibilité d'amener toute la ville de Moncada à pratiquer l'agriculture organique dans les années à venir. La municipalité prendra en charge les frais d'investissement supplémentaire pour le ramassage des déchets biodégradables, pendant que la coopérative de crédit des femmes poursuivra son entreprise de commercialisation et d'opération de l'unité de production.

Jusqu'à présent, la Coopérative de Crédit des Femmes de Moncada a été la seule à survivre après plus de dix années d'existence dans la région. La présidente et la secrétaire générale de la Coopérative de Crédit des Femmes de Moncada ont toutes deux attribué leur succès à la générosité naturelle des femmes de Moncada qui ont fait preuve d'une discipline particulièrement rigoureuse dans la gestion des finances, tenant compte de certaines valeurs morales du travail qui sont la patience, le sens de l'économie et l'engagement. D'ailleurs, l'engagement de la coopérative dans la gestion des déchets solides trouve son fondement dans le rôle naturel des femmes à entretenir la propreté de leurs maisons, de même que dans l'attitude des membres en général face à l'hygiène et la salubrité. Les femmes

membres sont, en tant que telles, les meilleures « vendeuses » et négociatrices de compost auprès de leurs maris cultivateurs.

REFERENCES

- Cabanilla, Liborio S. and Paunlagui, Merlyne M (editors). 1999. Food Security in the Philippines. Institute of Strategic Planning and Policy Studies in cooperation with the University of the Philippines Center for Integrative and Development Studies, Manilla, the Philippines.
- Mayor's Office of Moncada. 2002. Ecological Solid Waste Management and Recycling Project of Moncada: A Case Study. (Unpublished).
- Personal Interviews. December 2002. with Mrs Remedios M. De Guzman, Chairperson, Ms Brenda E. Gison, General Manager, and Ms Florida A. Cajulao, Chief Accountant of the Moncada Women's Credit Cooperative; Agricultural Farmers Mr Romeo Arlantico and Mr Romulo Galzote; Municipal Agriculturist Ms Mageline Bautista, and Municipal Budget Officer Ms Emilia Quilet.

Mayor Estelita M. Aquino

Municipality of Moncada

Joseph H. Batac

Consultant; e-mail: batacjo@bulacan.ph

Comment utiliser le Compost de la ville dans l'agriculture urbaine en Inde

La transformation des déchets municipaux en compost est une exigence légale pour toutes les communautés urbaines locales d'Inde, mais les administrations centrales et l'Etat doivent toutefois la percevoir comme un bien social qui a besoin d'un soutien officiel.

Bien que la Révolution Verte indienne ait sauvé la nation de la famine, elle a laissé plus de 11,6 millions d'hectares de sols peu productifs et très peu nutritifs détériorés par l'utilisation déséquilibrée et excessive d'engrais synthétiques à défaut d'engrais organiques ou de substances micro nutritives (1). Le compost de ville peut combler ce besoin et résoudre à la fois les problèmes liés à la stérilité des terres et au manque de nutritifs organiques, estimés à 6 millions de tonnes par an. Les 35 plus grandes villes d'Inde peuvent à elle seules apporter 5,7 millions de tonnes de fumier organique par an si leurs déchets biodégradables sont transformés en compost et retournés à la terre.

La structure chargée de la Gestion Intégrée des Substances Nutritives des Plantes (GISNP) peut générer des économies nationales considérables tout en nettoyant les zones urbaines de l'Inde, grâce à l'utilisation du compost de ville mélangé avec les engrais synthétiques. Il n'existe presque pas d'autre programme national pouvant apporter des bénéfices aussi énormes à la fois aux secteurs urbain et rural.

Des études à long terme effectuées sur l'agriculture sur la terre ferme (20 ans, 1983-1997(2), démontrent que les parcelles utilisant du fumier des cours de ferme (FCF) en même temps que l'engrais synthétique donnent des rendements 2,5 fois supérieurs aux parcelles de contrôle, en maintenant ou améliorant ces mêmes rendements 2,55 fois sur le long terme. Le compost de ville contient l'ensemble des 17 substances micro nutritives requises, venant des déchets alimentaires biodégradables et peut contrecarrer la réduction des substances nutritives dans les sols indiens. L'application du compost et des engrais synthétiques mélangés rend les cultures plus résistantes à la peste en renforçant leur mode d'enracinement ; elle permet également de contrôler les pertes de substances nutritives et la pollution des eaux du sol par le nitrate. Le fumier organique joue un rôle capital dans le maintien d'une biologie favorable des sols et d'un environnement physique optimal (3). Le compost de ville peut également permettre de restaurer la fertilité des sols salins et alcalins.

L'APPUI MUNICIPAL FAIT DEFAUT

Le Règlement sur les Déchets Solides Municipaux de 2000 (Règlement DSM(4), exige que « les déchets biodégradables soient transformés en compost, vermi-compost, par la digestion anaérobie ou par n'importe quelle autre transformation biologique appropriée pour la stabilisation des déchets ». Le délai de rigueur arrêté pour la mise en place d'unités de traitement et de transformation des ordures est le 31 décembre 2003 ou plus tôt.

La production et la vente de compost ne sont pas les fonctions premières des administrations municipales, mais il est nécessaire de les privatiser pour obtenir une efficacité et un soin optima. Bon nombre d'entrepreneurs s'y intéressent déjà et pas mal d'usines de production de compost sont en place, la plupart installées sur un terrain public donné à un coût nominal. Ces sociétés entendent bien patienter 5 à 7 ans pour le remboursement de leurs investissements, mais elles font face à d'énormes difficultés liées à la production de compost à partir des déchets non triés ainsi qu'à la commercialisation et la distribution de leurs produits. Le gouvernement se montre indifférent face aux problèmes de

ces producteurs de compost (i.e. un manque de moyens de fonctionnement dû à la forte demande saisonnière) et face aux besoins des cultivateurs (i.e accès facile et à temps au compost et à un prix abordable).

FORTE DEMANDE DES CULTIVATEURS

En Inde, les cultivateurs utilisent les ordures ménagères dans leurs champs depuis des siècles. Aujourd'hui, le manque est tel que les convoyeurs de déchets urbains peuvent se laisser soudoyer par les cultivateurs pour décharger les immondices biodégradables non traitées (surtout les déchets de marchés) dans leurs champs. Non couverts et sans compost, ces tas d'ordures puantes attirent des rats et autres insectes porteurs de maladies, des chiens errants non seulement porteurs de la rage et rachitiques, mais aussi formant des meutes pouvant tuer les troupeaux de bétail des environs la nuit, mordre des passants et causer des accidents de la circulation le jour. Malheureusement, les cultivateurs veulent du bon compost urbain presque gratuitement, comme c'est le cas avec les déchets non traités, profitant ainsi des avantages de leur faible teneur en azote (N), en phosphore (P) et en potassium (K).

VERS UNE UTILISATION EFFICACE DU COMPOST URBAIN

Si les déchets urbains pouvaient plutôt être transformés en compost avant leur application sur les sols, les villes seraient proprement nettoyées et les champs qui les ceinturent ne recevraient plus cette mauvaise qualité d'engrais venant de l'accumulation d'ordures composées maintenant d'une couche de matières plastiques, alors que la santé et l'hygiène dans les zones périurbaines s'amélioreraient visiblement. Il est difficile d'imaginer une solution gagnante plus bénéfique. Cependant il faut d'abord que les chercheurs agricoles incluent nécessairement les normes spécifiées de production de compost urbain dans leur Bagage de Pratiques pour les produits en tous genres. Ces normes de production de compost sont en cours de finalisation aux ateliers du séminaire national d'Avril 2003. Ensuite, il faut que le compost soit disponible pour les cultivateurs, permettant des ensilages décentralisés près de leurs points d'utilisation pendant les périodes de fortes demandes, par exemple. Les producteurs et les distributeurs d'engrais sont les mieux placés pour comprendre les besoins des fermiers et leur trouver des solutions, y compris la GISNP.

LE FINANCEMENT DE LA PRODUCTION DE COMPOST

L'Association chargée des Engrais de l'Inde (AEI, le principal groupe de pression pour les engrais synthétiques, manifeste un intérêt tout particulier pour la protection des subventions consistantes dont bénéficient les producteurs d'engrais (142.500 millions de roupies, soit 3 milliards de dollars US par année) pour leurs engrais chimiques, subventions, faut-il le souligner, dont ne bénéficient pas les fermiers. Cette situation suscite de plus en plus un débat national. Il ne suffit que de 12 % de cette subvention annuelle pour payer les frais qui pèsent encore sur les unités de production de compost urbain réparties dans les 400 plus grandes villes de l'Inde (dont les villes aux populations supérieures à 100.000 habitants), ce qui leur permettrait de produire 5,7 millions de tonnes d'engrais organiques pour le conditionnement des sols. Cela permettrait également à la GISNP d'atténuer la charge des échanges extérieures qui grève le budget de l'Inde, du fait des importations en grandes quantités de P et de K. De plus, le gouvernement indien dépense 43,19 millions de roupies, rien que pour les concessions de P et de K.

Le fait de mettre l'accent sur l'utilisation par la GISNP du compost urbain, qu'il est possible de produire sur l'ensemble du territoire, peut constituer une stratégie qui pourrait être couronnée de succès pourvu que les différents ministères d'efforcent de s'y focaliser. Cependant malgré l'initiative du Ministère de l'Agriculture de rebaptiser sa Division des Engrais en « Division chargée de la Gestion Intégrée des Substances Nutritives » depuis un an, il n'y a pas eu un seul changement d'ordre politique. Il a été proposé un Groupe de Travail comprenant les Ministères de l'Agriculture et des Engrais qui pourra bientôt élaborer un Plan d'Action pour la GISNP.

L'IGNORANCE DES AVANTAGES

Les avantages économiques réels de l'utilisation du compost, à l'instar de la qualité améliorée des sols, la rétention des eaux, l'activité biologique, la teneur en substances micro nutritives et une meilleure résistance des cultures face à la peste, sont autant d'éléments ignorés par les décideurs politiques et les producteurs d'engrais. Ces derniers ne se rendent toujours pas compte du fait que la prévention de la réduction des sols et la réclamation des sols en état de dégradation augmenteraient en fait l'importance du marché et, par conséquent, leur part du marché, qui est actuellement sous la menace de la mondialisation et des prix pratiqués au niveau mondial moins chers que les leurs. Puisque la plupart des grandes usines de production d'engrais appartiennent à l'Etat, la volonté politique du gouvernement de fermer les entreprises publiques qui roulent à perte et de se désengager de celles qui sont rentables constitue une menace supplémentaire.

LA PRODUCTION ET LA COMMERCIALISATION PARTAGEE DU COMPOST URBAIN

Pour une meilleure option de l'industrie des engrais, les unités de traitement de compost nationales doivent appartenir aux sociétés productrices d'engrais. Cela aurait également été de loin plus facile pour le gouvernement, au plan administratif, de gérer sa politique actuelle des subventions plutôt que de lui trouver une autre orientation.

Les unités de traitement de compost déjà en place qui s'érigeraient en divisions de production de compost, signant des contrats d'opération au besoin, seraient de loin plus rentables que les unités de traitement de compost faisant cavalier seul, parce que les usines de production d'engrais disposent d'importantes ressources humaines et d'une expertise technique interne leur permettant de mettre sur pied de telles unités de traitement de compost en un temps record. Elles pourraient aussi utiliser ces unités comme couverture face aux impôts, en réclamant une dépréciation de 100 % sur le coût des unités de traitement pour la réduction de la pollution urbaine, de même que des profits exonérés à 100 % sur la vente de compost. En outre, elles pourraient réclamer plusieurs subventions de l'Etat qui sont à présent disponibles pour la mise en valeur des sols.

La commercialisation partagée du compost avec de l'urée pourrait constituer un investissement à long terme avec des coûts additionnels négligeables puisque l'ensemble des sociétés productrices d'engrais dispose déjà d'un excellent réseau de vente et de distribution dans tout le pays, en plus de leur accès aux installations de stockage du gouvernement qui sont refusées aux entrepreneurs producteurs de compost.

PROPOSITIONS D'INITIATIVES POLITIQUES

Ce qui est d'emblée requis, c'est un programme élargi d'essais sur le terrain aussi bien par des instituts comme le Conseil Indien de la Recherche Agricole que par les sociétés productrices d'engrais pour l'établissement des associations de compost urbain et des engrais chimiques pour toutes sortes de cultures et de sols.

Les Centres Nationaux de Développement d'Engrais Biologiques doivent être convertis en Instituts d'Agriculture Organique, qui devraient servir à promouvoir la GISNP et l'utilisation associée d'intrants minéraux et organiques.

Il est également absolument nécessaire de développer les normes acceptées de production de compost urbain ; pas seulement la limite tolérée concernant les métaux lourds telle que spécifiée dans la Réglementation des Déchets Municipaux Solides, mais aussi des aspects telles que l'absence de germes de mauvaises herbes et d'agents pathogènes, une germination réussie, la maîtrise de l'eau, la capacité, etc. Il faut également une telle certification pour contrecarrer les rumeurs que fait circuler le lobby qui est contre la production de compost.

Il faut aussi que l'Etat et l'administration centrale mènent une politique d'achat active. La politique de l'Etat devrait exiger de toutes les villes dont les déchets sont transformés en compost qu'elles rachètent au moins 30 % du compost produit destiné à être utilisé dans leurs parcs et jardins ou destiné à la mise en valeur et au développement de leurs terres, aux endiguements, aux plantations et aux pépinières.

Les unités de traitement de compost ayant besoin d'un fonds de fonctionnement de la part des banques à cause de la forte demande saisonnière et du coût élevé des stocks de maintenance, ne reçoivent pas de prêts pour faire face à ces stocks. On leur demande plutôt d'hypothéquer leurs maisons ou d'autres propriétés qui valent 10 à 20 fois plus que les prêts sollicités, en guise de garantie. Cette politique doit changer.

Le financement de l'agriculture devrait être facilité par le gouvernement en achetant du compost en gros avant de le redistribuer aux fermiers en début de saison ; puis en déduisant le coût au moment d'acheter auprès d'eux des produits tels que le tabac, le coton, les plantes légumineuses, la sériciculture, les cultures de plantation et bien davantage. L'appui à l'utilisation du compost devrait se faire avec les mêmes subventions de transport et les mêmes installations de stockage disponibles pour l'urée et les engrais synthétiques, si toutefois la GISNP est appelée à être viable.

Il faut qu'il y ait également un champ de jeu équitable pour les différentes options de transformation de Déchets En Energie (DEE) comme alternative à la production de compost de la part du Ministère des Sources Energétiques Non-Conventionnelles, en dépit de l'échec de toute une kyrielle d'usines de transformation et de promesses non tenues, de même que plusieurs programmes élaborés de façon malhonnête, attirés par ses subventions substantielles. L'énorme pression exercée à la fois par les firmes étrangères et les agences d'aide internationale pour la promotion et la relance des technologies de DEE qui sont progressivement éliminées à l'étranger, constitue une sérieuse entrave à la prise de décision rapide par les villes en faveur d'une option statutaire et plus viable de la production de compost.

Enfin, il faut que les décideurs perçoivent la production de compost non pas seulement comme une des nombreuses options de transformation et d'enlèvement des déchets urbains, mais comme un impératif absolu pour le recyclage des substances nutritives et l'amélioration des sols dans une économie largement agricole.

NOTES

- 1) Institut de Recherche Energétique de Tata (IRET) Reculer pour mieux sauter : L'Inde Verte 2047, p ; 285.
- 2) Université des Sciences Agricoles (USA), Bangalore : Projet de Recherche Coordonnée dans toute l'Inde sur l'Agriculture en terre ferme, cité dans le Magazine Terre-à-Terre du 15 novembre 2001.
- 3) Info-Engrais de l'AEI, avril 1997, p. 66
- 4) Déchets Solides Municipaux (Gestion et Traitement) Arrêt de la Réglementation 2000 du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières (MERF) du Gouvernement de l'Inde le 25-09.2000.

Almitra H Patel
Bangalore 560077, India
e-mail: almitrapatel@rediffmail.com

Services Financiers Formels et Informels

La croissance et le développement de l'agriculture urbaine comme réponse à la pauvreté urbaine et à la flambée des prix de denrées alimentaires sont une évidence au Nigeria. L'urbanisation et la production agricole urbaine croissante constituent un fondement économique indispensable pour les services urbains locaux (santé, éducation, extension)

Le financement agricole peut être classifié en deux catégories : le financement formel et celui informel. Les institutions financières formelles sont soumises à une législation bancaire et à d'autres règlements spécifiques régissant le secteur public comme privé et les marchés financiers. Les institutions financières informelles, quant à elles, opèrent hors du cadre légal ; elles sont déterminées par des normes et des mécanismes de contrôle d'ordre social. C'est un secteur qui est composé de prêteurs d'argent, d'amis et de parents, de groupements d'épargne informels appelés *Esusu* et *Ajo*.

LE GOUVERNEMENT NATIONAL

La Banque Centrale du Nigeria (BCN) appuie les programmes agricoles depuis sa création il y a quarante-deux ans. Elle est la pointe du système bancaire nigérian. Pour amener les Banques Commerciales, de Développement et d'Affaires à davantage améliorer les modalités d'accès au crédit à tous ceux qui interviennent dans les sous-secteurs de l'agriculture et à minimiser les risques inhérents aux prêts destinés au secteur agricole, le gouvernement fédéral nigérian, en coopération avec la BCN, a mis en place le Fonds de Système de Garantie du Crédit Agricole (FSGCA) par le Décret n° 20 du 1977. Le capital du FSGCA a augmenté ; il a été revu à la hausse en 1999 pour augmenter le crédit et l'appui à l'agriculture urbaine (augmentations des prêts sans garantie additionnelle et des prêts destinés aux sociétés et aux coopératives).

Les banques coopératives et commerciales

La Banque agricole et Coopérative Nigériane, SARL (BACN) a été fondée par le gouvernement fédéral, en particulier pour la distribution des crédits au secteur agricole de l'économie. La BACN a fourni des efforts considérables pour le développement et la promotion de la production agricole urbaine. La banque fait des prêts avec des taux d'intérêt subventionnés. Par ailleurs, elle donne un financement en investissant directement dans le capital actions des grandes entreprises agricoles et agro-industrielles urbaines. La BACN est la plus importante institution financière du pays. La Banque de Coopérative Agricole et de Développement Rural du Nigéria (BCADRN) est née d'une fusion entre la Banque Populaire du Nigeria, la Banque Agricole et Coopérative Nigériane, et la Corporation Agricole Nigériane. La BCADRN appuie les cultivateurs et autres petits commerçants.

Les Banques Commerciales ont une longue tradition de prêt au secteur agricole de l'économie ; elles ont un réseau très large de succursales à travers tout le pays.

Les Organisations de Cultivateurs

De nombreuses organisations de cultivateurs tels que le Congrès des Cultivateurs de l'Etat, l'Amicale des Fermiers, les groupements féminins, etc. soutiennent l'agriculture urbaine. La contribution de nombreuses sociétés coopératives de fermiers dans le pays est très importante. Elles se composent sous diverses formes : par exemple, des sociétés de coopératives d'épargne et de crédit, des sociétés commerciales coopératives, des sociétés de commercialisation de produits de coopératives, des sociétés polyvalentes, etc. Les coopératives sont une sorte d'organisation d'affaires où les membres se rassemblent

volontairement sur un principe d'égalité, pour la promotion de leur propre bien-être économique.

Les ONG

Les Organisations Non-Gouvernementales contribuent actuellement de façon significative au développement des technologies innovatrices. Leurs forces résident avant tout dans la flexibilité de leurs procédures et leur grande proximité avec les groupes ciblés. En même temps, elles se concentrent sur les centres urbains et péri-urbains. Cependant, le travail de terrain et l'efficacité institutionnelle de la plupart des ONG présentent des limites puisqu'il leur est habituellement impossible de mobiliser des économies, quelles qu'elles soient ; de plus, elles reçoivent de nouveaux financements à travers les fonds de donateurs.

Les groupements d'épargne informels : Esusu et Ajo

Les groupements d'épargne informels existent partout dans le monde, seules leurs appellations diffèrent peut-être. L'*Esusu* est un fonds permettant à un groupe d'individus partageant les mêmes caractéristiques de verser en guise de cotisation une somme d'argent fixe, confiée à une personne qui fait figure de trésorier. Chaque membre peut faire usage de son argent à tour de rôle, ou faire preuve d'indulgence et de compréhension à l'égard d'un autre membre ayant un besoin urgent pour un prêt ou une avance. Ces transactions se font sans intérêt au moment du remboursement.

Quant au *Ajo*, c'est un système où l'on ne fait pas de crédit aux membres. Ceux-ci cotisent quotidiennement en versant des sommes d'argent fixes. La tâche du collecteur d'*Ajo* consiste à rappeler aux cotisants leur obligation journalière, et mettre l'argent cotisé de côté. À la fin de chaque mois, les cotisants reçoivent la totalité de leurs sommes épargnées moins le versement d'un jour.

Les amis et parents

Ce système fait partie d'un héritage culturel par lequel les nantis aident leurs parents et amis moins fortunés au moyen de prêts. Dans certains cas, les prêts ne sont pas remboursés. Les besoins financiers des fermiers urbains diffèrent de ceux de leurs homologues ruraux pour un certain nombre de raisons, dont les principales sont les suivantes : il y a dans les zones urbaines une main d'œuvre plus fournie ; un accès aux terres limité ; une infrastructure municipale ; un meilleur accès aux marchés (frais de transport et de transactions moins coûteux) ; des déchets urbains à profusion, par contre il y a une agriculture commerciale non viable (par exemple, la pollution causée par les pesticides, et des entreprises agro-industrielles souvent non viables).

RECOMMANDATIONS

Afin d'améliorer le rôle des institutions financières d'appui à l'agriculture urbaine, il faudrait éduquer les fermiers dans l'utilisation des crédits et des facilités de crédit. L'intégration de l'agriculture urbaine dans l'urbanisation est nécessaire et pourrait être facilitée par des séminaires politiques. Les organisations qui sont partie prenante devraient s'efforcer de créer les moyens de parvenir à une assistance mutuelle. Il faudrait, enfin, mobiliser les investissements et le partenariat entre le secteur public et le secteur privé pour la mise en place de marchés des fermiers, (de la décentralisation) du ramassage et du recyclage des déchets solides et des eaux usées.

Ogunbayo Olatunde Samson

Bunjoal (Agri-Vet) Company, Akure, Ondo state, Nigeria

e-mail: olatsone2003@yahoo.co.uk

Le Développement de l'Agriculture Périurbaine en Chine

Une Approche Nouvelle à Xiaotangshan, Beijing (1)

Pour un pays très peuplé ne disposant que d'une surface relativement petite de terres arables, l'agriculture a toujours occupé une place importante dans l'économie de la Chine.

Tout au long de son histoire, la Chine n'a pas toujours su assurer son approvisionnement alimentaire. L'avènement du Parti Communiste au pouvoir en 1949 n'a rien changé à la situation. Après cette date, la Chine a initié un programme sérieux de développement pour l'industrialisation afin de se mettre au niveau des autres pays. C'est ainsi que les investissements ont été concentrés dans l'économie industrielle, avec comme conséquence des pénuries en vivres si graves que plusieurs personnes sont mortes de faim au début des années 1960. Le gouvernement central chinois s'est alors rendu compte de la nécessité d'équilibrer l'industrie et l'agriculture : et le slogan « marcher sur les deux pieds » était devenu une directive populaire pour le développement régional de l'industrie et de l'agriculture en Chine dans les années 1960.

Pour promouvoir cet équilibre entre l'industrie et l'agriculture, mais également l'intégration des économies urbaine et rurale, la Chine a, pour la première fois, réorganisé l'aménagement de son espace territorial en élargissant les limites administratives de la plupart de ses villes. Par exemple, la superficie administrative totale de Beijing a été élargie de 4.822 km² en 1956 à 16.808 km² en 1958, englobant dix districts urbains et périurbains de même que huit comtés. En guise de comparaison : en 1949, la superficie totale de la ville n'était que d'environ 63 km², ne comprenant que quatre districts urbains traditionnels.

Cela a été l'impulsion du développement de l'agriculture périurbaine en Chine. Ainsi, « l'agriculture de banlieue » (terme souvent utilisé par les scientifiques chinois), essentiellement localisée dans les zones périurbaines, est entièrement orientée sur la demande urbaine : la production de légumes, de fruits, de lait, de poissons, l'élevage de bétail et l'aviculture, de même que certains produits céréaliers à la valeur ajoutée élevée tels que divers haricots. L'agriculture de banlieue utilise une main d'œuvre de façon intensive et est une activité relativement lucrative, avec un niveau de productivité élevé. Elle a absorbé plusieurs cultivateurs ruraux et permis de stabiliser et diversifier les vivres des résidents urbains en terme de quantité. Plus de 70 % de vivres autres que les aliments de base, essentiellement composés de légumes et de lait, ont été produits par la ville elle-même à cette époque-là pendant les années 1960 et 1970. L'agriculture périurbaine a joué un grand rôle dans cette pratique.

Néanmoins, l'approvisionnement en vivres est demeuré insuffisant, entraînant la dissolution de la « Commune du Peuple »⁽²⁾ et la privatisation du système de production agricole, restauré pendant les années 1980. Stimulée par ce nouveau système, qui a permis aux fermiers de prendre leurs propres décisions concernant la production agricole, la situation des vivres en Chine s'est beaucoup améliorée. Un grand nombre d'ouvriers agricoles ruraux, trop nombreux là-bas, a commencé à émigrer vers les villes à cause de leur forte productivité agricole et les petites dimensions de terres arables per capita. A partir des années 90 à peu près, les pénuries en vivres, en terme de quantité, ont cessé. Cependant, en terme de qualité, les problèmes sont demeurés.

Ces changements intervenus dans les années 80 et la fin des pénuries alimentaires ont donné une forte impulsion au processus d'urbanisation en Chine pendant les années 90.

Ceci a engendré la naissance de plusieurs nouvelles villes et beaucoup d'autres, parmi celles qui existaient déjà, en particulier les grandes villes, se sont davantage agrandies, autant en population qu'en superficie. Par conséquent, les habitants des parties rurales ont massivement émigré vers les villes en quête de meilleures conditions de vie. Ce procédé a amélioré le développement de l'agriculture périurbaine grâce, notamment, aux facteurs suivants : 1) une urbanisation croissante à l'origine d'une demande plus forte en produits agricoles diversifiés ; 2) les émigrants ruraux se substituant, pour la main-d'œuvre facile de l'agriculture périurbaine, aux fermiers qui ont commencé à travailler dans l'économie industrielle ; enfin 3) la concurrence pour les rares terres entre les différentes activités économiques rendant la production agricole périurbaine plus lucrative.

A la fin des années 90, il y a eu un tournant dans le développement de l'agriculture périurbaine en Chine. En effet, au lieu de s'intéresser à l'aspect quantitatif des vivres, les gens ont commencé à mettre la priorité sur l'aspect qualitatif. La Chine s'est mise à l'application du concept de sécurité alimentaire dans son programme de planification qu'elle considère comme une nouvelle stratégie. La sécurité alimentaire en Chine signifie un approvisionnement en vivres suffisant, durable, accessible, diversifié et riches en éléments nutritifs. L'agriculture péri-urbaine est essentielle pour la sécurité alimentaire en Chine.

Les différentes autorités municipales ont mis en œuvre des programmes visant à moderniser le secteur de l'agriculture périurbaine. Par exemple, à Beijing, de même qu'à Shanghai, le développement scientifique et technologique de l'agriculture a été mis en place, avec des parcs de démonstration. Parmi ceux-ci, il y a le parc agricole moderne de démonstration de Xiaotangshan à Beijing.

L'agro-tourisme est devenu la composante la plus dynamique de l'agriculture périurbaine en Chine pendant ces cinq dernières années, grâce au développement économique rapide du pays (augmentation des revenus familiaux, de la possession de voitures personnelles et des congés de travail dans le secteur public plus longs). En fait, l'agro-tourisme est devenu plus important que l'agriculture elle-même en terme d'emploi et de revenus dans certains parcs de Beijing (3).

LE PARC AGRICOLE MODERNE DE DEMONSTRATION DE XIAOTANGSHAN A BEIJING

La ville de Xiaotangshan (cf. carte) représentait, par le passé, la station de villégiature royale durant la dynastie des Qing, avec ses sources thermales abondantes et son paysage paradisiaque (4) ; elle est, depuis longtemps, réputée pour son agro-tourisme. En 1998, les autorités municipales de Beijing ont décidé de mettre en place un grand parc agricole périurbain moderne de démonstration autour de Xiaotangshan. D'après le plan d'ensemble détaillé, le parc va inclure la ville de Xiaotangshan, trois autres villes des environs, de même que 45 villages, couvrant une superficie de 112 km² avec une population de plus de 40.000 habitants.

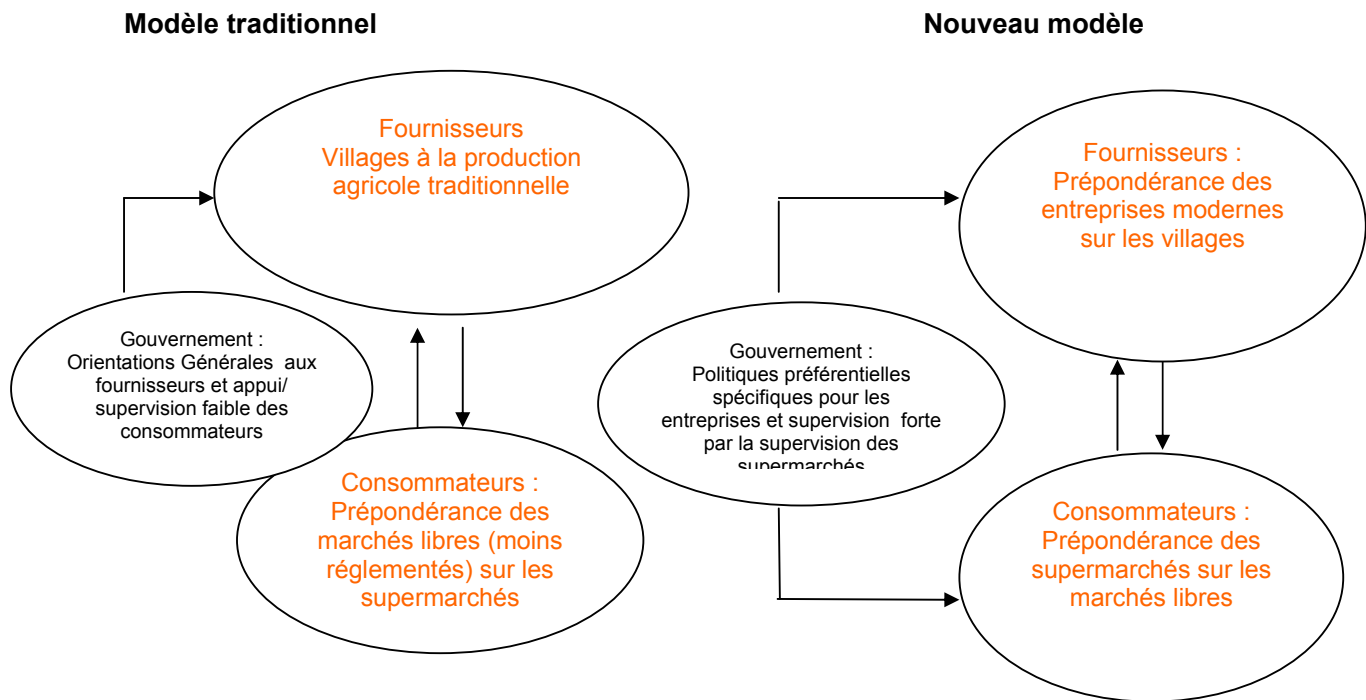


Figure 1 : Comparaison de deux approches de l'agriculture péri-urbaine

Entamée en 1998, une série de projets d'infrastructures a été mise en place. A partir de 2001, la phase initiale de construction a été achevée et le parc a été ouvert au public. Pour apporter un service amélioré au marché urbain, le parc a été, par la suite, subdivisé en huit zones, chacune disposant de son propre centre d'intérêt. Les huit zones sont classées comme suit :

La zone réservée à l'agriculture de précision : Dans cette zone de démonstration, tous les procédés de production tels que l'irrigation, la fertilisation, etc. sont supervisés et gérés par un centre principal muni d'un équipement technologique (GPS, GIS et RS), où l'on démontre que le rendement des produits par hectare peut s'améliorer de 18 à 30 pour cent à moindre coût.

La zone réservée à la floriculture : On y plante plusieurs fleurs populaires, mais également des fleurs de grande valeur, telles que le lis, la rose et le chrysanthème, suivant la demande dans le marché. Actuellement, la capacité de production de cette zone est de 6 millions de plantes, si 'on ne tient pas compte de la plus grande pépinière horticole d'Asie.

La zone réservée aux pépinières arboricoles : Avec une superficie de 156 ha, elle est l'une des plus grandes pépinières arboricoles de Chine et d'Asie ; cette zone peut fournir jusqu'à 2 millions d'arbrisseaux par an au marché urbain, avec des espèces variées.

La zone réservée à l'aquaculture : Bénéficiant de l'appui technologique du centre national de génie de pêche de poissons d'eau douce, cette zone est réputée pour son exploitation de nouveaux produits aquatiques avec une alimentation végétale. L'esturgeon y est actuellement le principal produit.

La zone réservée à l'élevage d'agneaux : Dans cette zone d'environ 67 ha, 30 millions de RMB (l'équivalent de 3,6 millions de dollars US environ) ont été investis en infrastructures pour l'élevage de 80.000 agneaux par an. Elle constitue une composante essentielle pour la

restructuration économique locale ; toute la chaîne de service, allant de l'élevage d'agneaux à l'abattage et la charcuterie, peut être offerte dans cette zone.

La zone réservée aux semences : Pour accélérer la restructuration économique des parties rurales environnantes et donner une plus grande valeur à leurs produits agricoles, la zone réservée aux semences a été conçue pour mettre à la disposition des fermiers ruraux d'excellente qualité de semis de fleurs et de produits agricoles sélectionnés. Actuellement, les orchidées et les fraises constituent les spécialisations dominantes.

La zone réservée à la transformation de produits agricoles : Obéissant à la demande du marché urbain, les produits agricoles sont soigneusement transformés dans cette zone avant d'être envoyés vers divers supermarchés dans des emballages en gros. Ces produits sont d'habitude placés dans des rayons spéciaux, où ils coûtent plus chers que dans les supermarchés.

La zone agro-touristique et son programme : Placées autour de la station de villégiature royale chargée d'histoire, et ses belles sources thermales, diverses zones sont incluses dans le programme agro-touristique. Celui-ci offre également des hôtels et des lieux conçus pour abriter des rencontres, des ateliers de formation, mais aussi des activités de loisirs.

Le parc agricole moderne de la région de Xiaotangshan est une véritable réussite. Au cours de ces trois dernières années, il a déjà attiré quelque 51 entreprises qui ont traité leurs affaires dans les diverses zones, avec un investissement total s'élevant à 3 milliards de RMB Yuan. Ils ont été jusqu'à 100.000 individus à avoir visité le parc. On s'attend, dans les cinq prochaines années, à des investissements plus substantiels, plus de 500 millions de RMB Yuan, dans cette infrastructure. En 2008, quand les Jeux Olympiques auront lieu à Beijing, le parc sera l'un des plus grands centres de production alimentaire de légumes verts à Beijing et en Chine.

Le succès du parc démontre à quel point l'agriculture périurbaine peut jouer un grand rôle dans le développement économique urbain, non seulement en terme d'emplois et de retombées économiques, mais aussi en terme de développement écologique. La verdure de la ville apporte de l'air frais d'excellente facture tout en empêchant une plus grande agglomération ; ce qui, dans bien des cas, ne peut s'effectuer de façon effective à cause de la forte pression de l'exode rural. En fait, il ne peut y avoir de croissance urbaine adéquate en Chine, à moins que les terres périurbaines ne soient judicieusement exploitées. Le parc agricole moderne de Xiaotangshan a été désigné modèle national par le gouvernement central de Chine.

Le modèle Xiaotangshan présente des avantages sur la pratique traditionnelle de l'agriculture périurbaine. Au lieu d'être intégrée de façon active dans le régime urbain, cette nouvelle approche associe d'une manière active le système rural et le système urbain, les autorités et les entreprises y jouant un rôle essentiel. Elle améliore donc sa fonction et sa productivité, ainsi que ses relations entre le monde urbain et rural. La réussite du parc trouve son fondement dans les éléments suivants.

Premièrement, une forte impulsion doublée d'une promotion de la part du gouvernement, à tous les niveaux confondus, est un préalable et une nécessité, en particulier dans la phase initiale au moment où l'on a besoin d'investissements pour le démarrage des activités et des politiques préférentielles. Par exemple, dans le parc, toutes les entreprises de technologie de pointe jouissent d'une exonération de taxe pendant leur phase initiale d'opération et de réduction de taxe pendant quelques années encore (comme c'est le cas avec d'autres entreprises dans les zones de développement de technologie de pointe de la Chine).

Deuxièmement, l'implication active des entreprises détermine le succès de cette pratique. Comme maillons essentiels du système, ces entreprises font figure de plates-formes entre

les fournisseurs et les consommateurs, apportant des services à la fois aux villageois et aux citadins. Avec l'avantage de l'utilisation complète et intensive des ressources de la terre, et des contrôles effectifs de qualité dans ses modes de production, les retombées économiques de l'agriculture périurbaine moderne peuvent être 30 à 50 fois supérieures qu'auparavant.

Troisièmement, la participation et l'appui des fermiers locaux constituent des exigences essentielles pour un développement facile. Ces fermiers locaux apportent non seulement la main d'œuvre, mais aussi l'autorisation de l'affermage puisqu'ils ont une possession collective de la terre.

CONCLUSIONS

L'agriculture continuera de faire l'objet d'une attention particulière en Chine où la population très nombreuse et la rareté relative des terres arables demeurent une grosse menace qui plane sur la sécurité nationale. Le souci toujours plus grand d'assurer la sécurité alimentaire au cours de ces dernières années promu le développement de l'agriculture périurbaine moderne.

L'élargissement des limites administratives des villes renforce l'intégration des économies urbaine et rurale, tout en donnant à l'agriculture périurbaine plus de place pour le développement. En fin de compte, l'agriculture périurbaine fera partie de l'économie urbaine à mesure que la ville s'agrandira et se développera davantage.

L'agriculture périurbaine a de multiples fonctions. La vitesse de l'augmentation de la demande en produits « verts » fait de l'agriculture périurbaine moderne une activité particulièrement rentable. L'agro-tourisme devient toujours plus important dans le monde urbain puisqu'il enrichit davantage les familles urbaines, leur procure plus de temps de loisirs tout en les rendant plus soucieuses de leur environnement.

Le développement du parc agricole moderne de Xiaotangshan démontre que l'appui gouvernemental, l'implication prépondérante des entreprises, de même que la participation active des fermiers locaux constituent une nouvelle approche réussie du développement agricole périurbain. C'est un moyen efficace de régler les deux grands problèmes que sont l'intégration économique rurale-urbaine et le développement régional des villes de façon durable dans l'immédiat.

REFERENCES

- Sit, VFS and Jianming, CAI. 1998 Theories and Hypotheses on China's Urbanisation by Non-PRC Scholars (in Chinese), Geographical Research 17(2):
- He Dongsheng, Liu Junping. 2001. Theories and Practices of Agro-tourism (in Chinese). China Agriculture Science and Technology Press, Beijing.
- Xiaotangshan Modern Agriculture Science Park Commission, www.xiaotangshan.org

NOTES

1. L'auteur voudrait adresser ses sincères remerciements à l'Académie Chinoise des Sciences pour son accord pour la recherche sur le Développement Périurbain en Chine (Accord n° KZCX2-SW-318-02), de même que le programme du CDAUF pour ses activités en Chine.
2. La « Commune du Peuple » a été la principale organisation gouvernementale dans le monde rural chinois de 1958 à 1984 composée, en principe, de plusieurs villages, elle était chargée d'exploiter les biens possédés par la collectivité, y compris les terres et autres capitaux immobiliers. La principale idée de la Commune du Peuple a été la création d'une société égalitaire, où les biens appartenaient au peuple, et les bénéfices étaient distribués aux populations de façon plus ou moins équitable. Toutefois, cette pratique s'est avérée moins efficace en terme de productivité. Le slogan « Manger dans

une grande marmite » a eu raison de l'esprit d'initiative du peuple pour son propre compte.

3. Sur le plan historique, nous avons connu l'économie basée sur l'agriculture, l'économie basée sur l'industrie et l'économie basée sur le rapport services/ informations. Nous entrons maintenant dans la phase de l'économie d'expérience, où les gens aimeraient participer à plusieurs activités, ou alors les vivre, par divertissement plutôt que comme mode de vie. Participer à l'agriculture périurbaine sera une bonne option ou pourrait être une tendance à l'avenir puisque les gens font montre d'une plus grande affinité envers la nature.
4. Dans la culture traditionnelle chinoise, la Palais Royal, demeure de l'empereur, le fils du ciel, (telle que la Cité Interdite de Beijing) était d'habitude considéré comme la tête du dragon, alors que sa direction vers le nord était considérée comme un lieu béni puisqu'il était aligné sur l'épine dorsale du dragon. Xiaotangshan est précisément située au nord de la Cité Interdite à une distance de moins de 30 km.

Cai Jianming

Institute of Geographical Sciences and Natural Resource Research (IGSNRR)

e-mail: caijm@igsnr.ac.cn / caijianmingiog@263.net

Ouvrages

DOCUMENTATION SUPPLEMENTAIRE

INSTITUTIONS FINANCIERES DE GROUPEMENTS POUR LES PAUVRES RURAUX AU BANGLADESH : UNE ANALYSE AU NIVEAU INSTITUTIONNEL (ET FAMILIAL) [GROUP-BASED FINANCIAL INSTITUTIONS FOR THE RURAL POOR IN BANGLADESH: AN INSTITUTIONAL- AND HOUSEHOLDLEVEL ANALYSIS]

Par Zeller M, M. Sharma, AU Ahmed, S. Rachid. 2001 Rapport de Recherche 120 Institut International de Recherche pour la Politique Alimentaire, Washington, D.C. Transféré de : www.ifpri.org/pubs/abstract/abstr120.htm#download <<http://www.ifpri.org/pubs/abstract/abstr120.htm#download>>.

Confrontées au manque d'intérêt manifesté par le secteur privé et celui gouvernemental à leur endroit, d'une part, et au besoin de trouver l'appui financier nécessaire aux pauvres et aux petits entrepreneurs d'autre part, les ONG ont été le fer de lance d'un mouvement mondial de prestations de services abordables aux pauvres. L'IIRPA donne des leçons à partir de l'expérience bangladaise mise à la disposition du monde entier. En 1988, l'IIRPA a publié un rapport de recherche qui a étudié l'approche de la Banque Grameen relative à l'octroi de crédits et ses répercussions sur les moyens de survie de ses clients. D'autres modèles d'octroi de crédits et d'épargne sont apparus depuis lors. Ce rapport de recherche examine trois institutions qui représentent trois approches distinctes relatives à la prestation de services en faveur de familles organisées en petits groupements. Les auteurs font un reportage au sujet de trois problèmes principaux. Le même auteur doit bientôt publier un document sur le thème, Les Modèles des Institutions Financières Rurales, à travers le site suivant : www.basis.wisc.edu/rfc/themes/models.htm

IMPLICATIONS DE LA POLITIQUE URBAINE POUR LA SECURITE ALIMENTAIRE DANS LES VILLES AFRICAINES [URBAN POLICY IMPLICATIONS FOR FOOD SECURITY IN AFRICAN CITIES]

Nations-Unies -Habitat. 2002. Rapport de l'atelier (sous le même titre) tenu à Nairobi, au Kenya, du 27 au 31 Mai 2002, organisé par les Nations Unies - Habitat en partenariat avec la FAO, le CRDI et le SIUPA.

Ce rapport présente une vue d'ensemble des discussions menées sur la sécurité alimentaire urbaine et les divers stratégies et mécanismes permettant sa réalisation. Les principaux thèmes des ateliers ont été : Sécurité Alimentaire et Allègement de la Pauvreté, Le Régime Foncier et l'Utilisation des Terres ; et enfin, Crédit et Investissement dans l'Agriculture Urbaine.

L'AGRICULTURE A LA PERIPHERIE URBAINE [URBAN FRINGE AGRICULTURE]

L'Organisation de la Productivité Asiatique. 2002. Rapport du Séminaire de l'OPA sur l'Agriculture à la Périphérie Urbaine tenue à Tokyo, au Japon, du 17 au 24 Mai 2002 (246 pages). Pour la commande : Asian Productivity Organization, Tokyo, 102-0093, Japan, tel (81-3) 52226-3920 ; e-mail : apo@apo-tokyo.org <<mailto:apo@apo-tokyo.org>> ; URL : www.apo-tokyo.org <http://www.apo-tokyo.org>

Ce rapport contient quatre documents sur l'agriculture urbaine et périurbaine en Région Pacifique de l'Asie, et les problèmes et défis en perspective de l'agriculture en bordure urbaine ; on y trouve aussi des rapports supplémentaires sur 19 pays, le Bangladesh, la

Chine, les Iles Fidji, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, la Mongolie, le Népal, le Pakistan, les Philippines, Singapour, le Sri Lanka, la Thaïlande et le Vietnam.

LECONS TIREES DES CLIENTS : OUTILS D'EVALUATIONS DES PROFESSIONNELS DE LA MICRO-FINANCE

[LEARNING FROM CLIENTS: ASSESSMENT TOOLS FOR MICROFINANCE PRACTITIONERS]

Nelson, C et Garber, C (eds, avec des contributions de B Mk Nelly, E Edgcomb, G Gaile, K Lippold, N Horn et B Beard). 2001. Le réseau EPPE (Réseau d'Education et de Promotion des Petites Entreprises). L'International des Systèmes de Gestion, Washington, D.C. 241 pp. (disponible en anglais, en français et en espagnol). Transférer ou faire la commande à travers le site : www.microfinancegateway.org/static/1646.htm

Un procédé approfondi de consultations et d'évaluations, de réflexions et d'améliorations sur le terrain a été lancé dans ce manuel. C'est un procédé qui a été mené par une équipe compétente de professionnels de l'organisation volontaire privée (OVP) du Réseau EPPE. On y a ajouté un supplément sur les orientations de l'USAID et des chercheurs de l'AIMS ; ce procédé a vu l'engagement des professionnels de la micro-finance des ONG (dans six sites à travers le monde) comme évaluateurs, stagiaires et premiers utilisateurs. A l'issue de ce travail d'équipe sur diverses expériences et aptitudes, est sorti un document qui offre un bon nombre de progrès cruciaux dans la pratique des évaluations d'impact de milieu de gamme : des directives détaillées (rédigées par les praticiens pour eux-mêmes) pour la planification et l'application d'évaluations d'impact et pour l'analyse de toutes les données générées ; un ensemble cohérent d'outils quantitatifs et qualitatifs qui apporte des réponses aux hypothèses les plus courantes qui sous-tendent les programmes de micro-finance ; des explications claires sur les indicateurs et les mesures utilisés, accompagnées de discussions supplémentaires sur d'autres ensembles pouvant intéresser les utilisateurs individuels ; et enfin, des méthodes qui fournissent des informations sur l'impact sur les clients et sur leur satisfaction, et qui entraînent des réactions spécifiques par rapport à l'amélioration des programmes.

REPARTITION, CROISSANCE ET REALISATIONS D'INSTITUTIONS MICRO-FINANCIERE EN AFRIQUE, EN ASIE ET EN AMERIQUE LATINE

[DISTRIBUTION, GROWTH AND PERFORMANCE OF MICROFINANCE INSTITUTIONS IN AFRICA, ASIA AND LATIN AMERICA]

Lapenu, C et Zeller M. 2001. Institut International de Recherche de Politique Alimentaire (IIRPA), Washington, D.C., 34 pp. Transférer à travers le site : www.ifpri.org/divs/fcnd/dp.htm

Combien d'institutions micro-financières (IMF) existe-t-il dans le monde en développement ? Quelles sont leurs réalisations à l'heure actuelle ? En 1999, une équipe de l'IIRPA sur la micro-finance a mené une étude sur les IMF en Asie, en Afrique et en Amérique Latine afin de donner une nouvelle analyse approfondie de la répartition et des réalisations des IMF au niveau international. La base de données des IMF de 85 pays en développement montre 1500 institutions (790 institutions dans le monde en plus de 688 en Indonésie) appuyées par des organisations internationales. La base de données des IIRPA souligne la présence d'une multitude d'IMF qui, sauf dans les pays instables, est très répandue dans toutes les régions, sans exception. Les IMF sont très différentes en terme d'apport technologique et en terme de statut légal, ce qui donne des possibilités d'innovations, mais elles demeurent extrêmement concentrées. Les données sont analysées selon le type d'IMF et selon les régions géographiques. Les résultats présentés donnent une vue d'ensemble du développement actuel des IMF tout en offrant des repères permettant d'effectuer des comparaisons.

LE RENFORCEMENT DES SYSTEMES DE CONNAISSANCES ET D'INFORMATIONS DES PAUVRES URBAINS

[STRENGTHENING THE KNOWLEDGE AND INFORMATION SYSTEMS OF THE URBAN POOR]

Theo Schilderman. 2002. Groupe de Développement de technologie Intermédiaire (GDTI), Londres, 54 p ; Pour voir le document, visiter le site : www.itdg.org/html/shelter/ <[http://www.itdg.org/html/shelter/> docs/kis_urban_poor_report_march2002.doc](http://www.itdg.org/html/shelter/>docs/kis_urban_poor_report_march2002.doc)

LE GUIDE DE LA BONNE BOITE ALIMENTAIRE COMMENT DEMARRER UN PROGRAMME DANS VOTRE COMMUNAUTE

[THE GOOD FOOD BOX GUIDE: HOW TO START A PROGRAM IN YOUR COMMUNITY]

*Scharf , Kathryn et Morgan, Mary Lou. FoodShare, Toronto. Prix : 25 dollars canadiens
Pour la commande, taper : www.foodshare.net/learn.htm#pub3
<http://www.foodshare.net/learn.htm#pub3>*

Ce manuel a été publié à l'intention de personnes qui pensent démarrer un programme dans leur propre communauté. Le Guide de la Bonne Boîte Alimentaire est conçu pour orienter les personnes et les organisations qui sont intéressées par le développement d'un système de distribution non lucratif de fruits et de légumes frais d'une façon qui encourage également le développement de la communauté. Des exemples sont données sur des bulletins d'informations, des brochures de promotion, des contenus de boîtes d'échantillon, le rythme de travail et les mécanismes de croissance. Un résumé d'une évaluation professionnelle exécutée au sujet de la Bonne Boîte Alimentaire y est aussi inclus pour utilisation avec des soutiens et des financements possibles.

SITES WEB

www.uncdf.org/english/microfinance/index.html

C'est le site du Fonds des Nations Unies pour le Développement des Capitaux (FNUDC). Le FNUDC appuie, à travers ses programmes de micro-finance, diverses initiatives qui facilitent l'apport de services financiers aux pauvres, à savoir des investissements dans les institutions micro-financières (IMF) et le Programme MicroStart avec les pays où le PNUD est représenté ; des bureaux de consultance technique ; un programme d'appui à l'apprentissage ; une dissémination et un développement pratiques parmi les meilleures. Une unité conjointe entre le PNUD et le FNUDC, créée en 1997 et appelée l'Unité Spéciale pour la Micro-finance (USM), est entièrement intégrée dans le FNUDC et est présentement considérée comme la principale unité technique sur tout ce qui touche à la micro-finance dans le Groupe du PNUD.

www.basis.wisc.edu/rfc/lit/longbib.html

Sur ce site du PARC (le Programme d'Appui à la Recherche Collaborée, on trouve une version annotée d'une revue des finances rurales (avec extraits). Le PARC-BASE cherche à améliorer la prospérité rurale en rendant les marchés fonctionnels pour tous. Avec l'appui de l'Agence Américaine pour le Développement International, le PARC- BASE cible des problèmes dans le monde en entreprenant et en disséminant une politique de recherche dans la collaboration.

www.microfinancegateway.org

Le Passeport pour la Micro-finance est un forum public pour l'industrie micro-financière en général qui offre aux professionnels de la micro-finance une riche panoplie de services adaptés, dont des centres de documentation sur des sujets spécifiques, une bibliothèque de recherche de documents électroniques, une base de données des consultants, un service des rubriques des emplois, et des groupes de discussion spécialisés. Les ressources du Passeport pour la Micro-finance constituent la source d'informations la plus complète sur la micro-finance sur le Net, comportant 2.500 documents on-line, plus de 500 rubriques des institutions micro-financières (IMF) et près de 200 CV de consultants.

www.fao.org/ag/ags/agism/biblio.htm

Sur ce site de la FAO, vous trouverez la bibliographie sur le Crédit Agricole et l'Epargne Rurale, Deuxième Série n° 10, qui a été préparée par le Groupe de Finances Rurales à l'AGSM, en collaboration avec le Département d'Economie Agricole de l'Université d'Etat de Ohio (UEO), aux Etats-Unis.

www.gdrc.org/icm/icm-bibliography.html

C'est une bibliothèque supplémentaire sur le micro-crédit, comportant cette fois-ci 810 articles, obtenus du centre de recherche pour le Développement mondial. On y trouve des rubriques telles que des Bulletins d'Informations sur la Micro-finance, le Système Bancaire Islamique et le Secteur Informel Urbain. La page www.gdrc.org/uem/index.html sur la Gestion de l'Environnement Urbain présente également un intérêt certain.

www.ipes.org/aguila/Novedades/agenciasfinanciadores.pdf

www.ipes.org/ProgramaGA.htm

Sur ce site, vous trouverez une vue d'ensemble des principales agences donatrices et leurs programmes relatifs à l'action sur l'environnement. Le site est en espagnol, mais il contient une riche panoplie d'informations, fournissant des noms, des adresses, des pages Web et des secteurs de financement.

www.bath.ac.uk/cds/microhome.htm et www.bath.ac.uk/cds/mirobibl.htm

L'Université de Bath (GB) présente ici plus de 200 références sur la micro-finance et les micro-entreprises.

www.puvep.com/asiaurbs.htm

C'est le site du projet de Gestion des Ressources Environnementales et de la Sécurité Alimentaire basé sur le projet du SIG. Ce projet financé par l'Aide Européenne assiste les autorités municipales de Cagayan de Oro (Philippines) dans la mise en place d'une banque de données SIG communautaire, qui lui permettra de mener à bien un plan intégré pour l'environnement et le développement durable. Il vise à promouvoir les activités agricoles dans la ville à travers la mise en place de jardins attribués. A part la recherche de solution aux problèmes de sécurité alimentaire, en particulier pour les pauvres urbains, l'objectif est de résoudre un certain nombre de problèmes liés à la gestion des ordures de la ville en transformant les déchets biodégradables en engrais organiques pour les jardiniers des lotissements.

www.bagelhole.org

Bagelhole est un projet à but non lucratif qui est né de la peur du bogue de l'an 2000 et de l'avènement de l'internet. En rassemblant et en partageant des informations rudimentaires, alternatives et viables, les organisateurs du site espèrent apporter leur aide à la formation d'une infrastructure rudimentaire, alternative et viable sur le plan mondial. Tout le monde est libre de participer. On peut lire, dans diverses rubriques (Nourriture, Eau, Logement, etc.), des sujets sur plusieurs technologies différentes.

www.earthlypursuits.com

«Earthly pursuits» ("Les recherches terrestres") s'est d'abord voulue une bibliothèque de références d'ouvrages électroniques sur tous les aspects du jardinage. Ses membres font la collection de vieux livres et magazines qu'ils numérisent et offrent sur connexion, avec de nouvelles impressions à travers la technologie d'impression-sur-demande. On y trouve également une série de huit brochures publiées par le Ministère Britannique de l'Agriculture sur sa base du temps de la Guerre à l'Hôtel du Tribunal de Berri à Lytham St. Annes, à Lancashire, en Angleterre.

www.sites.si.edu/education/search_pubs.asp?main=1&sub=3

Cet ouvrage explore l'histoire des jardinages de légumes, des chinampas des Aztèques aux jardins d'arrière-cours des Américains aujourd'hui. Illustré avec plus d'une centaine d'images historiques et contemporaines, l'ouvrage fournit une discussion fascinante et pleine d'humour de la façon dont les légumes et les jardins de légumes ont été perçus à travers le temps par les différentes cultures.

<http://www.gardenvisit.com/got/>

Ce site donne une vue d'ensemble assez riche du jardinage à travers les siècles, de l'Egypte ancienne à la société moderne, mais également des rapports avec les sociétés de jardinage, des références, etc...

<http://www.microcreditsummit.org/>

La 5^e édition du Sommet sur les Micro-crédits (tenue en Novembre 2002 à New York, aux Etats Unis) a vu la participation de plus de 2000 délégués. Six documents ont été présentés dans les sessions plénières sur les sujets suivants : Comment assurer l'impact, Comment mener une vie meilleure, Innovations obtenues sur le terrain ; les Politiques, réglementations et systèmes pour la promotion de services financiers viables pour les pauvres ; Comment donner du pouvoir aux femmes à travers la micro-finance ; Comment financer la micro-finance pour l'allègement de la pauvreté ; les résumés exécutifs de ces documents peuvent être trouvés sur le site internet du sommet.

Nouvelles et Réseaux

EVENEMENTS

CONGRES SUR L'AGRO-FORESTERIE ORLANDO, ETATS-UNIS

27 Juin - 2 Juillet 2004

Les professionnels de l'Agro-foresterie du monde entier, des universitaires aux volontaires en passant par les gouvernements et les privés, vont se rassembler à l'occasion de ce 1er Congrès Mondial sur l'Agro-foresterie à Orlando, en Floride, aux Etats-Unis. Les objectifs généraux visés sont de partager les connaissances et les idées, et de développer des stratégies pour la recherche, l'éducation et la formation en agro-foresterie. Les résultats significatifs qui en seront tirés comprendront un abrégé très pointu. Visitez le site Internet pour plus de détails : www.conference.ifas.ufl.edu/wca

CONFERENCE INTERNATIONALE SUR L'AGRICULTURE URBAINE BRISBANE, AUSTRALIE

Mi-2004

Cette conférence, appelée « Agurbaine 2004 », va se pencher sur le cas de Brisbane, une ville qui pourrait devenir une référence mondiale pour l'agriculture urbaine. La conférence permettra de mieux tracer les grandes lignes de l'avenir de l'agriculture urbaine dans la région du Pacifique OCcidental. Pour plus d'informations : contacter Geoff Wilson.

Tel. : + 61733491422 ;

fax : + 61733438287;

e-mail : fawmpe@powerup.com.au.

CONFERENCE DE L'ICAST 2003

12-15 Octobre 2003

Cette conférence va apporter des opportunités pour la dissémination des connaissances scientifiques et la diffusion de la technologie dans le monde entier. Revisitez les points fondamentaux du développement à la lumière des récents progrès dans les domaines de la science et de la technologie. Promouvoir le développement coordonné des économies, des environnements, des ressources, des communautés et des cultures à travers la science et la technologie en vue d'améliorer la qualité de vie de tout un chacun.

Veuillez visiter le site : www.2003icast.org pour plus d'informations.

FORUM MONDIAL SUR L'EAU KYOTO, JAPON

16 - 23 Mars 2003

Le Forum sur l'Eau dans le Tiers Monde vient de s'achever au Japon ; un document élaboré par le CDAUF et l'IWMI portant sur l'Agriculture Urbaine y a été présenté, et le N° 8 du Magazine de l'A.U. y a été distribué. On peut accéder aux résultats des sessions sur le site internet du Forum Mondial sur l'Eau : www.world.water_forum3.com ou bien www.worldwaterforum.org

CONFERENCE PAR INTERNET SUR LE DEVELOPPEMENT DES VILLES ECOLOGIQUES

Février - Juin 2003

Cette Conférence est une activité d'après conférence fournissant aux participants de la 5^{ème} Conférence sur les villes écologiques une plate-forme virtuelle pour approfondir le dialogue initié à Shenzhen, en Chine. Elle permet aux personnes qui n'ont pu se rendre à Shenzhen de se joindre aux discussions sur les documents par Internet, leur donnant ainsi l'occasion de présenter leur travail. Un des objectifs de la conférence est de promouvoir dans l'avenir la mise en réseau et la coopération pour le développement des villes écologiques avec les organisateurs. Tous les extraits et documents présentés au cours de la 5^{ème} conférence sur

les villes écologiques (Shenzhen, Août 2002) sont disponibles sur le web. D'autres matières de discussion électronique pendant la Conférence par Internet signifient une nouvelle soumission de dossiers sur les mêmes sujets abordés lors de la 5^e conférence sur les villes écologiques : consulter : www.ias.unu.edu/proceedings/icibs/ecocity03/index.html

LE DEVELOPPEMENT URBAIN POUR L'ALLEGEMENT DE LA PAUVRETE : VERS UN PROGRAMME DE RECHERCHE

WASHINGTON, ETATS-UNIS

9 - 11 Décembre 2002

La Banque Mondiale a organisé cet événement, qui a vu la participation du partenaire de CDAUF, TUAN. Malheureusement, l'on n'a pas accordé beaucoup d'attention à la Sécurité Alimentaire Urbaine et à l'Agriculture Urbaine. Pour la lecture des résultats :

www.worldbank.org/urban/Symposium2002/index.html

Table ronde des bailleurs de fonds pour le développement durable de l'agriculture urbaine à Nouakchott

07 octobre 2003

Dans le cadre des activités du projet de recherche/consultation pour le développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique de l'ouest conduit par l'IAGU, il a été organisé le 7 octobre 2003 une table-ronde des bailleurs de fonds qui avaient pour objectifs de présenter les plans d'actions municipales élaborés à travers une démarche consultative aux partenaires au développement. La finalité était d'obtenir l'engagement de ceux-ci par rapport à la mise en œuvre de ces PAM. Le rapport de cette rencontre est disponible à l'IAGU (iagu@cyg.sn/iagurau@enda.sn) et au Tenmiya (tenmiya@toptechnology.mr), la coordination nationale de la Mauritanie du Réseau Francophone pour l'Agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest et du centre (RFAU/AOC).

Table ronde des bailleurs de fonds pour le développement durable de l'agriculture urbaine à Ouagadougou

14 octobre 2003

Dans le cadre des activités du projet de recherche/consultation pour le développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique de l'ouest conduit par l'IAGU, il a été organisé le 14 octobre 2003 une table-ronde des bailleurs de fonds qui avaient pour objectifs de présenter les plans d'actions municipales élaborés à travers une démarche consultative aux partenaires au développement. La finalité était d'obtenir l'engagement de ceux-ci par rapport à la mise en œuvre de ces PAM. Le rapport de cette rencontre est disponible à l'IAGU (iagu@cyg.sn/iagurau@enda.sn) et à l'EIER (sig@eieretsher.org), la coordination nationale du Burkina Faso du Réseau Francophone pour l'Agriculture urbaine en Afrique de l'Ouest et du centre (RFAU/AOC).

LES NOUVELLES

A LA RECHERCHE DE PARTENAIRES

Un projet de l'Union Européenne sur la coopération régionale dans la Région de la Mer du Nord concernant l'impact de l'agriculture urbaine, les cultures en ville et le jardinage en lotissements, est en cours d'élaboration. Les partenaires du projet sont à la recherche d'autorités pour la planification, de municipalités, de bien-être public et d'organisations d'agriculture et d'horticulture publiques autour de la Mer du Nord. Le point central de ce programme va être une meilleure prise de conscience par les autorités pour la planification spatiale et les municipalités de l'impact de la durabilité par l'agriculture urbaine, en particulier dans les zones confrontées à des problèmes sociaux, notamment la pauvreté et l'immigration. Certaines des activités planifiées évaluent différentes approches sur leurs forces et leurs faiblesses, en développant un réseau pour le transfert de leurs connaissances

techniques des meilleures pratiques concernant la planification spatiale, et en développant des stratégies de durabilité et d'innovation pour les activités déjà en place. Contacter pour plus de détails, à la chambre de l'Agriculture en Basse Saxe, Oldenburg, Allemagne :

Michael Kuegler
Tel : +49-441-801-336
E-mail : m.kuegler@lwk-we.de

Michael Janisch
Tel : +49-4403-9796-37
E-mail : m.janisch@lwk-we.de

SYNERGIE RURALE-URBAINE DU SUD-EST ASIATIQUE

L'objectif global de ce projet SYRUSEA, qui commence en 2003, est de contribuer à la synergie entre la croissance urbaine et le développement agricole à la frontière urbaine entre Hanoi (Vietnam) et Nanjing (Chine) afin d'améliorer le bien-être des communautés urbaines et rurales. On a entrepris de chercher des systèmes conçus pour trouver des solutions aux problèmes causés par les interactions entre la croissance urbaine et le changement des systèmes de production horticole à la lisière des deux villes. Les plates-formes des parties prenantes serviront de base pour le développement du scénario pour la planification de l'utilisation des terres et la gestion des ressources. Les partenaires du projet sont l'Université Agricole de Hanoi, et l'Institut de Sociologie de Hanoi, Vietnam ; l'Université Agricole de Nanjing, Chine ; la Nouvelle Université de Lisbonne (NUL), Portugal ; et La Recherche Mondiale de Verdure, LEI, alterra. Pour plus d'informations : www.searusyn.org

LE RESEAU DES JARDINS DE LA VICTOIRE

Le Réseau International des Jardins de la Victoire accorde actuellement des subventions allant jusqu'à 10.000 dollars US aux organisations ou activistes pour la sécurité alimentaire qui voudraient initier des projets-pilotes innovateurs autour des questions sur l'agriculture urbaine et l'insécurité alimentaire urbaine dans l'esprit des Jardiniers de la Victoire de la 2^e Guerre Mondiale. En outre, il offre 500 dollars US aux activités qui souhaitent assister à des conférences, symposiums ou ateliers de stage qui se focalisent sur les problèmes de sécurité alimentaire et/ou de l'agriculture urbaine. Pour plus d'infos :

www.victorygardens.net/news.html ou bien contacter : Max Wallace, Coordinateur, International Victory Garden Network, sur le site : zeropoverty@email.com

UNE RUBRIQUE SUR L'HORTICULTURE URBAINE A LA FAC

L'Université de Humboldt de Berlin a reconnu l'importance de l'agriculture/l'horticulture urbaine ; elle a créé une rubrique pour l'horticulture urbaine à la faculté. Le Professeur Ulrichs a accepté cet appel et a commencé à travailler comme professeur en horticulture urbaine. L'un des principaux intérêts pour la recherche portera sur les systèmes de production de légumes en milieu urbain dans les tropiques.

Contacter :

Prof. Dr Christian Ulrichs, Humboldt
Universität zu Berlin
Institut des Sciences Horticoles
Berlin.

LE PROJET TREELINK (LE LIEN AVEC L'ARBRE) DE SALT LAKE CITY

La Foresterie Urbaine et Communautaire continue de se développer au point de devenir un mouvement de dimension nationale. Elle est même devenue une discipline enseignée dans toutes les universités du pays, en dépit des contraintes budgétaires. Depuis 1996, l'USDA appuie le TreeLink de Salt Lake City au titre de centre national des communications de la Foresterie Urbaine. Les services publics sont en collaboration avec des organisations de Foresterie Urbaine à but non lucratif dans le cadre de programmes visant à appuyer la

Foresterie Urbaine. A Chicago et à Los Angeles, les écoles des districts se débarrassent actuellement du bitume pour planter à la place des arbres afin de diminuer les coûts énergétiques, d'amoinrir les dégâts causés par les climatiseurs sur la couche d'azone et de réduire l'utilisation de l'irrigation sous les arbres ombrageux. Pour vous procurer un rapport complet sur les Avantages des Arbres dans l'Environnement Urbain et Communautaire, visitez le site de TreeLink sur : www.treelink.org ou bien appelez-nous au 801-356-1933 ; e-mail : pepper@treelink.org

LES BOURSES DE RECHERCHE FORESTIERE A L'UNIVERSITE D'HARVARD

Les bourses de recherche forestière à l'Université d'Harvard, qui s'élèvent jusqu'à 30.000 dollars US pour des recherches en biologie forestière, en écologie, en gestion, et en politique publique, sont disponibles. Vous pouvez envoyer vos diplômes et coordonnées personnelles, votre proposition de sujet, l'objectif de l'activité à l'adresse suivante :

Harvard Forest

Harvard University

PO.Box 68

Petersham MA 01366-0068, USA

e-mail : drecos@fas.harvard.edu

Veuillez voir : www.harvardforest.fas.harvard.edu/education/bullard/bullard.htm

l'agriculture urbaine

Une alternative pour le développement



Ce film documentaire a été réalisé dans le cadre du Programme de recherche / consultation pour le développement durable de l'agriculture urbaine en Afrique de l'ouest conduit par l'AGU.

Octobre 2003

Durée : 31 min

Agriculture urbaine : une alternative pour le développement

Ce titre est celui du film documentaire réalisé par l'IAGU dans le cadre des activités du projet de recherche/consultation pour le développement durable de l'agriculture en Afrique de l'Ouest. D'une durée de trois ans (2001-2004), ce projet est le premier cadre opérationnel d'intervention du Réseau Francophone pour l'Agriculture Urbaine en Afrique de l'Ouest et du Centre (RFAU/AOC) qui regroupe sept (7) pays : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Mauritanie, Niger et Sénégal.

Le film a été tourné dans les villes de Dakar, Cotonou et Nouakchott et met l'accent sur les enjeux et les contraintes de l'agriculture urbaine avec une insistance particulière sur les difficultés d'accès à la terre et à l'eau. Ce film est le premier acte des activités de capitalisation du projet de recherche/consultation. Il sera suivi de la parution, durant le premier trimestre 2004, d'un livre d'un plaidoyer/capitalisation

Si vous souhaitez disposer d'une copie du film, vous pouvez vous adresser à

l'Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU),
BP. 7263 Dakar
Tél. (221) 827-22-00
Fax. (221) 827-28-13
E-mail iagu@iagu.org

Texte en noir (bandeau)

Financement de l'Agriculture Urbaine. N°09 Février 2004

Le Magazine UA est publié par le Centre de Ressources pour l'Agriculture Urbaine (RUAF), un programme coordonné par ETC Pays Bas et financé par DGIS, les Pays Bas et CRDI Canada. La magazine Ua est publié trois fois par an, et est aussi disponible sur : www.rvaf. La magazine UA est traduit en français, espagnol, chinois et arabe et distribué dans des éditions séparées à travers les réseaux régionaux.

La commission Editoriale

Le programme De Gestion Urbaine – L'Amérique Latine et les Caraïbes (PGU – ALC). Quito Equateur, Mr Alain SATANDREU, , email : Alain@pgu-ecu.org Magazine en espagnol : www.ipes-org./aguila

Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU). Dakar. Sénégal, Mme Ndèye Fatou GUEYE : email : agurau@enda.sn. Magazine en français.

Programme de Développement Municipal (PDM). Afrique de l'Est et du Sud. Hararé Zimbawé, Mr Shinirayi Mushamba email : smushamba@mdpesa.org Institut de Sciences Géographiques et de Recherche sur les Ressources Naturelles (ISGRRN) de l'académie chinois des sciences.

Beijing, chine, Mr Jianming Cai, email : caijm@igsnrac.cn Magazine pour le centre chinois pour l'environnement et le Développement dans la Région Arabe et l'Europe (CADARE), le Caire Egypt, Mr Ismaël EL RAGOURI ; email : ibagouricedare.org.eg. Magazine en Arabe IWMI Inde : Mme Stéphanie Buchler ; email : s.buechler@egiar.org.

IWMI GHANA : Mr Pay DRECHEL, email : iwmi-ghana@egiar.org

Jae Smit, TVAN,; Washington, Dagmar Kunze, FAO (Bureau Régional pour l'Afrique RAF) Ghana;

Luc Mougeot, CRDI, Canada ;

Gordon Prain, CIP Initiative Soutenable sur l'Agriculture Urbaine et Peri-Urbaine (ISAUP), Peru ;

Henk de Zeeuw, ETC – Centre de Ressources sur l'Agriculture Urbaine et la Silviculture (RUAF) ; les Pays –Bas

Editeurs n°08 Ce sujet a été compilé par René Van Veenhuizen (Editeur Responsable ensemble avec Stéphanie Buechler d'IWMI Inde et Wilfrid Hertog de ETC pour le programme RUA

Editions web et livres

Lucy Brouwne et Rcine Van Veenhuizen

Administration

Michel Boumeister

Design et dessin

Jan Hiensch

Editeur de langues

Ndèye Fatou Diop Gueye

Moussa Sy

Imprimerie

Sénégalaise de l'Imprimerie

Magazine de l'Agriculture Urbaine
(En Anglais : Urban Agriculture Magazine)

Financement de l'Agriculture Urbaine
N° 9 Février 2004

Le Magazine UA est publié par le Centre de Ressources pour l'Agriculture Urbaine (RUAF), un programme coordonné par ETC Pays Bas et financé par DGIS, les Pays Bas et CRDI Canada.

La magazine UA est publié trois fois par an, et est aussi disponible sur : www.ruaf.org.

La magazine UA est traduit en français, espagnol, chinois et arabe et distribué dans des éditions séparées à travers les réseaux régionaux.

La commission Editoriale

- Le programme De Gestion Urbaine – L'Amérique Latine et les Caraïbes (PGU – ALC). Quito Equateur, Mr Alain SATANDREU, email : Alain@pgu-ecu.org
Magazine en espagnol : www.ipes-org.org/aquila
- Institut Africain de Gestion Urbaine (IAGU). Dakar. Sénégal, Mme Ndèye Fatou GUEYE : email : iagu@iagu.org.
Magazine en français.
- Programme de Développement Municipal (PDM). Afrique de l'Est et du Sud. Hararé Zimbabwe, Mr Shinirayi Mushamba email : smushamba@mdpesa.org
- Institut de Sciences Géographiques et de Recherche sur les Ressources Naturelles (ISGRN) de l'académie chinois des sciences. Beijing, chine, Mr Jianming Cai, email : caijm@iqsnrrac.cn
Magazine Chinois
- Centre pour l'environnement et le Développement dans la Région Arabe et l'Europe (CEDARE), le Caire Egypt, Mr Ismaël EL RAGOURI ; email : ibagouri@cedare.org.eg.
Magazine en Arabe
- IWMI Inde : Mme Stéphanie Buchler ; email : s.buechler@egiar.org. IWMI

GHANA : Mr Pay DRECHEL, email : iwmi-ghana@egiar.org

- Jac Smit, TVAN,; Washington,
- Dagmar Kunze, FAO (Bureau Régional pour l'Afrique RAF) Ghana;
- Luc Mougeot, CRDI, Canada ;
- Gordon Prain, CIP Initiative Soutenable sur l'Agriculture Urbaine et Peri-Urbaine (ISAUP), Peru ;
- Henk de Zeeuw, ETC – Centre de Ressources sur l'Agriculture Urbaine et la Silviculture (RUAF) ; les Pays –Bas

Editeurs n°09

Ce numéro a été préparé par René van Veenhuizen (Editeur principal) en collaboration avec Mariëlle Dubbeling (Editeur invité) UMP-LAC.

Editions web et livres

Lucy Brouwne et René Van Veenhuizen

Design et dessin

Jan Hiensch

Editeur de langues

Ndèye Fatou Diop Gueye
Moussa Sy

Imprimerie

Sénégalaise de l'Imprimerie